CALCULER LE PANIER DE DÉPENSES MINIMUM

UN GUIDE DES MEILLEURES PRATIQUES

CALP NETWORK

CHOIX ET DIGNITÉ FACE AUX CRISES

UNE RESSOURCE DU CALP NETWORK

Auteurs de la première édition parue en 2019 : Paula Gil Baizan et Nathalie Klein

Auteurs de la version révisée parue en 2021 :
Sharon Truelove, Consultante indépendante – sjtruelove@hotmail.co.uk
Philippa Young, Consultante indépendante – philyoung77@hotmail.com
Julie Lawson-McDowall, Conseillère technique CALP – julie.lawson-mcdowall@calpnetwork.org

Contributeurs : Membres du Groupe consultatif technique du CaLP (Chris Paci d'Initiatives REACH/IMPACT et Jennifer Weatherall de Catholic Relief Services) et les participant·e·s à la série de webinaires sur le panier de dépenses minimum (MEB) du Groupe de travail sur les transferts monétaires (GTTM) du CaLP.

Remerciements : Ces outils s'appuient sur les connaissances collectives du secteur. Les auteurs souhaitent remercier tous les experts qui ont contribué au développement des paniers de dépenses minimum (Nathalie Klein, Paula Gil Baizan, Nynne Warring, et plus récemment : Andre Griekspoor, Yassmin Moor, Dana Cristescu, Elodie Ho, Francesca Battistin, Jake Zarins, Jimena Peroni, Julia Grasset, Laurene Goublet-de Courtivron, Sara Murray, Tenzin Manell, Thomas Byrnes, William Martin, Yoann Tuzzolino, Rabeea Ahmed, Ali Khazendar, Oliver Westerman, Luca Sangalli, Guy Obama, Alexandre Gachoud, Tanjona Andriamarolaza, Corrie Sissons, Maxmilian Seilern, Joanna Friedman, Zehra Rizvi, Joanne Burton, Martina Lecci, Leigh-Ashley Lipscomb, Eliana Irato et Adva Rodogovsky), et celles et ceux qui continuent à travailler sur le terrain pour combler le manque de connaissances et générer un consensus. Le temps et l'expertise que vous avez consacrés à l'élaboration de ces outils ont été inestimables.

Légende de la couverture photographique

Lachmi, une bénéficiaire du Programme alimentaire mondial (PAM), se promène avec son fils de 13 mois, Harichand, et achète des denrées alimentaires sur un marché local à Badin, Sindh, Pakistan. Lachmi et Harichand bénéficient du programme « Ehsas Nashonuma », un programme novateur de transfert monétaires conditionnels dans le domaine de la santé et de la nutrition, qui vise à lutter contre les retards de croissance chez les enfants.

© Saiyna Bashir/PAM. Octobre 2021

LISTE DES ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

ACRONYME	FORME COMPLÈTE
ACSVA	Analyse complète de la Sécurité et de la Vulnérabilité Alimentaire
ACV	Analyse et cartographie des vulnérabilités
AEM	Analyse de l'économie des ménages
ANA	Articles non-alimentaires
APOR	Analyse et planification des options de réponse
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CotA	Coût d'une alimentation
CRA	Capacité de réponse améliorée
EBB	Évaluation des besoins de base
EBE	Évaluation des besoins essentiels
ESU	Éducation en situation d'urgence

LISTE DES ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

ACRONYME	FORME COMPLÈTE
GCIC	Groupe de Coordination Inter-Cluster
GdD	Groupe de discussion
GTTC	Groupe de travail sur les transferts monétaires
IM	Interventions monétaires
IONG	Organisation non gouvernementale internationale
IPC	Indice des prix à la consommation
IRC	International Rescue Committee
ISA	Indice des stratégies d'atténuation
DEP_M	Dépense du ménage
MEB	Panier de dépenses minimum
MESL	Dépenses pour assurer un niveau de vie minimum
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODI	Overseas Development Institute
OIT	Organisation internationale du Travail
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PDI	Personnes déplacées internes
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RDC	République Démocratique du Congo
SMEB	Paniier de dépenses minimum de survie
SPD	Suivi post-distribution
TM	Transferts monétaires
TMUM	Transferts monétaires à usages multiples
TWG	Groupe technique de travail
UE	Union européenne
UNCHR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
PAM	Programme Alimentaire Mondial

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ACRONYMES **2**

1. CES ORIENTATIONS : OBJECTIFS ET UTILISATION **6**
1.1 À QUOI PEUT SERVIR UN MEB ? 8
1.2 QU'EST-CE QUI REND UN MEB EFFICACE ? 8
1.3 QUEL EST L'OBJECTIF DE CE GUIDE ? 9
1.4 À QUI EST DESTINÉ CE GUIDE ? 9
1.5 COMMENT EST ORGANISÉ CE GUIDE ? 9
1.6 COMMENT ONT ÉTÉ PRODUITES CES ORIENTATIONS ? 12
1.7 LIMITES 12

2. DÉCIDER SI UN MEB EST NÉCESSAIRE ET/OU POSSIBLE **13**
2.1DÉCIDER D'UN PROCESSUS MEB LÉGER OU COMPLET 14
2.2 ÉVALUER LES INVESTISSEMENTS REQUIS POUR UN PROCESSUS MEB INTER-AGENCE INCLUSIVE 15
2.2.1 Un processus MEB complet *15*
2.2.2 Un processus MEB léger 15
2.2.3 Soutenir les autres dans le cadre d'un processus MEB léger ou complet 15
2.3 AVANTAGES D'UN PROCESSUS MEB COLLABORATIF 17
2.3.1 Garantir la pertinence et l'adhésion *18*
2.3.2 Pression des bailleurs de fonds et des gouvernements hôtes *19*

3. CONCEPT CLÉS POUR LES PANIERS DE DÉPENSES MINIMUM **21**
3.1 QUELS BESOINS DE BASE DOIVENT ÊTRE MONÉTISÉS ? 22
3.2 QUELS BESOINS PEUVENT-ÊTRE COUVERTS VIA LE MARCHÉ LOCAL ? 22
3.3 PROPORTION ALLOUÉES AUX ARTICLES ALIMENTAIRES ET NON-ALIMENTAIRES 23
3.4 DÉCIDER QUELS BIENS ET SERVICES INCLURE ET DÉFINIR LEUR MONTANT 23
3.5 FRÉQUENCE DES DÉPENSES 23
3.5.1 Périodes de référence et de rappel – Le défi du calendrier et de la prévisibilité 24
3.6 DOIT-ON CALCULER LE COÛT DU MEB PAR PERSONNE OU PAR MÉNAGE ? 26

4. CONCILIER LES DIFFÉRENCES : BESOINS INDIVIDUELS, TAILLE DU MÉNAGE ET DIFFÉRENCE GÉOGRAPHIQUES **27**
4.1 ÉLABORER UN MEB POUR DIFFÉRENTES TAILLES DE MÉNAGE 28
4.2 ADAPTER OU VENTILER LE MEB EN FONCTION DES DIFFÉRENTS BESOINS LIÉS AUX VULNÉRABILITÉS 30
4.3 ADAPTATION AUX DIFFÉRENCES GÉOGRAPHIQUES 32
4.4 COMBIEN DE MEB AVONS-NOUS BESOIN ? 33

5. SOURCES ET GESTION DES DONNÉES **34**
5.1 COMMENT INCLURE LES PRIORITÉS DES PERSONNES AFFECTÉES DANS LE MEB ? 35
5.2 EST-CE QUE DES NORMES SECTORIELLES EXISTENT ? 36
5.3 QUELS AUTRES ENSEMBLES DE DONNÉES PEUVENT-ÊTRE UTILISÉES POUR ÉLABORERUN MEB ? 37
5.4 QUID SI LES DONNÉES DE L'APPROCHE DE L'ÉCONOMIE DES MÉNAGES SONT DISPONIBLES ? 38
5.5 LES DONNÉES SECONDAIRES DISPONIBLES SUR LES CALCULS DU MEB SONT-ELLES PERTINENTES ? 38
5.6 UTILISATION DES DONNÉES POUR LES APPROCHES HYBRIDES ? 39
5.7 COLLECTE DE DONNÉES PRIMAIRES ? 39
5.8 S'ASSURER DE LA COMPATIBILITÉ DES DIFFÉRENTS ENSEMBLE DE DONNÉES 39

6. CHOISIR ENTRE DIFFÉRENTES APPROCHES DE MEB **40**
6.1 TROIS APPROCHES DIFFÉRENTES 41
6.2 AVANTAGES ET INCONVÉNIENTS DES DIFFÉRENTES APPROCHES 44
6.3 UN DÉBAT : PANIER DE DÉPENSES MINIMUM DE SURVIE VS PANIER DE DÉPENSES MINIMUM 46

7. INCLURE LES BESOINS SECTORIELS ET INTER-SECTORIELS **47**
7.1 INCLURE LES BESOINS SECTORIELS ET NON-SECTORIELS 48
7.2. ORIENTATIONS CONCISES ET RESSOURCES CLÉS POUR LES DIFFÉRENTES CATÉGORIES DE DÉPENSES COUVRANT LES BESOINS DE BASE 49
COMMUNICATIONS 50
CRÉDIT/REMBOURSEMENT DE DETTES ET TRANSFERTS DE FONDS 50
ÉDUCATION 51
ÉNERGIE 52
SERVICES FINANCIERS 52
ALIMENTATION 53
SANTÉ 54
MOYENS DE SUBSISTANCE 56
NUTRITION 57
AUTRES DÉPENSES 57
PROTECTION 58
ABRIS 60
TRANSPORT 61
EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE (WASH) 62

8. UTILISER UN PROCESSUS MEB POUR IDENTIFIER LES LACUNES ET LE MONTANT DES TRANSFERTS MONÉTAIRES **63**
8.1EXPLIQUER L'ÉCART 64
8.2 QUELLES RESSOURCES SONT À LA DISPOSITION DES MÉNAGES ? 65
8.3 DÉCIDER DU MONTANT DU TRANSFERT ? 65
8.4 ALIGNEMENT DES MONTANTS DE TRANSFERT AVEC LES PROGRAMMES DE PROTECTION SOCIALE ET DE FILET DE SÉCURITÉ SOCIALE 66
8.5 DOCUMENTER LA PRISE DÉCISIONNELLE SUR L'ALIGNEMENT DU MONTANT DU MEB ET DU TRANSFERT 66
8.5.1 Modifier le montant des transferts 66
8.6 AJUSTER LE MONTANT DU MEB (OU DES BESOINS) ET LE MONTANT DES TRANSFERTS QUI S'ENSUIT 67

9. ACTUALISER LES PRIX ET LA COMPOSITION DU MEB **68**
9.1 ACTUALISER LE PRIX ET LE COÛT D'UN MEB 69
9.2 REVOIR LA COMPOSITION D'UN MEB 71
9.3 INDICES D'UN DYSFONCTIONNEMENT DU MEB ET SOLUTIONS POSSIBLES 72

ANNEXE – RESSOURCES RELATIVES AU MEB **74**

1. CES ORIENTATIONS : OBJECTIFS ET UTILISATION

LES OBJECTIFS DE CES ORIENTATIONS SONT DE :

- Fournir des définitions des concepts clés
- Identifier quand un MEB est nécessaire.
- Expliquer ce qu'un MEB peut accomplir
- Décrire les capacités et les ressources requises pour les différents types de MEB.
- Explorer la méthode la plus appropriée à suivre en fonction du contexte
- Guider les praticien.ne.s et les décideurs dans le processus de développement d'un MEB et le calcul de son coût
- Discuter de la manière d'incorporer les besoins de base dans les secteurs/clusters.
- Partager des conseils sur des questions techniques spécifiques et aider les praticien.ne.s à naviguer et à consulter le nombre croissant de ressources sur les MEB.

DÉFINITION D'UN MEB

Un panier de dépenses minimum (MEB) est un outil opérationnel permettant d'identifier et de calculer, dans un contexte particulier et pour un moment précis, le coût moyen des **besoins de base** multisectoriels d'un ménage vulnérable sur le plan socio-économique, qui peut être monétisé et accessible en qualité adéquate sur le marché local. Les biens et services inclus dans le MEB doivent permettre aux ménages de satisfaire leurs besoins de base et leur niveau de vie minimum sans recourir à des stratégies d'adaptation négatives ou compromettre leur santé, leur dignité et leurs moyens de subsistance essentiels. Un MEB peut être calculé pour différentes tailles de ménages.

IL EXISTE TROIS APPROCHES PRINCIPALES DE L'ÉLABORATION D'UN MEB

a) **Une approche basée sur les droits** utilise les besoins et les normes évalués (tels que les droits protégés par les droits de l'homme et les lois humanitaires internationales, les normes Sphère, les normes techniques nationales) pour définir la composition du panier, et les prix du marché local pour définir le coût.
b) **Une approche basée sur les dépenses** se concentre sur la demande effective en utilisant les habitudes de consommation locales pour définir la composition et le coût du panier.
c) **Une approche hybride** est une option pragmatique combinant des éléments basés sur les droits et sur les dépenses.

La plupart des MEB sont hybrides dans une certaine mesure.

Glossaire du CALP

DÉFINITION DES BESOINS DE BASE

Les besoins de base sont définis comme des biens, des services publics, des services ou ressources essentiels dont les ménages ont besoin de manière régulière ou saisonnière pour assurer leur survie à long terme et maintenir un niveau de vie minimum, sans recourir à des mécanismes d'adaptation négatifs ou compromettre leur santé, leur dignité et leurs moyens de subsistance essentiels.

Les besoins de base peuvent être définis sur une base régulière (généralement mensuelle ou saisonnière).

Le panier de dépenses minimales (MEB) est devenu un outil essentiel dans l'action humanitaire où l'utilisation de transferts monétaires a été identifiée comme une modalité de réponse importante. En effet, le processus d'élaboration d'un MEB permet à toutes les personnes impliquées dans l'intervention de comprendre quels sont les besoins fondamentaux des personnes concernées, quels sont les besoins que les personnes ou les ménages peuvent satisfaire eux-mêmes, si ces besoins peuvent être satisfaits par les marchés existants et quel est le coût de ces besoins.

Idéalement, le processus de développement d'un MEB génère un travail collaboratif et de soutien pour l'outil MEB et son utilisation, ainsi qu'un ensemble de données essentielles. Le MEB peut être utilisé pour convenir du montant ou de la couverture des transferts monétaires, ainsi que pour toute une série de processus analytiques ou de plaidoyer.

1.1 À QUOI PEUT SERVIR UN MEB ?

Un panier de dépenses minimum possède plusieurs fonctions :

- Utilisé pour le calcul du montant des transferts sectoriels ou à usages multiples (TMUM).
- Utilisé pour créer une base de référence et/ou être suivis dans le temps, par exemple dans le cadre d'un suivi régulier du marché.
- Contribuer à une analyse plus large de la vulnérabilité, en soutenant l'établissement du profil des ménages et l'identification des ménages qui ne peuvent pas répondre aux besoins de base.
- Améliorer la collaboration (par exemple, pour aider les organismes à coordonner les montants des transferts monétaires distribués).
- Utilisé à des fins de plaidoyer, pour l'acceptation du MEB par le gouvernement et pour les TM en général.
- Soutenir l'alignement avec les programmes de filets de sécurité et de protection sociale.
- Orienter les décisions sur les biens et services à évaluer et à suivre régulièrement dans une évaluation et/ou un suivi du marché.
- Établir un panier pertinent par rapport auquel es prix du marché et le coût de la vie sont surveillés.
- Contribuer au suivi des résultats immédiats et à plus long terme en analysant les tendances des dépenses par rapport au MEB et en comprenant mieux la capacité économique et les tendances de consommation.
- Indiquer quels autres biens ou services non monétaires font partie des besoins de base des personnes et devraient faire partie d'une réponse intégrée ou d'interventions complémentaires.

Plus d'informations sont disponibles ici : Note d'orientation sur les paniers de dépenses minimum du PAM

1.2 QU'EST-CE QUI REND UN MEB EFFICACE ?

Les enseignements issus de différents contextes ont montré que les MEB efficaces :

1. répondent aux besoins multisectoriels dans un **contexte particulier**, en visant des résultats humanitaires spécifiques ;
2. sont pertinents pour une **période de temps spécifique**, pour une phase d'urgence spécifique ;
3. sont élaborés sur un **objectif collectivement convenu** pour lequel le MEB sera utilisé ; et
4. sont **régulièrement utilisés** dans la conception des programmes et constituent un seuil validé et utilisable auquel le personnel humanitaire peut se référer lors de la négociation sur la sélection finale du montant des transferts.

L'expérience a montré que le **processus derrière le développement d'un MEB est la clé de son succès ou de son échec.** Les MEB réussis ont tendance à être ceux qui sont issus d'un processus relativement rapide qui a impliqué, et donc obtenu, l'adhésion des principales parties prenantes et fourni ce dont les personnes concernées avaient besoin en temps voulu.

Si un MEB ne remplit pas l'une des quatre caractéristiques ci-dessus, son contenu ou ses objectifs doivent être mis à jour (voir la section « Quand un MEB doit-il être révisé ou mis à jour ? »).

En règle générale, un MEB n'est pas efficace s'il ne peut pas être utilisé en cas de crise, soit parce que son élaboration a demandé trop de temps, soit parce que les principales parties prenantes n'y adhèrent pas.

1.3 QUEL EST L'OBJECTIF DE CE GUIDE ?

Ce guide vise à aider les praticien·ne·s dans les contextes humanitaires à prendre des décisions clés dans le processus d'élaboration du MEB en compilant les expériences et les enseignements des praticien·ne·s travaillant dans divers contextes et en présentant les avantages et les inconvénients des différentes approches. Ces décisions incluent les questions suivantes :

- **Avez-vous besoin d'un MEB ?** L'élaboration d'un MEB peut demander beaucoup de temps et de ressources, il est donc essentiel de savoir s'il est nécessaire et si le temps et les ressources requis sont disponibles.
- **Comment clarifier le·s objectif·s du MEB ?** Les parties prenantes peuvent avoir des objectifs différents pour un MEB. Il faudra en discuter pour trouver un compromis qui fonctionne ou pour décider comment aller de l'avant.
- **Quelles sont les meilleures pratiques émergentes en matière de développement d'un MEB ?** Prendre une mauvaise décision lors de la conception d'un MEB peut faire dérailler ou retarder la fourniture d'une assistance urgente aux personnes touchées par une crise.

CE QUE CE GUIDE NE PEUT PAS FAIRE

Le guide n'explique pas comment développer le MEB dans un processus détaillé étape par étape. À la place, il fait référence et renvoie à d'autres orientations et outils qui expliquent plus en détail les étapes techniques requises.

1.4 À QUI EST DESTINÉ CE GUIDE ?

Ce guide vise à soutenir les groupes de travail sur les transferts monétaires (GTTM) et les praticien·ne·s qui :

- Envisagent d'initier **un processus MEB dans le cadre de la préparation, d'une urgence à développement lent ou soudain ou d'une crise prolongée** et recherchent des conseils pratiques et des bonnes pratiques.
- Sont déjà engagés dans un processus de gestion de MEB mais qui recherchent des **orientations spécifiques et des bonnes pratiques sur les défis auxquels ils sont confrontés, qu'ils soient techniques, politiques ou autres**.

1.5 COMMENT EST ORGANISÉ CE GUIDE ?

Le présent guide est organisé de la manière suivante :

1. Ces orientations : objectifs et utilisation	Les objectifs de ces orientations sont les suivants : • Identifier quand un MEB est nécessaire. • Expliquer ce qu'un MEB peut accomplir. • Décrire les capacités et les ressources requises pour les différents types de MEB. • Explorer la méthode la plus appropriée à suivre en fonction du contexte. • Guider les praticien·ne·s et les décideurs dans le processus de développement d'un MEB et le calcul de son coût. • Discuter de la manière d'incorporer les besoins de base dans les secteurs/clusters. • Partager des conseils sur des questions techniques spécifiques et aider les praticien·ne·s à naviguer et à consulter le nombre croissant de ressources sur les MEB.

2. Décider si un MEB est nécessaire et/ou possible	Ce chapitre se concentre sur les questions essentielles qui devraient être posées au début de tout processus d'élaboration d'un MEB pour décider si un MEB complet ou léger est nécessaire et/ou possible : • Quels sont les objectifs du MEB (pour distribuer rapidement, pour la préparation, pour améliorer la collaboration, pour définir un seuil de vulnérabilité) ? • Un MEB est-il nécessaire ou existe-t-il d'autres seuils disponibles ? • Quelle est l'urgence du besoin d'un MEB ? • Pendant combien de temps le MEB sera-t-il utilisé ? • Quelles sont les ressources humaines et financières disponibles ? • Dans quelle mesure le processus MEB doit-il être inclusif ? • Quelle est l'échelle du MEB que les humanitaires ont la capacité de gérer ?
3. Introduction aux concepts clés des paniers de dépense minimum	Ce chapitre explore et définit les concepts clés d'un MEB : • Quels biens et services peuvent et doivent être monétisés ? • Fréquence des dépenses. • Disponibilité et accessibilité. • Articles alimentaires et non-alimentaires. • Consommation et non-consommation. • Qu'est-ce qu'un ménage ? • Premières réflexions sur la taille du ménage.
4. Concilier les différence: Besoins individuels, taille du ménage et différences géographiques	Ce chapitre approfondit les points suivants : • La conception d'un MEB pour différentes tailles de ménages. • La prise en compte des vulnérabilités individuelles. • L'adaptation aux variations régionales ou géographiques. • Le nombre de MEB nécessaires par contexte.
5. Sources et gestion des données	Ce chapitre se concentre sur les besoins en données, c'est-à-dire ce dont nous avons besoin, ce que nous pouvons utiliser et les exigences clés : • La disponibilité des données est la base d'un MEB : qu'est-ce qui existe déjà et qu'est-ce qui doit être collecté ? • L'utilisation de données secondaires existantes (par exemple un MEB existant) peut permettre d'économiser du temps et des ressources, mais si elles ne sont pas adéquates, le personnel humanitaire devra collecter des données primaires. • S'assurer que les différents ensembles de données sont compatibles avant de les utiliser ensemble.

6. Choisir entre différentes approches de MEB	Ce chapitre explore : • Les trois principales approches (basée sur les dépenses, les droits et hybride) pour incorporer les besoins multi et intersectoriels dans un MEB et illustre comment elles sont utilisées pour les articles alimentaires et non-alimentaires. • La définition de l'approches hybride et comment celle-ci est considérée comme la meilleure pratique car elle permet une adaptation pragmatique à différents contextes. • Le débat MEB de survie (SMEB) vs MEB.
7. Inclure les besoins sectoriels et intersectoriels	Cette section donne un aperçu des types de dépenses liées aux besoins sectoriels et intersectoriels que nous pourrions envisager dans un MEB, des conseils sur ce qu'il faut inclure et comment le faire, ainsi que des ressources clés.
8. Utiliser un processus MEB pour identifier les lacunes et le montant des transferts monétaires	Ce chapitre détaille : • L'écart entre les besoins et les ressources d'un ménage. • L'utilisation du MEB pour calculer la somme (c'est-à-dire le montant du transfert) que les parties prenantes verseront aux bénéficiaires.
9. Actualiser les prix et la composition du MEB	Cette section se concentre sur les principaux changements qui pourraient devoir être apportés au MEB au fil du temps, et sur la façon de comprendre les problèmes du MEB et ce qu'il faut faire pour les résoudre : • Mettre à jour les prix et donc le coût d'un MEB. • Révision de la composition du panier. • Indices d'un dysfonctionnement du MEB et solutions possibles.
Annexe **Ressources relatives au MEB**	

1.6 COMMENT ONT ÉTÉ PRODUITES CES ORIENTATIONS ?

Ces orientations et bonnes pratiques s'appuient sur les orientations existantes produites par le Programme alimentaire mondial (PAM), telles que la note d'orientation sur l'évaluation des besoins essentiels, les notes d'orientation de la Banque mondiale (BM), des outils tels que le Consortium pour la capacité de réponse améliorée (CRA) pour l'adoption de l'orientation et de la boîte à outils sur l'évaluation des besoins de base (BNA) 2018 du MPG, parties 1 et 2, et leur analyse et planification des options de réponse (ROAP) 2018, le Baromètre Cash de Ground Truth Solutions, ainsi que les contributions et les enseignements extraits d'une série de webinaires du CaLP organisés en 2020. Les orientations intègrent également les contributions de plusieurs spécialistes en TM et de GTTM dans différents contextes (comme en Ouganda, Colombie, Pérou, Haïti, Vietnam, Gaza, Mali, Liban et Yémen).

1.7 LIMITES

Les MEB sont limités en termes de précision, de processus et de pertinence dans le temps :

- **Un MEB n'est pas conçu pour couvrir les membres individuels du ménage ayant des besoins spéciaux, mais ceux d'un ménage typique affecté moyennement vulnérable sur le plan socio-économique.** Le MEB peut toutefois être complété par des compléments destinés à soutenir les membres du ménage ayant des besoins particuliers, tels que les malades chroniques, les personnes handicapées, les personnes souffrant de malnutrition, les femmes enceintes et allaitantes, ou ayant des besoins élevés (voir le Chapitre 4 pour une discussion approfondie)[1]. Le coût du MEB peut également être calculé pour différentes tailles de ménages (voir Chapitre 4).

- **L'élaboration d'un MEB n'est pas une science exacte.** Elle implique des compromis et un jugement subjectif pour définir le « minimum » dans et entre les secteurs (voir la section « Qu'est-ce qu'un minimum »). Il est donc essentiel d'avoir un objectif clair et que la méthodologie soit cohérente afin d'assurer la cohérence de la prise de décision tout au long du processus.

- **Un processus MEB est itératif et hautement contextuel.** C'est un processus non linéaire dans lequel les choix faits à des étapes clés façonnent le produit final. Il n'existe pas de processus fixe ou de solution unique qui fonctionnera à tous les coups.

- **Même les MEB les plus efficaces peuvent finir par être inadaptés** et perdre leur pertinence dans le cadre d'une réponse qui évolue rapidement. Lorsque cela se produit, il est temps de le réviser et de le mettre à jour (voir la section sur la révision des prix et de la composition d'un MEB).

Le champ d'application de ces orientations est également limité car le processus d'élaboration des MEB continue d'évoluer via des essais, des adaptations et des enseignements tirés des défis rencontrés dans différents contextes. Étant donné cette évolution continue, ce guide ne constitue pas une compilation exhaustive de tous les enseignements mondiaux sur les MEB, mais une compilation des meilleures pratiques émergentes. Il continuera d'être mis à jour au fur et à mesure que la pratique évolue.

La complexité du processus MEB, en particulier en ce qui concerne l'établissement d'un accord entre les différentes parties prenantes, les contextes et les priorités de financement, signifie que la meilleure pratique partagée ici ne peut pas être une prescription globale. La formulation précise d'un processus MEB est mieux faite par les praticien·ne·s, les parties prenantes, les communautés et les bénéficiaires dans un contexte particulier.

RESSOURCES

- PAM (2020) Note d'orientation sur les paniers de dépenses minimum[2]
- PAM (2020) Note d'orientation sur l'évaluation des besoins essentiels
- Enhanced Response Capacity (ERC) Consortium for the Uptake of MPG's (2018) Basic Needs Assessment (BNA) Guidance and Toolbox Parties 1[2] et 2[3]
- ERC (2018) Response Options Analysis and Planning (ROAP)[5]
- Ground Truth Solutions Baromètre Cash[6]
- Séries de webinaires du CaLP sur le MEB[7] (2020)

1. Voir aussi pp 14-18 of WFP's (2020) Setting the transfer value for CBT interventions: Transfer Value Interim Guidance https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000117963/download/
2. https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000138831/download/
3. https://www.calpnetwork.org/publication/basic-needs-assessment-guidance-and-toolbox-part-1-background-and-concepts/
4. https://www.calpnetwork.org/publication/basic-needs-assessment-guidance-toolbox-part-2-how-to-guide-tools/
5. https://www.calpnetwork.org/wp-content/uploads/2020/03/response-option-analysis-planning-guidefinal-1.pdf
6. https://groundtruthsolutions.org/our-work/cash-barometer/
7. https://www.calpnetwork.org/event/webinar-series-on-the-minimum-expenditure-basket/

2. DÉCIDER SI UN MEB EST NÉCESSAIRE ET/OU POSSIBLE

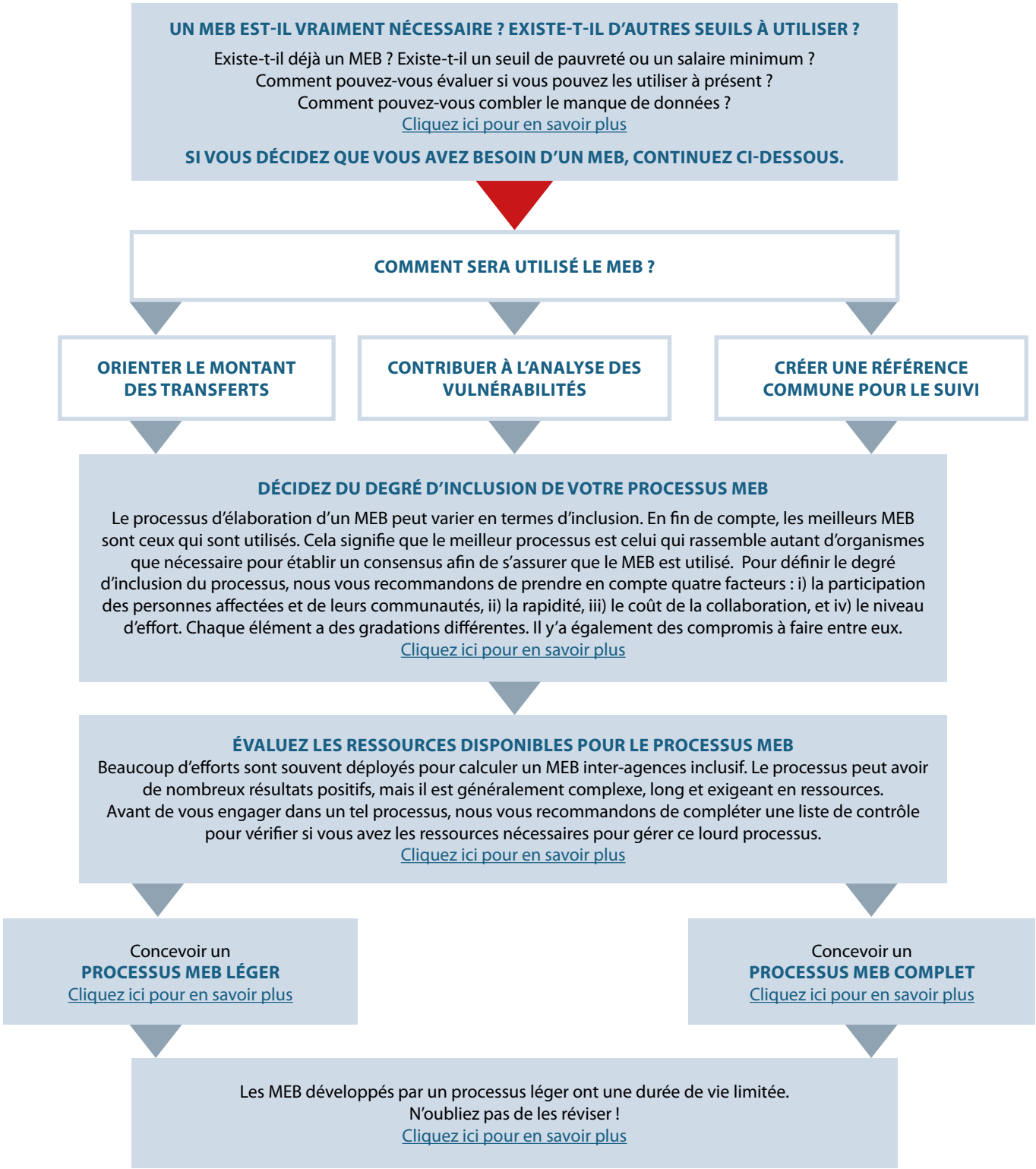
CE CHAPITRE SE CONCENTRE SUR LES QUESTIONS ESSENTIELLES QUI DEVRAIENT ÊTRE POSÉES AU DÉBUT DE TOUT PROCESSUS D'ÉLABORATION D'UN MEB POUR DÉCIDER SI UN MEB COMPLET OU LÉGER EST NÉCESSAIRE ET/OU POSSIBLE.

- Quels sont les objectifs du MEB (pour distribuer rapidement, pour la préparation, pour améliorer la collaboration, pour définir un seuil de vulnérabilité)
- Un MEB est-il nécessaire ou existe-t-il d'autres seuils disponibles ?
- Quelle est l'urgence du besoin d'un MEB ?
- Pendant combien de temps le MEB sera-t-il utilisé ?
- Quelles sont les ressources humaines et financières disponibles ?
- Dans quelle mesure le processus MEB doit-il être inclusif ?
- Quelle est l'échelle du MEB que les humanitaires ont la capacité de gérer ?

2.1 DÉCIDER D'UNPROCESSUS MEB LÉGER OU COMPLET

La figure 1 ci-dessous propose un arbre décisionnel pour répondre aux questions clés qui doivent être posées avant de décider d'initier un processus MEB et de déterminer si les ressources sont disponibles pour un MEB complet ou léger.

Figure 1 Arbre décisionnel pour décider d'un processus MEB complet ou léger



2.2 ÉVALUER LES INVESTISSEMENTS REQUIS POUR UN PROCESSUS MEB INTER-AGENCE INCLUSIF

Il est essentiel d'évaluer si les ressources nécessaires à un MEB complet, inclusif et inter-agences sont disponibles. Bien que ce processus puisse générer plusieurs résultats positifs, il est généralement long, complexe et coûteux. Si la rapidité est essentielle ou si les ressources humaines et financières font défaut, il existe des alternatives au processus MEB complet.

2.2.1 UN PROCESSUS MEB COMPLET

Si le MEB est développé pour la préparation ou dans le cadre d'une crise prolongée où les contraintes de temps sont moindres, et si le capital financier et politique est disponible, mener un processus MEB efficace, inclusif et/ou inter-agences présente les avantages suivants :

- Permet au personnel humanitaire d'utiliser le MEB comme un seuil de vulnérabilité communément accepté.
- Constitue une base solide pour que les différents acteurs collaborent efficacement, si le processus est mené de manière inclusive et transparente.
- Apporte une plus-value en identifiant les doublons et les lacunes entre les secteurs.
- Les discussions qui contribuent à l'élaboration d'un MEB peuvent faciliter les approches intégrées entre les différents secteurs, en fonction de la demande des bénéficiaires.
- Un processus MEB efficace peut également créer des comportements et des systèmes de collaboration durables autour des interventions basées sur le marché.

Alternativement, le personnel humanitaire peut développer **un processus MEB léger.**

2.2.2 UN PROCESSUS MEB LÉGER

S'il s'agit d'une urgence soudaine où il est vital d'agir rapidement et où le MEB ne sera utilisé que pour un maximum de six mois, alors un niveau plus faible d'inclusion des parties prenantes à une vitesse plus élevée est recommandé. Nous appelons cette méthode plus rapide un processus MEB «léger». Il être presque aussi rigoureux qu'un processus MEB complet mais peut impliquer moins de parties prenantes afin de privilégier la rapidité à la collaboration. Lorsque la situation évolue, le personnel humanitaire peut s'appuyer sur ces discussions initiales légères pour lancer un processus MEB complet plus inclusif.

2.2.3 SOUTENIR LES AUTRES DANS LE CADRE D'UN PROCESSUS MEB LÉGER OU COMPLET

La liste de contrôle ci-dessous devrait permettre d'évaluer si un processus complet, léger ou de soutien au MEB est la meilleure option dans un contexte particulier.

Liste de contrôle pour évaluer la nécessité et la disponibilité des ressources pour mener un processus MEB complet

Répondez aux questions suivantes par **oui ou non**.

1	**OUI/NON**	**Avez-vous le temps ?** En moyenne, il faut quatre mois de travail pour être en mesure de fournir un MEB inter-agences de manière participative. La réponse peut-elle attendre assez longtemps ?
2	**OUI/NON**	**Avez-vous quelqu'un pour diriger le processus ?** Le processus MEB est techniquement et politiquement complexe. Vous aurez besoin d'une personne qualifiée qui pourra consacrer 100 % de son temps à faciliter ce processus, à s'assurer de l'adhésion des principaux intervenants et, dans certains cas, à renforcer les capacités. Cette personne devra se familiariser avec les MEB, avoir de solides compétences en animation et être un négociateur confiant.
3	**OUI/NON**	**Disposez-vous des fonds nécessaires pour financer le processus ?** Disposez-vous des ressources nécessaires pour rémunérer le personnel requis pour soutenir le processus MEB complet, et pour la collecte de données (si nécessaire) ? En supposant que les ressources humaines sont couvertes à la question 2.
4	**OUI/NON**	**Disposez-vous du capital politique nécessaire pour assurer l'adhésion ?** Les principaux intervenants dans votre contexte croient-ils que c'est ce que vous devriez faire ? Sont-ils suffisamment convaincus pour assister aux réunions et s'engager de manière proactive dans le contenu ? Ce processus est-il dirigé par une entité que d'autres parties prenantes considèrent comme légitime ?

Si vous avez répondu « oui » à toutes les questions, vous êtes prêt·e à vous engager dans un processus MEB complet.

Si vous avez répondu « non » à certaines questions mais que vous souhaitez tout de même engager un processus MEB, voici quelques stratégies possibles.

	PROBLÈME	**STRATÉGIES**
1	**TEMPS**	Il n'y a aucun moyen d'y remédier. Si vous n'avez pas le temps, envisagez **un processus léger (au moins 4 semaines)** et révisez ensuite le MEB de manière plus collaborative lorsque les choses se stabiliseront.
2	**RESSOURCES HUMAINES**	Si vous manquez de personnel : Pouvez-vous demander un déploiement CashCap ? Y a-t-il d'autres parties prenantes qui pourraient financer un poste approprié ? Si vous avez une personne mais qu'elle ne dispose pas de l'expertise nécessaire : utilisez les informations et les conseils de ce guide, ou contactez CashCap ou votre bureau régional du CaLP, qui pourrait être en mesure de trouver quelqu'un pour vous accompagner dans ce processus.
3	**FINANCEMENT**	Demandez aux parties prenantes de partager les coûts. Si vous n'y arrivez toujours pas, établissez un budget et plaidez auprès des bailleurs de fonds et des autres parties prenantes. C'est dans l'intérêt de tous que cela se produise.
4	**CAPITAL POLITIQUE**	Vous trouverez des conseils sur la manière de parvenir à un consensus dans le chapitre intitulé « Avantages d'un processus collaboratif du MEB ».

Si votre organisation n'est pas en mesure d'accueillir un processus MEB, faute de ressources ou de légitimité politique, vous pouvez alors aider ou soutenir le processus MEB mené, par exemple, par le Groupe de travail sur les transferts monétaires (GTTM).

Que pouvez-vous faire si vous ne pouvez pas accueillir le processus MEB ?

	PROBLÈME	STRATÉGIES
1	**DONNÉES**	Contributions de tout ensemble de données sur les prix ou les revenus/dépenses des ménages auxquelles votre organisation a accès (tels que les ensembles de données de suivi post-distribution (SPD) anonymisées qui ont pu être précédemment internes).
2	**RESSOURCES HUMAINES**	Contribution de la capacité de collecte de données pour les évaluations conjointes des dépenses ou le suivi des prix. Partager toute donnée appropriée. Consultations internes avec des experts sectoriels au sein de leurs organisations afin d'obtenir une perspective sur la façon dont les éléments du MEB pour chaque secteur devraient être construits.
3	**FINANCEMENT**	Contribuer au financement s'il y a une insuffisance de financements.
4	**CAPITAL POLITIQUE**	Rejoignez les efforts de plaidoyer, faites pression sur les partenaires et/ou les bailleurs de fonds.

2.3 AVANTAGES D'UN PROCESSUS MEB COLLABORATIF

Une agence ou un processus inter-agences peuvent élaborer un MEB.

Processus MEB conjoint ou agence unique ? Il est possible qu'un processus MEB soit réalisé par une seule agence, mais comme le développement tend à être lourd en termes de processus et nécessite un certain investissement, un processus MEB collaboratif inter-agences est à privilégier si l'objectif principal est de décider d'un montant de transfert de base et d'encourager l'adhésion.

Cependant, les MEB sont plus solides et ont de multiples avantages supplémentaires lorsqu'ils sont conçus **et utilisés par un groupe d'agences qui se consultent et collaborent** pour garantir l'exactitude, la pertinence, l'adhésion et pour soutenir la fourniture d'une programmation intégrée et multisectorielle dans une réponse plus coordonnée.

En effet, l'expérience montre qu'un processus MEB robuste et efficace nécessite la recherche d'un consensus entre des secteurs distincts et souvent assez cloisonnés.

PROCESSUS MEB MENÉ PAR UNE SEULE OU PLUSIEURS AGENCES?

Il est possible qu'un processus MEB soit réalisé par une seule agence, mais comme le développement tend à être lourd en termes de processus et nécessite un certain investissement, un processus MEB collaboratif entre agences est à privilégier si l'objectif principal est de décider un montant de transfert de base et d'encourager l'adhésion.

Ceux-ci sont généralement régis par des structures de coordination sectoriels distinctes, ce qui constitue une vulnérabilité systémique de longue date à laquelle sont notamment confrontés les mécanismes de coordination des transferts monétaires.

Bien que certaines réponses puissent être si rapides ou pauvres en ressources qu'une seule agence soit en mesure de faire avancer le MEB, aucune agence n'est isolée. Par conséquent, dans le cadre du processus MEB, il est fortement recommandé de chercher à obtenir l'adhésion d'autres acteurs des transferts monétaires via des consultations, des contributions aux données et en mettant le MEB à la disposition d'acteurs chargés de la réponse humanitaire. Les autres acteurs de la même intervention humanitaire rejetteront souvent par défaut les plans d'action d'une seule agence en raison de l'absence de consultation adéquate.

Lorsque différents organismes se coordonnent pour développer conjointement un MEB, elles peuvent s'accorder sur certains sujets d'action humanitaire complexes et politiquement sensibles, notamment le ciblage, l'allocation des ressources et les restrictions budgétaires, et plaider pour l'adoption du MEB par d'autres.

Un processus MEB collaboratif est intéressant parce les parties prenantes (bailleurs de fonds, coordinateurs de clusters, etc.) exercent une pression pour adopter les résultats du MEB et sur d'autres acteurs pour qu'ils le fassent.

LORSQU'UN MEB EST DÉVELOPPÉ EN COLLABORATION PAR DIFFÉRENTS ACTEURS, IL PEUT :

- Augmenter la qualité, l'impartialité et l'efficacité.
- Améliorer la coordination entre les acteurs des TM.
- Fournir une base pour un plaidoyer commun.
- Aider à prévenir les défis et les risques potentiels si les organismes transfèrent des montants différents.
- Contribuer à améliorer le suivi et l'évaluation.

2.3.1 GARANTIR LA PERTINENCE ET L'ADHÉSION

L'inclusion des parties prenantes signifie tout, de l'inclusion des points de vue des personnes affectées et de leurs communautés à la participation d'un panel varié d'organismes et d'autorités au processus. Cela inclut l'ONU, les ONGI, les ONG locales, les bailleurs de fonds, et parfois le secteur privé et les autorités locales. Il existe des moyens éprouvés pour garantir la pertinence et l'adhésion des parties prenantes au MEB :

- **Assurer une compréhension de base commune des MEB parmi les principales parties prenantes.** La personne qui facilite le processus MEB doit s'assurer que toutes les parties prenantes comprennent le concept de base et le processus sous-jacent aux MEB, ainsi que les éléments nécessaires pour s'engager dans le processus. Dans certains contextes, la capacité de certains à s'engager dans les discussions du MEB sera faible.

- **Impliquer les clusters dès le début** (notez que le GTTM peut ne pas avoir la légitimité et l'autorité nécessaires pour rendre la participation des clusters obligatoire).
  - Expliquer aux chefs de file des clusters que leur participation garantira l'inclusion des éléments essentiels de leur panier de besoins sectoriels.
  - Évaluer la capacité de chaque cluster à s'engager dans ce processus. La meilleure façon de s'engager peut être par des discussions ciblées avec chaque cluster pour comprendre leur position, leurs connaissances et leur capacité à s'engager. Soyez flexible et essayez de trouver plusieurs manières de solliciter un retour d'information même si les chefs ou les membres du cluster ne peuvent pas être étroitement impliqués.

  - Lorsque cela est possible, utilisez les normes internationales pour orienter les discussions sur le MEB, par exemple les normes Sphère, ainsi que les ressources produites au niveau du Cluster mondial.

  - Soyez conscient·e que certains chefs de file de clusters peuvent se sentir inquiets quant au processus MEB au cas où l'inclusion d'éléments essentiels du cluster dans le MEB compromettrait les plans précédents d'assistance en nature. La meilleure façon de gérer de telles inquiétudes est d'encourager une discussion ouverte et franche tout au long du processus.
  - Si possible, contactez le Groupe de Coordination Inter-Clusters (ICCG) au niveau du pays pour obtenir leur approbation du processus MEB et du panier final.

- **Travailler avec les partenaires, les sources d'information et les analyses gouvernementales.** Dans les contextes hors crise, le seuil de pauvreté d'un pays représente ses normes minimales de consommation de biens et services essentiels. S'il est possible d'utiliser un seuil national, le personnel humanitaire doit attentivement analyser si l'élaboration d'un MEB est justifiée. Lorsqu'il n'est pas possible d'utiliser un seuil national, ils doivent expliquer les raisons de manière claire et transparente.

Vous trouverez plus d'informations sur l'utilisation des seuils nationaux au chapitre 5 «Quels autres ensembles de données peuvent être utilisés pour élaborer un MEB ?

UN PROCESSUS D'ÉLABORATION D'UN MEB À GAZA (2020-21)

Le processus MEB de Gaza a duré six mois et s'est déroulé en deux phases. Pendant la première phase, qui est devenue un processus hybride, un groupe de travail MEB s'est appuyé sur les évaluations de Mercy Corps, du PAM et de DanChurchAid, ainsi que sur la direction du GTTM, en utilisant à la fois les données sur les prix et les dépenses pour identifier les éléments potentiels du MEB. Ces données ont été combinées aux données de l'enquête nationale sur la consommation afin de saisir plus précisément les habitudes de dépenses des ménages Gazaouites. Les parties prenantes ont rejeté le projet de MEB, estimant qu'il n'était pas représentatif des besoins réels et singuliers des ménages vulnérables sur le plan socio-économique, et ont décidé d'adopter une approche différente.

Les parties prenantes ont décidé de développer un MEB basé sur les dépenses en utilisant les données de tous les gouvernorats de Gaza. Grâce à ce nouveau processus, l'élément santé du MEB a augmenté de manière significative (passant de 2 à 13 % du total), ce qui l'aligne sur les dépenses moyennes des ménages en matière de soins de santé.
Le nouveau MEB a été finalisé en avril 2020 et sera régulièrement révisé. En mai 2020, un système de suivi mensuel des prix d'environ 200 articles a ensuite été mis en place en partenariat avec le Bureau central palestinien des statistiques, qui servira de base à la révision du MEB (première série de données en juin 2020).

2.3.2 PRESSIONS DES BAILLEURS DE FONDS ET DES GOUVERNEMENTS HÔTES

Les organismes impliqués dans le développement du MEB peuvent s'efforcer de suivre les normes acceptées pour fixer le MEB et d'être aussi neutres que possible dans leurs calculs, mais la fixation d'un tel seuil a souvent des conséquences politiques. En effet, les autorités gouvernementales se sont parfois opposées à l'adoption de MEB humanitaires, préférant que le montant du transfert reflète d'autres chiffres nationaux tels que le salaire minimum ou les transferts de protection sociale de base. Il faut comprendre le raisonnement des gouvernements et être prêt à plaider si le MEB dépasse le salaire minimum local, les seuils de pauvreté, les programmes de protection sociale et les filets de sécurité sociale.

Les gouvernements peuvent avoir d'autres raisons d'essayer d'influencer le processus MEB qui n'ont rien à voir avec la réponse humanitaire. Par exemple, ils peuvent souhaiter limiter le montant des transferts monétaires fournis car ils préféreraient que les réfugiés quittent le territoire ou parce que le gouvernement est une partie au conflit et ne veut pas voir de soutien reversé à ceux qu'ils considèrent comme des rivaux ou des ennemis.

UN EXEMPLE DE RESTRICTION GOUVERNEMENTALE SUR LES MONTANTS DES TRANSFERTS : GRÈCE, 2016

Le gouvernement grec a imposé une limite supérieure au montant des transferts monétaires de CGA afin de s'assurer qu'elle ne dépasse pas celle des transferts monétaires nationaux du revenu de solidarité sociale (RSS). Cette décision a été prise dans le contexte de la récession financière et des mesures d'austérité, et pour éviter les répercussions négatives découlant de l'octroi aux personnes concernées d'une assistance d'un montant supérieure à celle du RSS national. « La valeur du transfert monétaire est basée sur le panier de dépenses minimum (MEB), élaboré par le GTTM en 2016, et est égale à celui-ci. Le calcul du MEB prend en considération le seuil de pauvreté national, le salaire minimum et le montant des transferts monétaires reversés aux familles grecques aidées par le RSS national ».
https://www.unhcr.org/5b2cfa1f7.pdf

La meilleure façon d'atténuer les risques de pressions pour modifier le montant de transfert est de :

(a) Disposer d'un argumentaire solide et correctement documenté pour étayer votre calcul du montant des TMUM de base, basé sur une analyse de données solide et des normes établies.

(b) Avoir une **stratégie claire pour la participation et l'adhésion** des bailleurs de fonds et du gouvernement dès le début du processus.

L'importance de faire participer toutes les parties prenantes dans le processus MEB peut être défendu même si les personnes ne reçoivent finalement qu'une partie du MEB en raison d'un manque d'accord avec le gouvernement ou de financement. Le pragmatisme dans la politique et le plaidoyer est précieux, mais il est important que tout accommodement soit fondé sur les besoins réels et les situations de vie des populations, car les seuils fixés auront des conséquences importantes pour elles. Les bailleurs de fonds peuvent également être encouragés à plaider auprès des gouvernements pour satisfaire les besoins des plus vulnérables et seront en mesure de le faire de manière plus convaincante lorsqu'il existe un processus MEB correctement pensé et documenté.

RESSOURCES

- Pour des formations courtes sur les fondamentaux des MEB, veuillez consulter la page « MEB, analyse de l'écart et calcul du montant de transfert[8] », CALP/Oxfam, 2020
- Pour plus d'informations sur les étapes à suivre pour élaborer un MEB, veuillez consulter la Note d'orientation sur les paniers de dépenses minimum du PAM, décembre 2020

Anastasiia et sa famille dépendent entièrement de l'aide humanitaire du PAM et de son emploi d'enseignante qu'elle espère pouvoir reprendre en ligne dès le début de la prochaine rentrée scolaire. Ils utilisent l'aide du PAM pour les achats de nourriture et le transport.

© Edmond Khoury/PAM. Juillet 2022

8. https://kayaconnect.org/course/info.php?id=2615

3. CONCEPTS CLÉS POUR LES PANIERS DE DÉPENSES MINIMUM

CE CHAPITRE EXAMINE ET DÉFINIT LES CONCEPTS CLÉS DE LA DÉFINITION DU MEB :

- Quels biens et services peuvent et doivent être monétisés ?
- Fréquence des dépenses.
- Disponibilité et accessibilité.
- Articles alimentaires et non-alimentaires.
- Consommation et non-consommation.
- Qu'est-ce qu'un ménage ?
- Premières réflexions sur la taille du ménage.

Le premier chapitre de ces orientations a permis de fournir deux définitions clés :

1. Un panier de dépenses minimum (MEB) est défini comme un outil opérationnel permettant d'identifier et de calculer, dans un contexte particulier et pour un moment précis, le coût moyen des besoins de base multisectoriels d'un ménage socio-économiquement vulnérable, qui peut être monétisé et accessible en qualité adéquate sur le marché local. Les biens et services inclus dans le MEB doivent permettre aux ménages de satisfaire leurs besoins de base et leur niveau de vie minimum sans recourir à des stratégies d'adaptation négatives ou compromettre leur santé, leur dignité et leurs moyens de subsistance essentiels. Un MEB peut être calculé pour différentes tailles de ménages.

2. Les besoins de base font référence aux biens essentiels, aux services publics, aux services ou aux ressources dont les ménages ont besoin de façon régulière ou saisonnière pour assurer leur survie à long terme et maintenir un niveau de vie minimum, sans recourir à des mécanismes d'adaptation négatifs ou compromettre leur santé, leur dignité et leurs moyens de subsistance essentiels. La majorité des besoins fondamentaux sont susceptibles d'être récurrents sur une base régulière (généralement mensuelle ou saisonnière). Cependant, tous les besoins fondamentaux ne peuvent pas être monétisés facilement dans tous les contextes et tous les besoins fondamentaux ne sont pas prévisibles.

3.1 QUELS BESOINS DE BASE DOIVENT ÊTRE MONÉTISÉS ?

Lors du processus de calcul du MEB, l'objectif n'est pas de monétiser tous les besoins d'un ménage. La fourniture en nature de certains articles est plus appropriée lorsque les articles ou services ne sont pas disponibles sur les marchés locaux, lorsque les groupes cibles n'ont pas l'habitude de les payer (par exemple, les comprimés de purification de l'eau) ou lorsque la nécessité de contrôler la qualité et les prix signifie que les interventions du côté de l'offre sont préférables (par exemple, les services de santé qui sont gratuits au point d'accès). **Un processus MEB ne monétise que les biens et services qui sont facilement disponibles sur les marchés locaux, pour lesquels le groupe cible a l'habitude de payer et où les contrôles de qualité du côté de l'offre ne sont pas essentiels**.

POINT DE VUE DU CALP

Bien que certains biens et services, tels que l'énergie et l'eau potable, puissent ne pas être disponibles dans tous les endroits où le personnel humanitaire travaille, ils doivent être considérés comme des besoins (et des droits) fondamentaux dans tous les contextes.
Dans une approche basée sur les droits, les droits sont universels et non contextuels. Ainsi, à titre d'exemple, même s'il n'y a pas d'électricité ou d'eau potable, les dépenses équivalentes pour toute source alternative d'énergie ou d'eau devraient être incluses comme un droit fondamental. En parallèle, il convient d'encourager les interventions du côté de l'offre afin de garantir la disponibilité d'un bien ou d'un service non disponible auquel les personnes peuvent effectivement accéder si ce bien ou ce service est un droit.

Cependant, il existe un débat sur la question de savoir si les biens et services qui peuvent être considérés comme des droits fondamentaux mais qui ne sont pas disponibles localement doivent être monétisés ou non. Le CaLP considère qu'il faut rechercher un équivalent.

3.2 QUELS BESOINS PEUVENT ÊTRE COUVERTS VIA LE MARCHÉ LOCAL ?

Pour que les besoins puissent être couverts par le marché local, les biens doivent être disponibles localement et accessibles aux personnes dans le besoin. Ces deux concepts importants sont définis ci-dessous.

La disponibilité désigne la présence physique de biens et de services dans la zone géographique concernée, en quantité et en qualité suffisantes.

L'accessibilité désigne la capacité des personnes à se déplacer, à obtenir (payer) et à bénéficier de biens et de services. L'accès au marché est basé sur des éléments tels que le caractère abordable des biens et des services, et des options de transport sûres. Le pouvoir d'achat, l'âge, le genre et le handicap ont une incidence sur l'accessibilité des biens et des services.

Extrait du BNA, p. 19

3.3 PROPORTIONS ALLOUÉES AUX ARTICLES ALIMENTAIRES ET NON-ALIMENTAIRES

Il n'existe pas d'accord global sur la proportion qui devrait être allouée aux produits alimentaires et non-alimentaires dans un MEB . Cette proportion devrait être déterminée par le contexte et les priorités des personnes affectées.
Dans certains contextes, l'alimentation représente la plus grande partie du coût du panier alors que, dans d'autres, c'est beaucoup moins. Par exemple, dans les contextes urbains, le loyer peut représenter une part très importante du coût de la vie, et les MEB le reflètent. Il existe également des contextes où la plupart des bénéficiaires privilégient les dépenses de santé par rapport aux autres besoins.

3.4 DÉCIDER QUELS BIENS ET SERVICES INCLURE ET DÉFINIR LEUR MONTANT

Lorsque l'on décide des biens et services à prendre en compte dans le cadre du processus d'élaboration du MEB, il existe plusieurs types de dépenses à considérer, notamment les dépenses de consommation et non-consommation.

Les dépenses de consommation des ménages désignent le montant total des biens et services de consommation qui ont été acquis (utilisés ou payés) par un ménage pour la satisfaction directe de ses besoins :

- par des achats directs sur le marché ou des achats à crédit ;
- par le biais du marché mais sans utiliser d'espèces comme moyen de paiement (troc, échange en nature) ; et
- par la production au sein du ménage.

Les dépenses de non-consommation représentent les dépenses des ménages qui ne satisfaisent pas toujours leurs propres besoins :

(a) les paiements et contributions obligatoires et partiellement obligatoires au gouvernement, y compris les taxes, les amendes et les frais (pour les services qui satisfont les besoins de manière moins directe ou tangible, tels que les services gouvernementaux, les permis, les visas, la collecte des déchets, les frais pour les services financiers, etc.) ;
(b) les dons à des organismes sans but lucratif, caritatifs ou religieux ; et
(c) les paiements effectués à d'autres ménages au titre d'obligations sociales, comme les transferts de fonds, les cadeaux et les paiements liés à la famille, ou d'obligations légales, comme les pensions alimentaires.

3.5 FRÉQUENCE DES DÉPENSES

La majorité des MEB n'incluent que les coûts récurrents (c'est-à-dire les articles achetés quotidiennement, mensuellement ou saisonnièrement) ainsi qu'un nombre plus restreint d'articles achetés annuellement ou semestriellement.
Les articles achetés ponctuellement ou occasionnellement, comme les ustensiles de cuisine, les couvertures, les outils, les téléphones portables et beaucoup d'autres articles non-alimentaires (ANA), sont supposés ne devoir être remplacés que tous les ans ou tous les deux ans, de sorte que les dépenses sont généralement réparties sur 12 ou 24 mois dans le calcul des coûts du MEB. Les dépenses ponctuelles ou occasionnelles sont souvent traitées par des compléments saisonniers ou des programmes supplémentaires

Les dépenses récurrentes sont celles qui se répètent dans le temps, à mesure que le bien ou le service est consommé ou arrive à expiration et doit être racheté régulièrement. Au sein d'un ménage, les dépenses récurrentes les plus courantes sont l'alimentation, l'eau, les articles d'hygiène, le loyer, l'énergie pour la cuisine et le chauffage, et le transport.

3.5.1 PÉRIODES DE RÉFÉRENCE ET DE RAPPEL – LE DÉFI DU CALENDRIER ET DE LA PRÉVISIBILITÉ

Le calendrier et la prévisibilité compliquent l'élaboration des paniers sectoriels car les dépenses des différents secteurs ont leur propre fréquence, par exemple, les frais scolaires trimestriels ou le loyer mensuel. D'autres dépenses peuvent correspondre à des besoins imprévus ou d'urgence et sont donc plus difficiles à planifier.

Dans la majorité des contextes où un MEB a été développé à des fins humanitaires, la **période de référence désigne les 12 mois précédant le début du processus MEB**. Cela permet aux praticien·ne·s de comprendre les effets de la saisonnalité sur les prix et la consommation, ainsi que certains éléments de dépenses qui ne peuvent être pris en compte qu'annuellement ou semestriellement (par exemple, les frais de scolarité ou l'achat de biens coûteux). Des périodes de référence plus courtes peuvent parfois être appropriées, en particulier lors de crises soudaines où les habitudes de consommation peuvent avoir récemment changé radicalement et où la plupart des dépenses peuvent être effectuées sur une base hebdomadaire ou même quotidienne.

La période de référence est distincte des **périodes de rappel** utilisées dans les enquêtes sur la consommation et les dépenses qui alimentent le MEB. La majorité des enquêtes sur les dépenses utilisent une combinaison de périodes de rappel :

- **Les dépenses alimentaires** sont souvent collectées en utilisant une période de rappel de 7 ou 30 jours.

Les dépenses ponctuelles ou occasionnelles sont des dépenses non fréquentes et comprennent les **dépenses saisonnières** (telles que les semences et autres engrais agricoles ou d'élevage, les visites médicales régulières, les frais de scolarité, les frais de carburant en hiver, etc.) ou les **dépenses exceptionnelles** (telles que l'achat ou le remplacement d'un outil, les dépenses médicales imprévisibles, la réparation ou la réhabilitation d'une maison, l'achat de meubles ou d'appareils ménagers, etc.)

- **Les dépenses non-alimentaires** utilisent souvent des périodes de rappel différentes :
  - Les dépenses en eau et en énergie peuvent être évaluées en utilisant une période de rappel de 30 jours.
  - Les dépenses pour l'entretien des abris et les communications peuvent utiliser une période de rappel de 3 ou 6 mois.
  - Les dépenses de santé et d'éducation utilisent souvent une période de rappel de 6 ou 12 mois.

Les données recueillies pour des périodes de plus d'un mois seront généralement transformées en dépenses de 30 jours à des fins d'analyse, par exemple, en divisant une estimation de six mois de dépenses de santé par six pour obtenir une moyenne mensuelle. En règle générale, des périodes de rappel plus longues augmentent la probabilité d'erreurs de rappel lors de la collecte de données primaires, car les répondant·e·s peuvent oublier leurs dépenses des mois précédents. Cela dit, des périodes de rappel plus longues sont souvent nécessaires, en particulier dans les secteurs ou les domaines où l'on s'attend à ce que les dépenses soient imprévisibles ou inégalement réparties au fil des mois.

DÉFIS POSÉS PAR LE CALENDRIER	STRATÉGIES D'ATTÉNUATION
Fréquence et moment des dépenses pour différents secteurs. Certaines dépenses sont hebdomadaires, mensuelles, saisonnières ou ponctuelles (comme les frais de scolarité annuels ou les réparations de la maison).	Les MEB doivent **saisir les besoins sur une base régulière et saisonnière** et viser à saisir les dépenses ponctuelles ou autres en calculant différents coûts de MEB en fonction des besoins pour différentes saisons. Une communication intense avec les bénéficiaires de l'assistance et les parties prenantes est nécessaire pour comprendre comment les schémas de dépenses varient dans le temps.
Dépenses imprévues, exceptionnelles et d'urgence. Un MEB inclut les besoins récurrents du ménage, tout en reconnaissant que les situations d'urgence présentent une dynamique différente et des besoins *imprévus*.	**Différents montants peuvent être calculés à différents moments**, ce qui signifie que les ménages pourraient recevoir des transferts réguliers ainsi que des compléments pour différentes situations.
Conformément à sa définition, un MEB doit tenir compte des coûts réguliers, ponctuels ou exceptionnels. Pour cela, il faut identifier les besoins de base qu'un ménage doit satisfaire de manière régulière ou saisonnière. Parfois, cela permet d'exclure du MEB les dépenses ponctuelles de nature exceptionnelle, comme la réparation d'un abri, l'achat de meubles ou les frais médicaux pour soigner une blessure.	**L'outil d'évaluation des besoins fondamentaux (EBA)** définit les dépenses récurrentes et ponctuelles comme des variations des dépenses mensuelles normales. Bien que cela puisse faciliter nos calculs, il se peut que cela ne corresponde pas à la manière dont les populations ont besoin de payer ces dépenses. Par exemple, si un ménage a besoin de payer pour la réparation d'une maison, il peut avoir besoin de ce montant en une seule fois, et donc fournir le montant équivalent divisé sur 12 mois ne lui permettra pas de répondre à ce besoin. Les « compléments » pour les dépenses ponctuelles ainsi que l'assistance technique (si nécessaire) sont une solution possible à ce problème.

3.6 DOIT-ON CALCULER LE COÛT DU MEB PAR PERSONNE OU PAR MÉNAGE ?

La définition de l'unité de base d'un MEB est complexe. Il est possible d'utiliser soit une personne seule, soit un ménage comme unité de base. Un ménage peut également être composé de plus d'une famille (liée par le sang, le mariage ou l'adoption). Toutes les approches ont leurs complications mais le choix de la bonne unité de calcul ou combinaison d'unités pour différents éléments est une étape clé dans la conception d'un MEB.

La première étape consiste à définir ce qui compte comme une unité de ménage, selon l'OCDE[9] :

> « Le concept de ménage est fondé sur les dispositions prises par des personnes, individuellement ou en groupe, pour se procurer de l'alimentation ou d'autres éléments essentiels à la vie. Un ménage peut être soit : (a) un ménage unipersonnel, c'est-à-dire une personne qui pourvoit elle-même à son alimentation ou à d'autres besoins essentiels sans se regrouper avec une autre personne pour faire partie d'un ménage pluripersonnel ; soit (b) un ménage pluripersonnel, c'est-à-dire un groupe de deux personnes ou plus vivant ensemble et qui pourvoient en commun à leur alimentation ou à d'autres besoins essentiels. Les personnes du groupe peuvent mettre en commun leurs revenus et peuvent, dans une plus ou moins grande mesure, avoir un budget commun ; il peut s'agir de personnes apparentées ou non, ou constituer une combinaison de personnes à la fois apparentées et non apparentées ». (Glossaire des statistiques de l'OCDE, 2002)

La création d'un MEB au niveau du ménage est logique d'un point de vue théorique, car de nombreuses décisions sont prises au sein du ménage et, dans une certaine mesure, les ressources sont partagées entre les membres du ménage. Cela fait du ménage un point de référence naturel pour comprendre le bien-être des personnes. Le calcul des coûts au niveau du ménage reflète les économies d'échelle pour les services publics partagés tels que l'électricité ou le logement, qui sont normalement quantifiés au niveau du ménage. Bien qu'il existe des ménages unipersonnels dans tous les contextes, ils sont plus fréquents dans les contextes de migration où les personnes concernées peuvent se déplacer sans le reste de leur famille.

L'approche au niveau du ménage **peut masquer les besoins individuels spécifiques** découlant, par exemple, de l'âge, du genre, du handicap ou d'autres vulnérabilités spécifiques. De plus, les coûts varient en fonction de l'âge des personnes : l'alimentation d'un enfant en bas âge est moins chère que celle d'un adolescent en pleine croissance, et les frais d'éducation d'un élève du secondaire sont généralement plus élevés que ceux d'un élève du primaire.

D'un point de vue pratique, la conception au niveau des ménages peut être plus facile, car les données sont souvent générées au niveau des ménages plutôt qu'au niveau individuel. Si les données sont disponibles, les calculs basés sur les ménages devraient viser à prendre en compte les considérations liées à ces vulnérabilités et leur prévalence probable dans les ménages (voir « Adapter ou ventiler le MEB en fonction des différents besoins liés aux vulnérabilités »). L'expérience suggère que dans la majorité des contextes, les MEB sont généralement calculés sur la base d'un ménage « moyen » et que les données au niveau individuel qui permettraient tout autre type de calcul sont rares. Parfois, un mélange des deux approches constitue une solution pratique : ainsi, en Ukraine, le CICR a estimé les services publics par ménage et les autres dépenses par personne.

RESSOURCES

The Enhanced Response Capacity (ERC) Consortium for the Uptake of MPG's 2018 Basic Needs Assessment (BNA) Guidance and Toolbox Partie 1[10] dispose de questions spécifiques concernant la fréquence et le calendrier des dépenses.

9. https://stats.oecd.org/glossary/detail.asp?ID=1255
10. https://www.calpnetwork.org/publication/basic-needs-assessment-guidance-and-toolbox-part-1-background-and-concepts/

4. CONCILIER LES DIFFÉRENCES : BESOINS INDIVIDUELS, TAILLE DU MÉNAGE ET DIFFÉRENCES GÉOGRAPHIQUES

CE CHAPITRE DÉTAILLE :

- Élaborer un MEB pour des ménages de taille différente
- La conception d'un MEB pour différentes tailles de ménages.
- La prise en compte des vulnérabilités individuelles.
- L'adaptation aux variations régionales ou géographiques.
- Le nombre de MEB nécessaires par contexte.

4.1 ÉLABORER UN MEB POUR DIFFÉRENTES TAILLES DE MÉNAGES

La majorité des MEB, en particulier dans la phase initiale d'une crise, sont établis pour un nombre déterminé de personnes par ménage parce que c'est plus simple et rapide. Cette approche est logique lorsque la majeure partie du coût du MEB sera absorbée par les biens et services consommés par personne. La taille du ménage utilisée est généralement la taille moyenne du ménage pour le pays ou la localité.

Dans certains contextes, l'ajustement de la la taille des ménages se fait en calculant le coût du MEB par personne, puis en divisant le montant total du MEB par le nombre de personnes dans ce qui a été convenu comme étant le ménage moyen. Cette méthode est pratique et facile mais imprécise, car les habitudes de consommation des membres du ménage peuvent différer selon l'âge ou d'autres caractéristiques, comme nous l'avons souligné dans la section précédente.
L'examen des schémas de dépenses de ménages de taille différente peut pallier à cette imprécision dans une certaine mesure.

MÉTHODES COURANTES DE CONCEPTION D'UN MEB POUR DIFFÉRENTES TAILLES DE MÉNAGES	AVANTAGES	INCONVÉNIENTS
Moyenne nationale uniforme de la taille des ménages	• Calcul rapide et potentiellement plus facile des coûts. • Tendance à favoriser les petits ménages, qui ont tendance à avoir des coûts par personne plus élevés.	• Tendance à signifier que les ménages plus grands peuvent ne pas être en mesure de couvrir leurs besoins de manière adéquate (notez que cela peut accentuer les divisions sociales si les ménages plus grands ont tendance à appartenir à certains groupes). • Nécessite une bonne communication, car il est facile pour les ménages plus grands de percevoir un traitement inégal.
Tailles des ménages calculées localement	Permet d'ajuster les paiements pour mieux s'adapter aux différences de taille des familles locales.	Les moyennes locales peuvent masquer les différences entre les groupes majoritaires et minoritaires dans les mêmes zones.
Attribution en fonction de la taille des familles petites/moyennes et grandes (par exemple, moins de 3 personnes, 4-6 personnes, plus de 7 personnes)	• Tendance à une distribution plus équitable qui satisfait les ménages. • Tendance à ne pas accentuer les divisions sociales.	• Peut prendre plus de temps. • Nécessite des informations actualisées sur les tendances en matière de taille des ménages et généralement un processus d'enregistrement et de vérification plus gourmand en ressources (à moins qu'il n'existe un registre national ou un ensemble de données pouvant être utilisé pour ces informations). • Plus compliqué à comprendre et à communiquer.

Proposer des allocations séparées pour les ménages unipersonnels	• Permet de tenir compte des coûts élevés des ménages unipersonnels.	• Peut prendre plus de temps. • Nécessite des informations actualisées sur les tendances en matière de taille des ménages et généralement un processus d'enregistrement et de vérification plus gourmand en ressources (à moins qu'il n'existe un registre national ou un ensemble de données pouvant être utilisé pour ces informations). • Plus compliqué à comprendre et à communiquer.
Échelles de correspondance	• Les différents types de membres du ménage se voient attribuer un montant proportionnel à leurs besoins. Par exemple : • L'échelle d'équivalence de l'OCDE attribue un poids de 1 au chef de ménage, de 0,7 à tous les adultes supplémentaires et de 0,5 à tous les enfants. Un ménage de cinq personnes (deux adultes et trois enfants) compte 3,2 équivalents adultes (1 + 0,7 + 0,5 + 0,5 + 0,5). • Certains attribuent un poids de 1 à chaque adulte et des poids différents aux enfants en fonction de leur âge. Par exemple, le seuil de pauvreté officiel en Zambie donne les pondérations suivantes aux enfants : 0-3 ans : 0,36 ; 4-6 ans : 0,62 ; 7-9 ans : 0,76 ; et 10-12 ans : 0.78.	

Les décisions concernant la manière de traiter les différences de taille des ménages doivent être fondées sur les éléments suivants :

- l'objectif général du MEB ;
- la vitesse à laquelle le MEB est requis ;
- les détails du contexte spécifique ;
- le type de données disponibles pour les calculs ; et
- le degré de différence dans la taille des ménages, et comment cela peut s'aligner sur les divisions sociales locales.

Si les données et le temps sont suffisants, et que les humanitaires prévoient d'utiliser le MEB pour concevoir un programme pouvant s'adapter à des procédures d'enregistrement, de vérification et de paiement plus complexes, le CaLP recommande de calculer des coûts MEB distincts pour différentes tailles ou compositions de ménages. Si le personnel humanitaire est confronté à une réponse où le facteur déterminant est d'agir rapidement pour sauver des vies, la recommandation est de calculer le MEB pour une taille moyenne de ménage et de réviser le montant plus tard.

CONSEIL ISSU DE LA BOÎTE À OUTILS DE LA CROIX-ROUGE[11]:

Il est plus simple de verser un transfert fixe indépendamment de la taille du ménage, mais plus équitable de verser davantage aux ménages comptant plus de personnes. Cependant, faire dépendre le transfert de la taille du ménage peut s'avérer compliqué, surtout en cas d'urgence, car cela nécessite des informations actualisées et fiables sur la taille du ménage et des procédures d'enregistrement et de paiement plus complexes. Au final, vous devrez faire un compromis entre ce qui est juste et ce qui est faisable.

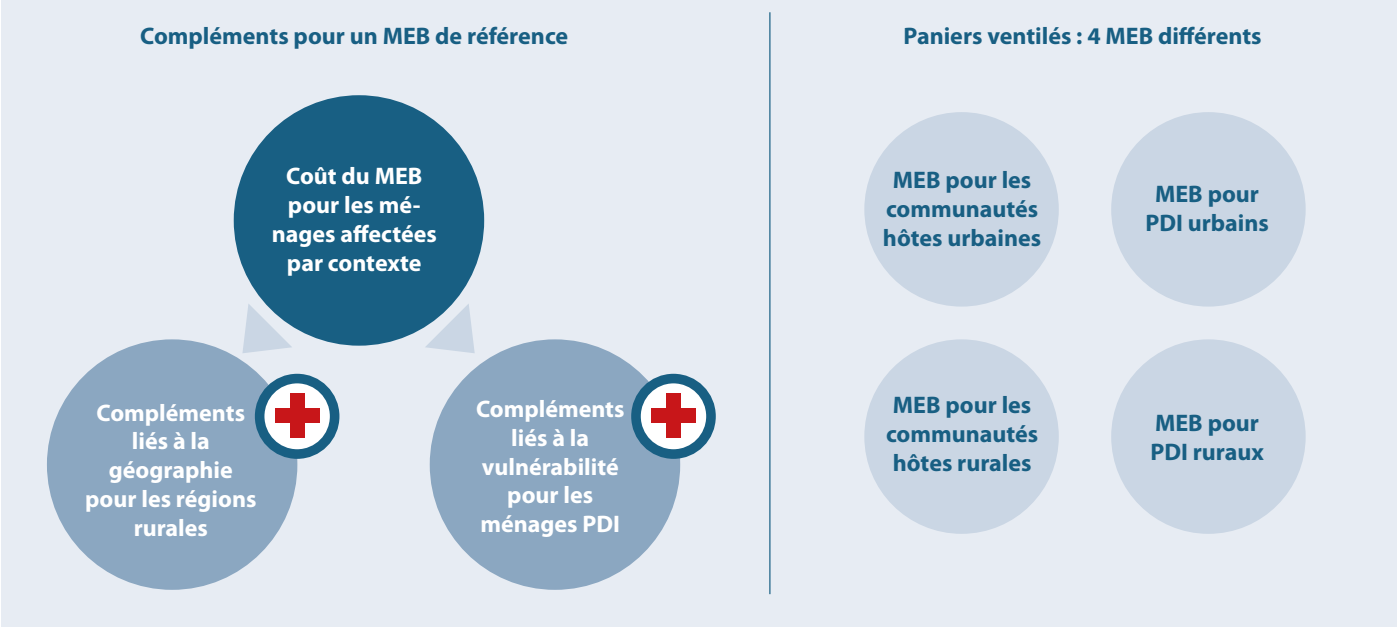
11. IFRC Cash in Emergencies Toolkit 2018 https://cash-hub.org/guidance-and-tools/cash-in-emergencies-toolkit

4.2 ADAPTER OU VENTILER LE MEB EN FONCTION DES DIFFÉRENTS BESOINS LIÉS AUX VULNÉRABILITÉS

Le MEB vise généralement à capturer les besoins essentiels minimums d'un ménage socio-économiquement vulnérable moyen affecté par une crise humanitaire, et ne tient donc pas compte des besoins supplémentaires des groupes distincts tels que les femmes enceintes, les personnes âgées, les personnes handicapées/une maladie chronique, etc.
Toutefois, dans certains cas, il peut être nécessaire de ventiler le MEB ou de fournir des compléments en fonction des différents types de besoins auxquels ces groupes sont confrontés.
De tels ajustements signifient que le MEB devient un seuil plus réaliste pour calculer les montants des transferts.

Des discussions sont en cours sur la meilleure façon de refléter ces différences. Certains préconisent l'établissement de **points de repère** qui peuvent être utilisés comme point de référence pour calculer les compléments au MEB. D'autres pensent que l'on peut formuler des **paniers ventilés** où deux ou plusieurs MEB distincts sont développés pour différents types de besoins liés aux vulnérabilités (ou de géographies - voir la section suivante). Lors du développement de différents paniers pour différentes personnes ou géographies, il existe d'importants risques, particulièrement dans des environnements tendus ou peu sûrs. Quelle que soit la stratégie choisie, il est important de communiquer clairement aux communautés la raison d'être et les détails de cette approche.

Figure 7 : Deux approches pour adapter les MEB aux différents besoins



CRITÈRES COMMUNS POUR LE CIBLAGE CATÉGORIEL

- Présence de personnes âgées
- Condition (femmes enceintes/allaitantes ; personnes handicapées)
- Taille du ménage
- Ratio de dépendance (nombre de jeunes, de personnes âgées, handicapées ou malades par rapport au nombre d'adultes valides)
- Présence d'enfants (enfants âgés de moins de deux ans)
- Ménage monoparental

Source : R. Goodman (Févr. 2013). *Haïti : Bâtir des filets de sécurité nationaux.*

La ventilation du MEB en fonction des différents types de vulnérabilité peut être utile pour les réponses qui prévoient d'utiliser un ciblage catégorique. L'âge et le genre des membres du ménage influent sur le prix des articles, des vêtements aux frais de scolarité en passant par les frais de santé. Par ailleurs, les personnes handicapées supportent souvent des dépenses supplémentaires dans leur vie quotidienne. **Il est recommandé, dans la mesure du possible, de ventiler ces dépenses dans le calcul des coûts du MEB afin d'augmenter la précision**. Vous trouverez ci-dessous quelques considérations importantes à garder à l'esprit :

- **Le calcul des besoins des enfants** en pourcentage des besoins des adultes doit être soigneusement évalué dans chaque contexte car il peut ne pas refléter précisément leurs besoins (les enfants peuvent avoir des dépenses éducatives que les adultes n'ont pas).

- **Les personnes âgées** ont tendance à avoir des dépenses de santé plus élevées. Elles ont également tendance à avoir des capacités et une mobilité moindres et supportent donc des coûts supplémentaires, notamment ceux liés au transport pour accéder aux marchés, aux soins de santé ou aux pharmacies. Les personnes âgées peuvent également être moins familières ou moins aptes à utiliser les technologies de l'information ou les technologies mobiles, ce qui peut également augmenter leurs coûts (par exemple, si elles doivent se rendre dans un établissement bancaire en raison d'un manque de familiarité avec les guichets automatiques ou l'argent mobile). Un MEB devrait soit être ajustée pour couvrir les coûts supplémentaires (comme un recours accru aux soins de santé ou aux transports), soit cette vulnérabilité devrait être enregistrée dans le cadre d'un processus plus large (avec les organismes ou autorités compétentes, par exemple) pour garantir que ces besoins supplémentaires sont satisfaits d'une autre manière. Pour en savoir plus sur les transferts monétaires et les personnes âgées, consultez les documents « Food Security and Livelihoods for Older People in Emergencies »[12], « Cash Transfers in Emergencies : The Case of Indonesia and Vietnam »[13], et les Normes d'inclusion humanitaire pour les personnes âgées et les personnes handicapées de CBM et al[14].

- **Le genre** peut influencer les modèles ou les normes en matière de dépenses. Parfois, les hommes chefs de famille dépensent davantage pour des questions liées aux permis de résidence, à la communication et au transport, alors que les femmes chefs de famille supportent de plus grandes responsabilités pour les dépenses liées aux enfants (telles que l'éducation, les vêtements et l'alimentation). Lors de l'élaboration des MEB, l'analyse de genre devrait permettre d'identifier une compréhension plus précise des schémas de dépenses existants entre les genres ainsi que les raisons de ces schémas. Lors de la conduite d'une enquête sur les dépenses, il est essentiel de collecter des données auprès des hommes et des femmes du ménage, ou d'échantillonner différents genres dans différents ménages, afin de s'assurer que les données ne reproduisent pas un biais en faveur des dépenses masculines, ne renforcent pas les idées d'appropriation masculine des finances du ménage, ou ne couvrent pas les dépenses dont les femmes supportent davantage la responsabilité.

> Dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, l'International Rescue Committee (IRC) a décidé d'intégrer une dimension de genre dans son SMEB. L'IRC a travaillé avec une moyenne de 2 300 kCal par personne et par jour (au lieu de 2 100 kCal) pour tenir compte des besoins alimentaires des femmes enceintes et allaitantes. Les besoins énergétiques journaliers recommandés pour les femmes enceintes et allaitantes sont de 2 500 kCal/personne/jour.

- **Le handicap** engendre des coûts supplémentaires. En effet, de nombreuses personnes handicapées doivent faire face à des coûts plus élevés dans leurs dépenses quotidiennes. D'abord, elles peuvent être contraintes d'acheter des articles et des services spécifiques à leur handicap (par exemple, des appareils et accessoires fonctionnels, des services de réadaptation et des médicaments). Ensuite, lorsqu'elles achètent des biens et des services qui sont également achetés par des personnes non handicapées, les personnes handicapées peuvent supporter des coûts d'accès supplémentaires (tels que le transport). Des conseils sur le calcul des dépenses liées au handicap sont disponibles dans ce rapport de Development Pathways[15].

La majorité des efforts des MEB connus à ce jour ont mis en œuvre une composition de panier unique pour chaque ménage avec, tout au plus, une certaine ventilation géographique de la composition/des coûts du MEB. Dans des exemples très rigoureux, un mécanisme d'augmentation ou de diminution du coût du MEB en fonction de la taille du ménage a été inclus. La capacité de ventilation en différents paniers dépendra largement des informations disponibles. Chaque nouveau repère ou panier est un processus entièrement nouveau qui nécessite du temps, des efforts, des consultations et une adhésion. Par conséquent, l'ajustement aux besoins spécifiques et aux vulnérabilités se fait le plus souvent via des compléments ou d'autres services plutôt que par le MEB.

12. Collodel, A. (2012) *Food Security and Livelihoods Interventions for Older People in Emergencies* HelpAge
13. Narayann, U. (2009) *Cash transfer in emergencies: The case of Indonesia and Vietnam* HelpAge
14. Christian Blind Mission, Handicap International-Humanity & Inclusion, HelpAge International (2018). *Normes d'inclusion humanitaire pour les personnes âgées et les personnes handicapées.* https://spherestandards.org/fr/resources/humanitarian-inclusion-standards-for-older-people-and-people-with-disabilities/
15. Kidd, S. et al. (2019) Leaving No-one Behind: Building Inclusive Social Protection Systems for Persons with Disabilities. Disability-overview-report-2019April07.pdf (developmentpathways.co.uk)

4.3 ADAPTATION AUX DIFFÉRENCES GÉOGRAPHIQUES

Si les évaluations utilisées pour développer un MEB ne comprennent pas d'analyse des conditions et des coûts différents dans les régions du pays (rurales, urbaines ou périurbaines, hautes ou basses terres, côtières ou intérieures, etc.), le MEB peut faire l'impasse sur les différences en termes de coûts, de dépenses et d'opportunités de revenus. Les populations urbaines et rurales sont très probablement confrontées à des coûts différents en raison des fluctuations des prix du marché, mais aussi en raison de dépenses supplémentaires ou différentes pour des articles et des services tels que le logement et les services publics.

Le manuel Sphère 2018 contient de nouvelles orientations pour le travail en milieu urbain, notamment :

- Dans les contextes hors camp et urbains, il est important de s'assurer que le MEB comptabilise les coûts de l'approvisionnement d'eau domestique.
- Dans les contextes urbains, le personnel humanitaire doit contextualiser les indicateurs de dépenses alimentaires des ménages, en particulier dans les établissements denses à faible revenu où les possibilités de production propre peuvent être inexistantes et la dépendance aux marchés complète.
- Ne partez pas du principe que l'alimentation constitue toujours le poste de dépense le plus important d'un ménage. En milieu urbain, les dépenses non-alimentaires, telles que le loyer et le chauffage, peuvent être relativement plus élevées. Ainsi, dans le MEB Irak (2018), le pourcentage le plus élevé du coût est alloué au loyer (37 %), tandis que l'alimentation représente 32 %.

ÉTUDE DE CAS D'EXEMPLE D'APPROCHES DIFFÉRENTES

- En Somalie, l'Unité d'analyse de la sécurité alimentaire et de la nutrition a élaboré quatre sous-paniers de dépenses minimum : deux couvrent les villes rurales et urbaines du Somaliland et les deux autres les villes rurales et urbaines du reste du pays.
- Dans certains cas, comme au Liban, le MEB s'applique au niveau national, mais certains élément (tels que les abris) peuvent refléter des différences de coûts régionales.
- En République Démocratique du Congo, il existe un montant de panier par province.
- En Irak, le résultat est un panier unique. Cependant, les chiffres finaux sont une moyenne pondérée basée sur le nombre total de personnes dans le besoin (communauté hôte, PDI et réfugiés syrien·ne·s) dans chacun des gouvernorats.

ORIENTATIONS DU PAM SUR L'ÉLABORATION DE DIFFÉRENTS MEB POUR DIFFÉRENTES RÉGIONS

Fixez le montant des paniers sur la base des données de prix disponibles dans les différentes régions ou zones urbaines/rurales. Pour le panier alimentaire, il est possible d'utiliser la base de données des prix du PAM sur l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité (ACV)[16] ou d'autres séries de prix similaires. Pour les articles non-alimentaires, le logement, les services publics et les services, cela peut être plus compliqué mais peut reposer sur la collecte de données sur les prix par les partenaires ou nécessiter une nouvelle collecte de données.

Pour certains pays, les données sur les prix fournies par le bureau statistique national sont utiles. Dans le cas de la Turquie, des indices de parité de pouvoir d'achat régionaux (calculés par le gouvernement) ont été utilisés pour fournir des estimations de prix d'éléments du MEB pour lesquels des informations directes sur les prix n'étaient pas disponibles.

Utilisez des estimations à partir des données sur les dépenses. Si l'enquête sur les ménages a une couverture régionale suffisante, les niveaux de dépenses dans les différentes régions peuvent être explorés, en utilisant la cohorte de ménages qui se situe juste au-dessus du seuil de pauvreté. Toutefois, il faut être prudent dans l'utilisation de cette méthode, en particulier si la taille de l'échantillon est très petite par région.

16. https://dataviz.vam.wfp.org/economic_explorer/prices

4.4 COMBIEN DE MEB AVONS-NOUS BESOIN ?

Il existe généralement un panier MEB par contexte, conçu pour s'appliquer à l'échelle nationale. Parfois, le coût du MEB peut être spécifique à des régions ou groupes de population. Des coûts différents peuvent être justifiés s'il existe un degré de similitude dans les besoins et les habitudes de consommation entre les régions ou les groupes, ainsi qu'une différence de coût significative pour une région ou un groupe par rapport au reste de la population qui justifie un seuil distinct. Une telle différence peut provenir de prix nettement plus élevés ou plus bas dans différentes régions. Ainsi, au Yémen en 2019, des coûts différents de MEB ont été calculés pour le nord et le sud du pays en raison d'un manque quasi complet d'intégration du marché entre les différentes zones de contrôle et de fluctuations anormales des prix dans le sud. Par conséquent, le coût du MEB dans le Sud du Yémen a été augmenté de 15% pour tenir compte de cette différence. Cependant, les communautés d'accueil et les populations déplacées peuvent avoir des habitudes de dépenses différentes et il peut donc y avoir différents paniers MEB pour une série de raisons (pour des raisons culturelles, parce que leur accès aux marchés est différent, ou parce que certains biens et services sont déjà fournis dans les camps).

RESSOURCES

Pour davantage d'informations pour assurer aux personnes âgées et/ou handicapées un accès juste aux TM, consultez the Age and Disability Consortium's (2018) Normes d'inclusion humanitaire pour les personnes âgées et les personnes handicapées[17].

Grâce aux contributions financières des bailleurs de fonds (dont l'Union européenne) le PAM peut fournir un modèle hybride d'assistance alimentaire en espèces et en nature, permettant aux réfugiés d'acheter les aliments de leur choix. Les transferts monétaires aux réfugiés stimulent les revenus des économies locales grâce à la demande accrue de biens et de fournitures de la part des communautés d'accueil et des réfugiés.

© Emily Fredenberg/PAM. Février 2020

17. https://spherestandards.org/fr/resources/humanitarian-inclusion-standards-for-older-people-and-people-with-disabilities/

5. SOURCES ET GESTION DES DONNÉES

CE CHAPITRE SE CONCENTRE SUR LES BESOINS EN DONNÉES, C'EST-À-DIRE CE DONT NOUS AVONS BESOIN, CE QUE NOUS POUVONS UTILISER ET LES EXIGENCES CLÉS :

- La disponibilité des données est la base d'un MEB : qu'est-ce qui existe déjà et qu'est-ce qui doit être collecté ?
- L'utilisation de données secondaires existantes (par exemple un MEB existant) peut permettre d'économiser du temps et des ressources, mais si elles ne sont pas adéquates, le personnel humanitaire devra collecter des données primaires.
- S'assurer que les différents ensembles de données sont compatibles avant de les utiliser ensemble.

La première étape devrait toujours être d'établir si un MEB a déjà été développé dans votre contexte ou à proximité. Un autre organisme présent localement, ou dans une région voisine, a-t-il déjà élaboré un MEB qui peut être localisé et/ou mis à jour ? Dans les situations d'urgence soudaines où le temps est compté, les plans d'urgence élaborés dans les pays voisins peuvent être adaptés aux normes et aux coûts locaux.

Les décisions relatives aux éléments inclus dans le MEB et à ce qui est considéré comme un minimum détermineront le type de biens et de services sur lesquels le panier sera construit, mais ce sont les personnes affectées elles-mêmes qui devraient définir ce qui constitue un besoin prioritaire. Ainsi, les articles et services inclus dans un MEB devraient être ceux qui :

(a) sont disponibles sur les **marchés locaux ou auprès des prestataires de services ;**
et
(b) **que les ménages sont susceptibles de considérer comme prioritaires**, de façon régulière ou saisonnière, pour assurer leur survie et maintenir un niveau de vie minimum.

Si vous utilisez un MEB existant comme source de données secondaires, vérifiez les points suivants :

- Des aliments, des articles non-alimentaires et des services spécifiques ont-ils été inclus dans la composition du panier ?
- La composition du panier tient-elle compte des besoins qui sont apparus en raison de l'urgence actuelle ?
- Le calcul du coût du panier reflète-t-il des prix et des dépenses corrects, ou peuvent-ils être mis à jour facilement ?
- La composition du panier est-elle conforme aux normes du DIH, de la DIDH et de Sphère ?

Si la réponse à **certaines** de ces questions est « non », tentez de compléter votre méthodologie MEB et explorer différentes façons de combler les lacunes. Envisagez de rechercher davantage de données secondaires ou, si les ressources et le contexte le permettent, de collecter des données primaires pour combler les lacunes.

Évaluations des besoins de base — Dans la majorité des cas, pendant que le montant du MEB est déterminé, une ou plusieurs évaluations auront lieu pour estimer l'effet de la crise sur les communautés affectées et le niveau de leurs besoins. Cela inclut une évaluation des besoins multisectoriels (EBM) ou une analyse économique des ménages (AEM). Ces évaluations peuvent également estimer (en moyenne pour un ménage typique) les ressources dont disposent les populations et peuvent donc être utilisées pour orienter la conception du MEB.

Si la réponse à la **majorité ou à toutes** les questions est « non », il sera nécessaire de refaire un MEB.

5.1 COMMENT INCLURE LES PRIORITÉS DES PERSONNES AFFECTÉES DANS LE MEB ?

Un MEB qui ne représente pas précisément les besoins ou les priorités de base des populations ne sera pas utile pour la programmation des TMUM ou la détermination des montants de transfert. Ainsi, pendant le tsunami asiatique de 2004, les ménages fortement endettés ont remboursé leurs dettes avec des TM destinés à la reconstruction de leurs biens. Ce comportement indique que, pour ces ménages, le remboursement de la dette était une priorité, mais cet élément d'information essentiel n'était pas ressorti des évaluations post-crise.

En collaboration avec le groupe de travail technique d'évaluation de l'Ouganda, REACH a élaboré un questionnaire pour les groupes de discussion (GdD) avec les réfugiés en Ouganda afin de valider et d'ajuster les éléments du MEB aux réalités et priorités des communautés affectées. Vous pouvez accéder à l'outil GdD en ligne.

Lorsqu'elles sont disponibles, les données primaires et secondaires existantes doivent permettre de comprendre les besoins fondamentaux, les priorités, les habitudes de dépenses et l'accès aux marchés des populations. Lorsque les données secondaires ne sont pas disponibles ou adéquates, vous pouvez envisager de collecter des données primaires et/ou de consulter les membres du groupe cible pour valider un projet MEB. La portée et l'échelle de la collecte de données varieront selon le contexte et dépendront largement de la nature du processus MEB (complet ou léger), du temps disponible, des ressources et de la disponibilité des données secondaires. La meilleure pratique consiste à coordonner la collecte de données entre les organismes, et à s'assurer que vous optez pour une approche « suffisante » de la collecte de données, plutôt que de sur-collecter des données qui ne seront pas nécessairement utilisées. D'autres ONG ou agences onusiennes peuvent posséder des données d'évaluation qu'elles pourraient partager, ou vous pouvez décider de mener une collecte de données, soit via des enquêtes au niveau des ménages, d'entretiens ou des groupes de discussions (GdD), et/ou de collecter des prix sur les marchés locaux pour combler le manque d'informations essentielles lors de l'élaboration du MEB.

Les données primaires peuvent être collectées par différents moyens (entretiens avec les ménages, entretiens avec des informateurs clés, groupes de discussions, etc.) Si vous recueillez des données primaires, assurez-vous, dans la mesure du possible, que les entretiens soient menés séparément avec des hommes et des femmes et que les personnes qui sont traditionnellement plus réservées en raison des normes sociales puissent exprimer leurs points de vue dans un espace sûr.

QU'EST-CE QUI DOIT ÊTRE DOCUMENTÉ LORSQUE L'ON PARLE AVEC LES PERSONNES ? ENSEIGNEMENTS DE L'OUGANDA, 2019

- Documenter systématiquement les besoins, priorités, dépenses, modalités d'assistance et mécanismes de distribution préférés, ainsi que la compréhension des interactions des réfugiés avec les marchés et les échanges avec les communautés d'accueil.
- Comprendre les plans des bénéficiaires de l'assistance pour atteindre l'autosuffisance en facilitant la cartographie des problèmes communautaires et les discussions sur les solutions.

De plus amples informations sont disponibles sur le processus MEB 2019 en Ouganda.

5.2 EST-CE QUE DES NORMES SECTORIELLES EXISTENT ?

Un autre défi est que certains secteurs peuvent ne pas disposer de normes détaillées basées sur les droits à fusionner avec les données sur les dépenses des ménages. Des normes sont disponibles pour plusieurs secteurs clés, mais d'autres catégories de dépenses, comme le transport, la communication ou le développement communautaire, n'ont pas de normes définies pour ce qui constitue un niveau minimum acceptable. Pour ces catégories, il est recommandé d'utiliser les dépenses moyennes des ménages pour ces biens et services de la cohorte de référence pour le MEB. Ces données peuvent être collectées lors des évaluations de base de l'AEM, des évaluations des besoins multisectoriels (EBM), ou d'autres évaluations des ménages dans lesquelles des indicateurs de dépenses peuvent également être incorporés.

RESSOURCES

L'élaboration d'un MEB fait partie des orientations sur l'approche des besoins essentiels du PAM[18] et est également inclue dans l'évaluation des besoins de base (EBB) de l'ERC[19].

18. Husain, A., et al. (2020) *Essential Needs Assessment Guidance Note* WFP's Research, Assessment and Monitoring (RAM) Division and the Cash-Based Transfers (CBT) Division
19. Enhanced Response Capacity (ERC) Consortium for the Uptake of MPG's (2018) *Basic Needs Assessment (BNA) Guidance and Toolbox* Parties 1 et 2

5.3 QUELS AUTRE ENSEMBLES DE DONNÉES PEUVENT-ÊTRE UTILISÉS POUR ÉLABORER UN MEB ?

Si les enquêtes sur les dépenses et les informations détaillées des clusters/secteurs décrites ci-dessus ne sont pas disponibles, les sources de données nationales suivantes peuvent être prises en compte pour élaborer un MEB.

SEUIL DE PAUVRETÉ	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION (IPC)	SALAIRE MINIMUM
Un seuil convenu au niveau national en dessous duquel une personne est considérée comme vivant dans la pauvreté. **REMARQUE** : la pauvreté n'est pas un concept défini de manière unique, de sorte que plusieurs pays ont plusieurs façons de la quantifier (absolue ou relative, pauvreté monétaire ou privation relative, consommation ou capacités). Le choix d'un seuil de pauvreté, quel qu'il soit, comporte inévitablement une part d'arbitraire, quel que soit le soin apporté à sa définition ; assurez-vous simplement de le comprendre.	D'après le Fonds Monétaire International (FMI), l'IPC est un indice qui mesure la variation des prix des biens et services achetés ou autrement acquis par les ménages, pour satisfaire leurs besoins. La plupart des IPC sont calculés comme des moyennes pondérées des pourcentages de variation des prix pour un panier spécifique de produits de consommation, les pondérations reflétant leur importance relative dans la consommation des ménages au cours d'une période donnée. Sur le site du FMI, vous pouvez trouver ici tous les IPC par pays.	Selon l'OIT, il s'agit de la rémunération minimale que l'employeur est tenu de payer aux salariés pour le travail effectué au cours d'une période donnée, et qui ne peut être réduite par une convention collective ou un contrat individuel. Pour en savoir plus, consultez le site de l'OIT ici. **REMARQUE** : Certains affirment que le salaire minimum tend à ne pas être une représentation exacte du coût réel de la vie car il est fixé par la loi et non déterminé par les coûts. Le salaire minimum peut avoir une augmentation planifiée ou être indexé sur l'IPC pour suivre le coût réel de la vie.

L'utilisation d'un panier défini par le gouvernement peut être particulièrement importante dans les pays où le personnel humanitaire prévoit d'aligner sa programmation sur les programmes de filets de sécurité sociale nationaux et basés sur un panier de consommation national.

UNE REMARQUE DE LA NOTE D'ORIENTATION SUR LES MEB DU PAM SUR LE SALAIRE MINIMUM[20]

Envisagez d'utiliser le salaire minimum comme une estimation. Gardez à l'esprit que si le MEB prend en compte les besoins au niveau des ménages, le salaire minimum constitue une rémunération au niveau individuel. Il faut donc évaluer combien de salaires minimums sont nécessaires par ménage en fonction de la taille du ménage. Il est également conseillé de se renseigner sur la manière dont le salaire minimum a été élaboré. L'avantage de cette approche est qu'elle est alignée sur les approches gouvernementales.

20. Husain, A. et al. (2020). Note d'orientation sur les paniers de dépenses minimum. https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000138831/download/

5.4 QUID SI LES DONNÉES DE L'APPROCHE DE L'ÉCONOMIE DES MÉNAGES SONT DISPONIBLES ?

L'approche de l'économie des ménages (AEM) est une méthode d'analyse de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance. Elle est basée sur la compréhension de l'accès des ménages aux revenus, à l'alimentation et aux autres articles/services nécessaires à leur survie, grâce à une analyse de référence. Dans le cadre de cette analyse de base, l'AEM définit des zones de moyens d'existence où les ménages partagent des stratégies similaires pour obtenir de l'alimentation et des revenus. Elle divise également les ménages de ces zones de moyens de subsistance en groupes de richesse (3-4 ou plus). La base de référence de l'AEM quantifie les sources de nourriture et de revenus et les modèles de dépenses pour chaque groupe de richesse et zone de moyens d'existence.

Les informations recueillies sur les dépenses dans le cadre de l'AEM peuvent être utilisées comme source de données pour élaborer un MEB. Cependant, en raison de la nature des seuils de richesse utilisés, il n'y a pas de norme établie concernant le groupe qui devrait servir de référence pour le MEB. Si les données de l'AEM sont utilisées, il est important de comprendre comment elles ont été recueillies. En effet, l'AEM est un cadre analytique, pas une méthode figée de collecte de données. Si les AEM sont souvent conduites via des méthodes qualitatives (par exemple, des groupes de discussions), elles peuvent également être basées sur des méthodes quantitatives dans des enquêtes sur les ménages. Cette dernière méthode permet d'obtenir des informations plus rigoureuses ; les données qualitatives peuvent toujours être utilisées mais doivent être recoupées ou recoupées avec d'autres sources[21]. Pour plus de détails, voir l'étude HEA sur la résilience.

5.5 LES DONNÉES SECONDAIRES DISPONIBLES SUR LES CALCULS DU MEB SONT-ELLES PERTINENTES ?

Avant de décider d'utiliser les données secondaires disponibles, prenez le seuil que vous envisagez d'utiliser (par exemple, le seuil de pauvreté) et passez en revue cette liste de contrôle :

PERTINENCE DES DONNÉES SECONDAIRES POUR UNE UTILISATION ACTUELLE

Répondez par oui ou par non aux questions suivantes pour évaluer l'adéquation de toutes les données de référence/secondaires que vous utilisez pour orienter l'élaboration du MEB.

- L'ensemble de données est-il **construit sur les dépenses** ? La majorité des pays utilisent le revenu médian, et non les dépenses, pour fixer leurs seuils de pauvreté nationaux.
- La base de données est-elle construite par rapport aux **habitudes de consommation de la population cible**, notamment en termes de nutrition adéquate et de niveau de vie minimum ? Les habitudes de consommation des ménages peuvent être culturellement appropriées mais inférieures aux normes, notamment dans les contextes d'insécurité alimentaire. Les populations hôtes et réfugiées/déplacées peuvent avoir des habitudes différentes.
- L'ensemble de données reflète-t-il les **besoins des ménages socio-économiquement vulnérables** qui seraient éligibles aux TM ? Certains indices des prix à la consommation sont construits autour des habitudes de consommation d'un ménage « moyen », incluant parfois des articles haut de gamme et de luxe, qui ne correspondent généralement pas à celles des ménages ciblés par l'assistance humanitaire.
- L'ensemble de données tient-il compte des **différences régionales potentielles** dans les habitudes de consommation et les prix ?

Si vous avez répondu « non » à **certaines** de ces questions, tentez de compléter votre méthodologie MEB et explorer différentes façons de combler les lacunes. Envisagez de rechercher davantage de données secondaires ou, si les ressources et le contexte le permettent, de collecter des données primaires pour combler les lacunes.

Si vous avez répondu « non » à la **majorité ou à toutes** les questions, vous devez élaborer un MEB à partir de zéro.

21. Husain, A. et al. (2020). *Note d'orientation sur les paniers de dépenses minimum* https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000138831/download/ (pp24)

5.6 UTILISATION DES DONNÉES POUR LES APPROCHES HYBRIDES

Pour cette approche, il existe différentes façons de commencer la collecte de données. Il est possible de commencer par une liste détaillée des droits, dérivée de groupes et/ou d'organismes normatifs, qui est ensuite évaluée. Les coûts peuvent être estimés en utilisant un mélange de sources. Certains peuvent être calculés en utilisant des données de surveillance des prix (généralement plus disponibles pour l'alimentation, l'hygiène et le carburant), des données provenant d'informateurs clés (généralement plus pratiques pour le coût des services publics et du loyer), ou les dépenses moyennes des ménages socio-économiquement vulnérables à partir des données d'enquêtes sur les ménages (généralement un compromis pour les catégories difficiles à calculer comme le transport, l'énergie, la protection et la santé). Il est important que le coût de chaque composante soit recoupé avec les données des enquêtes sur les ménages et d'autres données secondaires disponibles dans le pays pour s'assurer que les calculs sont réalistes.

Le processus peut également commencer par des données sur les dépenses (consommation réelle) qui sont complétées par des informations issues d'une approche basée sur les droits. Par exemple, comme mentionné ci-dessus, si les informations recueillies auprès de la cohorte de référence dans l'approche basée sur les dépenses sont considérées comme montrant une consommation insuffisante du point de vue des droits, le personnel humanitaire doit identifier les dépenses qui sont « trop faibles » et examiner si elles doivent être complétées par des éléments du MEB basés sur les droits.

UNE APPROCHE HYBRIDE : OUGANDA, 2019

Le MEB ougandais a été principalement construit sur une approche basée sur les droits, en s'appuyant sur les normes humanitaires internationalement reconnues. Le panier a été construit avec des biens et services basés sur ces normes et les besoins prioritaires du point de vue des réfugiés. Ensuite, les articles pour lesquels le manque de revenus était l'un des principaux obstacles à la satisfaction des besoins ont été classés par ordre de priorité. Une optique de marché a été appliquée pour s'assurer que les différents articles étaient disponibles sur le marché et évalués aux prix locaux réels. Le processus MEB comprenait également une analyse basée sur les dépenses pour s'assurer que le MEB était cohérent avec la demande. Ceci a été réalisé par triangulation avec les données collectées auprès des communautés d'accueil et par l'utilisation de données statistiques nationales, y compris un rapport national d'évaluation de la pauvreté, pour assurer l'harmonisation. Pour plus d'informations, voir le guide d'harmonisation du MEB en Ouganda.

5.7 COLLECTE DE DONNÉES PRIMAIRES

Si les données secondaires ne sont pas disponibles ou adéquates, le personnel humanitaire peut collecter des données primaires, et/ou consulter les membres du groupe cible pour valider le projet MEB. La portée et l'échelle de la collecte de données varieront selon le contexte et dépendront largement de la nature du processus MEB (complet ou léger), du temps disponible, des ressources et de la disponibilité des données secondaires. D'autres ONG ou agences onusiennes peuvent avoir des données d'évaluation existantes qu'elles peuvent partager, ou ceux qui élaborent le MEB peuvent décider de mener la collecte de données, soit par des enquêtes au niveau des ménages, des entretiens ou des GdD, la consultation des clusters, et/ou la collecte de prix sur les marchés locaux pour pallier au manque d'informations essentielles. La meilleure pratique consiste à coordonner la collecte de données entre les organismes, et à s'assurer que vous optez pour une approche « suffisante » de la collecte de données, plutôt que de sur-collecter des données qui ne seront pas nécessairement utilisées.

5.8 S'ASSURER DE LA COMPATIBILITÉ DES DIFFÉRENTS ENSEMBLE DE DONNÉES

Les données sont-elles suffisamment compatibles pour que les différentes approches MEB puissent être alignées ? Une chose importante à garder à l'esprit lorsqu'on combine des approches basées sur les dépenses et sur les droits est le niveau de détail des différents ensembles de données utilisés pour déterminer le montant de chacun. Les ensembles de données doivent être compatibles, sinon il est inutile de les comparer. Par exemple, si vous avez développé une liste détaillée de produits de base du marché basée sur les droits à incorporer dans votre MEB, mais que la seule source de données sur les dépenses des ménages divise les dépenses par catégorie plutôt que par article, alors, quelle que soit la volonté politique, il sera compliqué de rapprocher les deux ensembles de données.

De même, si d'autres données sur le seuil de pauvreté sont disponibles et pertinentes, il est essentiel de s'assurer que les ensembles de données secondaires et primaires sont comparables. Cela signifie que si l'on prévoit d'entreprendre une collecte de données primaires, la méthodologie de collecte de données doit être ajustée pour la rendre aussi cohérente que possible avec la méthodologie de collecte de données secondaires. Si le seuil de pauvreté est construit à partir de données détaillées mais que l'évaluation des besoins des ménages produite est moins détaillée, des erreurs risquent de se produire.

RESSOURCES
Pour une liste complète des données nécessaires à l'élaboration d'un MEB, voir la Note d'orientation sur les paniers de dépenses minimum du PAM (2020) p.24

6. CHOISIR ENTRE DIFFÉRENTES APPROCHES DE MEB

CE CHAPITRE EXPLORE :

- Les trois principales approches (basée sur les dépenses, les droits et hybride) pour incorporer les besoins multi et intersectoriels dans un MEB et illustre comment elles sont utilisées pour les articles alimentaires et non-alimentaires.
- La définition de l'approches hybride et comment celle-ci est considérée comme la meilleure pratique car elle permet une adaptation pragmatique à différents contextes.
- Le débat MEB de survie (SMEB) vs MEB.

6.1 TROIS APPROCHES DIFFÉRENTES

Il existe trois approches principales pour intégrer les besoins multisectoriels et intersectoriels dans un MEB, telles que définies au Chapitre 1.

Une approche basée sur les droits utilise les besoins et les normes évalués (par exemple, les droits tels que protégés par les droits de l'homme et le droit humanitaire international, les normes Sphère, les normes techniques nationales) pour définir la composition du panier, ainsi que les prix du marché local pour définir le coût.

Une approche basée sur les dépenses se concentre sur la demande effective en utilisant les habitudes de consommation locales pour définir la composition et le coût du panier.

Une approche hybride est une option pragmatique combinant des éléments basés sur les droits et sur les dépenses.

Chaque approche présente des avantages et des inconvénients, qui dépendent souvent des réalités d'un contexte, telles que des données limitées, les contraintes financières et les questions politiques. La plupart des praticien·ne·s recommandent d'utiliser une **approche hybride**, en prenant le meilleur de chaque méthodologie et en l'appliquant en fonction du contexte. L'approche hybride permet d'utiliser différentes sources de données et une adaptation plus souple aux différentes situations.

UNE APPROCHE BASÉE SUR LES DÉPENSES se concentre sur la demande effective pour définir la composition et le coût du panier.	**UNE APPROCHE BASÉE SUR LES DROITS utilise des normes et besoins evalués pour définir la composition du panier, ainsi que les prix du marché local pour définir le coût du panier.**
Un MEB basé sur les dépenses décrit les coûts réels sur la base des habitudes de consommation identifiées par des enquêtes auprès des ménages, des évaluations de marché, des profils de dépenses des ménages et d'autres données économiques des ménages. Il s'agit d'une approche largement utilisée pour définir les seuils de pauvreté nationaux, basée sur la définition des besoins en fonction des dépenses mensuelles des ménages pauvres. **REMARQUE –** Le succès d'une approche basée sur les dépenses repose en grande partie sur la capacité à identifier la cohorte de ménages qui sont tout juste capables de satisfaire leurs besoins de survie. Si le MEB est conçu pour capturer les besoins en dépenses des ménages les plus pauvres, il est fort probable qu'il ne sera pas suffisant pour répondre aux besoins minimums. Reportez-vous au guide MEB du PAM, p. 10-14, pour plus d'informations sur la manière d'identifier cette cohorte.	Cette approche implique l'accès à tous les droits définis par le droit international humanitaire (DIH) et le droit international des droits de l'homme (DIDH), qui protègent le droit des personnes touchées par une crise à l'alimentation, à l'eau potable, aux articles d'hygiène, aux vêtements, aux abris et aux soins médicaux vitaux. Les normes Sphère se fondent sur cette définition, en y ajoutant l'assainissement de base, la prévention des maladies contagieuses et l'éducation. Il convient également d'envisager des normes sectorielles au niveau national. Dans certains cas, les normes sectorielles internationales et nationales n'ont pas été définies. Des normes communautaires ou techniques peuvent être utilisées dans ces cas. **REMARQUE –** Un MEB basé sur les droits est généralement dirigé par le Groupe de travail sur les transferts monétaires (GTTM) dans le pays et commence par les secteurs qui fournissent des listes détaillées. Voir le manuel Sphère pour plus d'informations.

UNE APPROCHE HYBRIDE est une option pragmatique et la plupart des processus MEB sont finalement hybrides à un certain degré (par exemple, un élément alimentaire basé sur les modèles de consommation locaux, mais avec des quantités modifiées afin de mieux correspondre aux normes Sphère pour l'équilibre nutritionnel). Dans de nombreuses situations, l'approche hybride pour élaborer le MEB est la meilleure pratique.

Cette combinaison d'approches est décidée au cas par cas en fonction des informations disponibles dans le contexte. Ainsi, un MEB hybride peut consister en des listes d'articles sectoriels qui répondent aux normes minimales Sphère et sont recoupées avec les évaluations des besoins, et le coût du panier peut être calculé à partir des informations sur les dépenses des ménages.

Une approche hybride combinant l'approche basée sur les dépenses et sur les droits peut rendre le MEB plus pragmatique et utile sur le plan opérationnel, c'est-à-dire en utilisant l'optique basée sur les droits mais en s'assurant que le MEB est cohérent avec la demande (approche basée sur les dépenses).

*Hüseyin et sa famille ont fui en Turquie en 2014. Lorsqu'ils sont arrivés, la population locale les a aidés, lui et sa famille, en particulier les autorités locales du voisinage ont apporté leur soutien à la famille. Les habitants locaux les aident généralement à subvenir à leurs besoins, et ils n'ont pas de revenu régulier autre que la carte du Croissant-Rouge (*Kızılaykart*). Grâce au filet de sécurité sociale d'urgence (FSSU), une aide mensuelle en espèces fournie par la FICR et le Croissant-Rouge turc via une carte de débit à 1,5 million de réfugiés et financée par l'Union européenne, Hüseyin et sa famille ont pu payer une partie du loyer.*

© Ayse Nur Gencalp/IFRC. Mai 2022

Le tableau ci-dessous montre comment sont utilisées les approches basées sur les dépenses et les droits (alimentaires et non-alimentaires), comme le proposent la Note d'orientation sur le panier de dépenses minimum du PAM et les orientations de la Banque mondiale. Les approches hybrides sont examinées plus en détail ci-dessous.

ALIMENTATION
Le MEB est censé fournir un « **régime alimentaire équilibré à long terme** » qui offre une « **diversité alimentaire raisonnable** » basée sur des aliments disponibles localement. Le panier alimentaire, appelé panier alimentaire pour une alimentation équilibrée, contient des aliments et des nutriments nécessaires en quantité variée et adéquate, et est conçu pour couvrir une moyenne de 2 100 kcal par personne et par jour.

APPROCHE BASÉE SUR LES DÉPENSES	APPROCHE BASÉE SUR LES DROITS
Le panier alimentaire est assemblé en calculant les dépenses moyennes (et/ou médianes) des principaux articles alimentaires pour la cohorte de référence. Il faut pour cela analyser les habitudes de consommation des ménages tout juste capables de satisfaire leurs besoins de survie, en tenant compte des dépenses en espèces, des dépenses de crédit, de la valeur de toute nourriture produite par le ménage et de la valeur des autres aides consommées. S'il est mesuré sans aucun autre élément dans un MEB, le panier alimentaire peut également inclure d'autres produits nécessaires à la transformation de produits alimentaires bruts en quelque chose de digestible (c'est-à-dire le coût de l'eau ou du combustible de cuisson). Pour des informations plus détaillées sur les différentes approches de l'élément alimentaire du MEB, voir le guide du PAM sur le MEB (p. 15-18).	Le panier alimentaire est constitué d'une liste d'aliments consommés localement et de leurs quantités qui répondent aux **besoins énergétiques de survie** d'une personne à court terme (2 100 kcal). **La norme du Coût du régime alimentaire (CdR)[22] comprend la diversité des aliments et des nutriments** et peut être utilisée pour la conception du MEB pour un ménage moyen si elle a déjà été calculée dans la région. Le CdR est une approche de référence mais n'est pas largement utilisé en raison de l'intensité des ressources nécessaires à son calcul. Il est plus courant d'utiliser l'outil NutVal avec des produits alimentaires adaptés au contexte local comme une approche plus légère qui peut produire des résultats similaires ou s'inspirer des paniers alimentaires Sécurité alimentaire et Abris équilibrés sur le plan nutritionnel du qui sont déjà utilisés pour l'assistance en nature. Le MEB vise à capturer un ménage moyen vulnérable sur le plan socio-économique et les compléments sont souvent le meilleur moyen de répondre à des besoins particuliers. Il convient également de noter que le coût du régime alimentaire est généralement supérieur de 50 à 100 % à celui d'un régime qui ne répond qu'aux besoins énergétiques de survie d'un ménage moyen. Pour plus d'informations, veuillez consulter le manuel Sphère et vous référer aux liens NutVal et Coût du régime alimentaire ci-dessus.

NON-ALIMENTAIRE
Les normes mondiales non-alimentaires n'existent pas de la même manière que les normes alimentaires. Cela signifie que le panier de produits non-alimentaires doit compiler des normes mondiales et locales sur la base de consultations avec différents secteurs du pays.

22. Le coût du régime alimentaire est une méthode innovante et un logiciel mis au point par Save the Children UK pour estimer la quantité et la combinaison d'aliments locaux nécessaires pour fournir à une famille type un régime qui puisse répondre à ses besoins caloriques moyens et à ses apports recommandés en protéines, en lipides et en micronutriments.

Le panier non-alimentaire peut être établi avec différents niveaux de détail, en fonction des données disponibles et du niveau de granularité souhaité. Commencez par calculer les dépenses moyennes (et/ou médianes) sur les principaux articles non-alimentaires pour la cohorte de référence.

Si les données sur les dépenses non-alimentaires sont suffisamment détaillées dans certaines ou toutes les catégories, elles peuvent être utilisées pour identifier des articles non-alimentaires spécifiques qui peuvent être incorporés dans le panier et faire l'objet d'un suivi cohérent ; ceci doit être considéré comme une meilleure pratique. Pour les catégories pour lesquelles les données sont insuffisantes, ainsi que pour celles qui sont difficiles à décomposer en articles spécifiques (par exemple, la santé, le transport, le loyer, etc.), les dépenses peuvent être analysées par catégorie et les dépenses catégorielles peuvent être incorporées dans le MEB sous forme de forfaits. Les éléments non-alimentaires peuvent varier selon le contexte mais incluent généralement les éléments discutés dans la section sur le MEB basé sur les droits. Pour des informations plus détaillées, veuillez consulter le guide MEB du PAM, p. 19-20.[23]

Des informations plus détaillées sur les dépenses et les PEM sont disponibles au Chapitre 7 « Inclure les besoins sectoriels et intersectoriels ».

Certains clusters mondiaux sont en train d'élaborer des orientations pour inclure les besoins sectoriels dans le MEB, que ce soit pour une utilisation ponctuelle ou récurrente. Ces articles sont nécessaires pour satisfaire les droits minimums identifiés par les normes. Différents articles peuvent être pertinents dans des contextes d'urgence et de rétablissement.

Le coût du panier est calculé sur la base du coût des biens et services nécessaires pour satisfaire les besoins identifiés sur le marché local.

Veuillez vous référer à la section sur le développement de paniers sectoriels avec des détails sur les différents groupes et autres conseils.

6.2 AVANTAGES ET INCONVÉNIENTS DES DIFFÉRENTES APPROCHES

Ces trois approches présentent des avantages et des inconvénients. Cela est dû en partie au fait qu'il existe une différence entre ce qu'un ménage dépense actuellement pour couvrir un besoin et ce qu'il en coûterait pour couvrir ce besoin par le seul biais du marché. Les populations pratiquent le troc, l'autoproduction et toute une série de stratégies d'adaptation positives et négatives pour accéder aux biens et services. De fait, elles peuvent parfois devoir se passer de certains besoins pour s'assurer que d'autres sont correctement satisfaits.

APPROCHE BASÉE SUR LES DÉPENSES	
AVANTAGES	**INCONVÉNIENTS**
• Considéré comme un moyen **plus pragmatique et facile** de définir la composition du panier et de fixer le montant. • Considéré comme comblant un manque d'information autrement difficile à combler et comme étant plus **objectif** et **précis**. • Lorsque des données secondaires sur les dépenses sont disponibles, le MEB peut être plus ancré dans la réalité locale et donc être plus approprié et durable.	• L'utilisation des seules données relatives aux dépenses risque de ne pas répondre à la norme humanitaire, car la pauvreté oblige les personnes à restreindre leur consommation de certains articles et services. Ces dépenses réduites peuvent ne pas répondre de manière adéquate à leurs besoins de base. (*Remarque : Ce risque peut être atténué en définissant une cohorte de référence de ménages qui se situe légèrement au-dessus du seuil de pauvreté, ce qui évite de reproduire les schémas de dépenses de ceux qui ne disposent pas de ressources suffisantes pour mener une vie digne. Si les dépenses de la cohorte située juste au-dessus du seuil de pauvreté sont toujours considérées comme inadéquates du point de vue des droits, l'alternative consiste à utiliser une approche hybride, détaillée ci-dessous).*

23. Husain, A. et al. (2020). Note d'orientation sur les paniers de dépenses minimum. https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000138831/download/.

APPROCHE BASÉE SUR LES DROITS	
AVANTAGES	**INCONVÉNIENTS**
• Considérée comme **représentative** des besoins réels dans toute leur diversité et des coûts réels de leur satisfaction. • Directement alignée sur **les normes mondiales et locales convenues**. • Un outil de **plaidoyer potentiel** lorsque la consommation réelle est inférieure aux niveaux recommandés par le MEB. • Utile dans les contextes où l'accès est restreint (en raison, par exemple, de l'insécurité ou d'une épidémie) ou lorsqu'il n'existe pas encore de données fiables sur les besoins ou les dépenses.	• La liste des articles idéaux pour le marché peut être correcte d'après les normes de Sphère mais irréaliste dans le contexte local en raison des habitudes d'utilisation de la population locale, de la disponibilité, etc. • Il existe un risque de déconnexion avec les normes et les habitudes de consommation locales. De nombreux besoins non-alimentaires sont souvent plus contextuels et ne sont pas faciles à ancrer dans un seuil spécifique et universel (par exemple, les normes Sphère de 2 100 kcal par personne et par jour). • Les normes Sphère offrent des normes globales très utiles pour la composition des paniers alimentaires, des paniers d'hygiène et des kits d'abris qui peuvent être traduits directement dans un MEB basé sur les droits. Pour d'autres secteurs, cependant, elles sont plus générales et ne fournissent pas d'indications aussi instantanément utilisables pour la composition du MEB. • Certaines normes ne sont pas faciles à convertir en articles ou services commerciaux spécifiques qui peuvent être incorporés dans un MEB (comme la norme sur les abris qui exige « une maison correctement ventilée, éclairée, à faible risque d'incendie, avec une zone ombragée pour cuisiner »).
(Le contenu de ce tableau est adapté de la Note d'orientation sur l'évaluation des besoins essentiels du PAM (2020)[24]	

UN EXEMPLE DE CARE ZIMBABWE EXTRAIT DE THE IMPACT OF CASH TRANSFERS ON RESILIENCE, 2017, P.9. [25]

Comment la conception d'un MEB ou d'un montant de transfert basé sur les dépenses peut mal refléter les coûts et les besoins réels des ménages.

« L'étude de cas du Zimbabwe a démontré que les montant de transfert ne reflétaient pas initialement les prix réels du marché pour les biens de consommation essentiels et de base. Par conséquent, l'impact risquait d'être fortement réduit. Notre analyse suggère qu'en raison de la manière dont les montants de transfert ont été calculées au Zimbabwe — en utilisant les dépenses moyennes des ménages en nourriture (du côté de la demande) et non les prix réels des aliments via des évaluations du marché (du côté de l'offre) — l'effet sur les dépenses par personne, les niveaux de consommation alimentaire et, à son tour, l'utilisation de stratégies d'adaptation négatives, est resté modeste et inégal.
En tant que tel, les transferts n'ont probablement pas réussi à renforcer la capacité d'absorption et d'adaptation autant qu'ils auraient pu faire s'ils avaient été calculés à l'aide d'une méthode différente, plus robuste, basée sur les prix réels du marché. »

24. Husain, A. et al. (2020). Note d'orientation sur l'évaluation des besoins essentiels. https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000138832/download/.
25. Jovanovic, V. (2017) *The impact of cash transfer on resilience: A multi-country study* https://insights.careinternational.org.uk/media/k2/attachments/CARE_The-impact-of-cash-transfers-on-resilience_2017.pdf CARE International, UK.

6.3 UN DÉBAT : PANIER DE DÉPENSES MINIMUM DE SURVIE VS PANIER DE DÉPENSES MINIMUM

*Un **panier de dépenses de survie minimum (SMEB)** est un sous-ensemble du montant inférieur du **panier de dépenses minimum (MEB)**. Un **SMEB** nécessite d'identifier et quantifier les biens et services qui assurent uniquement les besoins de survie minimum à court terme d'un ménage. La définition du seuil de survie et la différenciation entre le panier de dépenses minimum et le panier de biens et services ne sont pas des processus normalisés. Bien qu'une MEB puisse être utilisée pour plusieurs raisons politiques, techniques et/ou financières, il est sans doute préférable (y compris à des fins de plaidoyer) de développer un MEB complet qui permette aux populations de satisfaire tous les **besoins de base** et les normes de vie minimales. Ensuite, si nécessaire en raison d'un financement ou d'autres contraintes, développer un **montant de transfert** final qui ne couvre qu'une partie de l'écart.*

Glossaire du CALP Network, 2022

L'une des questions les plus complexes et les plus controversées dans l'élaboration d'un MEB est la définition de ce qui constitue le « minimum » ou les « besoins de base ». Tous les facteurs évoqués ci-dessus influeront sur la décision quant aux produits ou services à inclure dans le MEB et la décision finale variera selon les contextes et les situations d'urgence. Dans certains cas, pour des raisons techniques, politiques et/ou financières, le personnel humanitaire a défini un **panier de dépenses de survie minimum (SMEB)**, c'est-à-dire un panier dont le montant est inférieur à celui calculé à l'aide du MEB. L'utilisation et la validité de ces paniers ont fait l'objet de nombreux débats au cours de la dernière décennie. Il est donc important, dans tout processus MEB, que les parties prenantes comprennent la différence entre les SMEB et les MEB, ainsi que les raisons pour lesquelles les deux peuvent être proposés et utilisés. Les deux se définissent comme suit :

- **Le MEB :** Biens et services permettant de satisfaire les **besoins de base et au niveau de vie minimum sans recourir à des stratégies d'adaptation négatives** ou compromettre la santé, la dignité et les biens de subsistance essentiels des personnes à long terme.
- **Le SMEB :** Biens et services permettant de satisfaire **les besoins de survie de base** à court terme.

POINT DE VUE DU CALP

Les SMEB ne représentent pas les meilleures pratiques. Pour cette raison, le terme lui-même a été retiré du glossaire du CaLP en 2017. Il a été réintégré en 2018 puisque l'utilisation des SMEB se poursuivait dans le cadre de nombreuses interventions et qu'il était nécessaire de refléter cette réalité. Il est préférable d'élaborer un MEB qui permette aux bénéficiaires de l'assistance de satisfaire tous leurs besoins fondamentaux et les niveaux de vie minimums sans recourir à des stratégies d'adaptation négatives, puis, si nécessaire en raison d'une insuffisance de financement, d'élaborer un montant de transfert final qui ne couvre qu'une partie de l'écart calculé. Celles et ceux qui se trouvent dans cette situation doivent faire preuve de transparence et documenter clairement les raisons pour lesquelles il est impossible de couvrir la totalité de l'écart avec les ressources disponibles. Le fait de lier ces calculs d'écart et de montant de transfert à une définition globale acceptée du MEB peut permettre aux GTTM de continuer à utiliser ce MEB à des fins de plaidoyer pour souligner la gravité de la situation.

RESSOURCES

Note d'orientation sur l'évaluation des besoins essentiels du PAM[26]

26. Husain, A. et al. (2020). Note d'orientation sur l'évaluation des besoins essentiels. https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000138832/download/.

7. INCLURE LES BESOINS SECTORIELS ET INTERSECTORIELS

CE CHAPITRE TRAITE :

- Un aperçu des types de dépenses possibles pour les besoins sectoriels et non-sectoriels que nous pouvons prendre en compte dans un MEB.
- Orientations sur les éléments et la façon de les inclure et des ressources clés.

7.1 INCLURE LES BESOINS SECTORIELS ET INTERSECTORIELS

« Les TM ne peuvent en aucun cas traiter tous les obstacles à une alimentation équilibrée et à un environnement sain. Les TM sont bien mieux adaptés pour s'attaquer aux obstacles économiques à une nutrition équilibrée du côté de la demande et, pour être efficace, ils doivent s'appuyer sur des systèmes fonctionnels et accessibles (par exemple, les marchés alimentaires ou les services de santé) du côté de l'offre ».

(Durr, 2020) [27]

Parce que l'architecture humanitaire est structurée en secteurs et en clusters et que les humanitaires sont généralement régis par des mandats spécifiques à un secteur ou à un groupe, on a tendance à se concentrer sur les dépenses sectorielles et à supposer que la somme de celles-ci correspond à l'ensemble des besoins de base. Cependant, comme la plupart des processus MEB sont entrepris pour orienter la sélection des montants de transfert monétaires à usages multiples (TMUM), il est important d'aller au-delà de l'approche sectorielle habituelle pour inclure les besoins intersectoriels.

Si les besoins fondamentaux des ménages ne sont pas couverts, il sera difficile d'obtenir des résultats sectoriels. C'est une des raisons pour lesquelles il est si important de consulter et d'écouter les communautés affectées et d'inclure les besoins qu'elles mentionnent dans un MEB. Les personnes affectées par la crise ne conceptualisent pas l'ensemble de leurs besoins en termes de paniers sectoriels. Ainsi, si des TMUM ne sont pas suffisants pour couvrir les dépenses nécessaires, elles utiliseront les fonds pour répondre à leurs besoins les plus urgents plutôt qu'aux priorités sectorielles.

Lorsqu'il est réellement polyvalent, un MEB peut contribuer à la conception des TMUM inter-agences et à l'amélioration du bien-être global des ménages. En plus de cela, des interventions complémentaires ou « compléments » spécifiques au secteur peuvent être ajoutées. Les acteurs des TM doivent toujours être conscients que lorsqu'il s'agit de besoins sectoriels, les **TM doivent soutenir les résultats sectoriels**. Par conséquent, il arrive souvent que les TMUM ne soient pas la meilleure réponse en raison de la nature des besoins sectoriels. Ainsi, les besoins en matière de santé peuvent entrer dans cette catégorie, car ils sont souvent imprévisibles, inabordables et nécessitent un contrôle de la qualité de l'offre de soins de santé ; dans ce cas, les coupons se sont avérés être un mécanisme de liaison utile entre les besoins de santé individuels et les soins de santé de qualité, souvent accompagnés d'espèces pour les coûts de santé indirects.

En théorie, les défis concernant les TMUM et les résultats spécifiques au secteur peuvent être abordés à l'aide de plusieurs outils, notamment :

- Le guide et la boîte à outils pour l'évaluation des besoins de base (BNA)[28] comporte une liste pratique et complète des besoins récurrents et ponctuels, ventilés par secteur (BNA, p. 16 et 17).
- L'analyse et la planification des options de réponse (ROAP) du Consortium de capacité de réponse améliorée (CRA) 2018 comporte des feuilles de calcul utiles par secteur.
- PAM (2020) Note d'orientation sur le panier de dépenses minimales, p19-20[29].

Les solutions potentielles qui ont été testées pour surmonter les défis de la conception de paniers sectoriels comprennent :

27. Durr, A. 2020 *Case study: Documentation of experiences using CVA for nutrition outcomes in Nigeria* https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Case%20study%20-%20Documentation%20of%20experiences%20using%20CVA%20for%20nutrition%20outcomes%20in%20Nigeria.pdf
28. Enhanced Response Capacity (ERC) Consortium for the Uptake of MPG's. (2018) *Response Options Analysis and Planning (ROAP)* https://www.calpnetwork.org/wp-content/uploads/2020/03/response-option-analysis-planning-guidefinal-1.pdf
29. Husain, A. et al. (2020). Note d'orientation sur les paniers de dépenses minimum. PAM. https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000138831/download/.

PROBLÉMATIQUE	DESCRIPTION	AVANTAGES	INCONVÉNIENTS
Paquet minimum de soutien	Reflète un ensemble limité de services et de produits connexes pour un ménage moyen et des estimations de leurs coûts.	Définit un seuil minimum pour chaque secteur équivalent aux 2 100 kcal par personne et par jour de la sécurité alimentaire. Les besoins qui sont identifiés mais qui ne peuvent pas être inclus dans le MEB doivent être couverts dans le cadre du cash plus (services et nature).	Il ne correspond pas à certains besoins et les dépenses ne sont pas moyennes. Il mélange des dépenses ponctuelles importantes et fréquentes avec des dépenses plus fréquentes.
Ensemble minimal de mesures de soutien ventilé par groupes cibles spécifiques	Reflète un ensemble limité de services et de produits connexes pour des groupes cibles spécifiques et des estimations de leurs coûts, liés aux besoins d'un ménage moyen.	Distingue les dépenses ponctuelles et récurrentes. Il fournit des points d'entrée pour lier les paiements au moment où certaines personnes ont besoin d'utiliser un service, et le montant lié à ce dont elles ont besoin.	L'estimation des coûts unitaires pour traduire la proportion de la MEB en montants de TMUM reste un défi.
Alignement avec le seuil de pauvreté	Utilise comme référence les données gouvernementales sur les dépenses minimales basées sur la composition du panier approuvé par le gouvernement. Les données sur le revenu moyen sont utilisées pour déterminer le montant du transfert recommandé.	Assure la complémentarité et minimise toute perturbation à long terme, le gouvernement étant le premier responsable de ses propres citoyens, y compris les personnes déplacées internes (PDI).	Les données gouvernementales peuvent ne pas être fiables ou applicables aux populations marginalisées. Si le MEB dépasse le salaire minimum local, le gouvernement peut s'inquiéter de la façon dont la population locale non affectée par la crise le percevra.
Pourcentage de l'allocation de dépenses	Sur la base de l'analyse de l'évaluation des personnes, définit un pourcentage pour les paniers sectoriels par rapport au MEB total.	La base du calcul est axée sur la demande, ce qui garantit son caractère réaliste. Elle peut être recoupée avec des normes fondées sur les droits.	Le fait de ne refléter que les dépenses courantes risque de ne pas laisser suffisamment de place aux dépenses de renforcement de la résilience.

Adapté du projet de texte sur les MEB du Cluster santé

7.2 ORIENTATIONS CONCISES ET RESSOURCES CLÉS POUR LES DIFFÉRENTES CATÉGORIES DE DÉPENSES COUVRANT LES BESOINS DE BASE

La section ci-dessous comprend des conseils synthétiques et des ressources clés pour les différentes catégories de dépenses à inclure dans un MEB. Ce qui est présenté n'est qu'une synthèse de discussions actuelles plus détaillées et a été développé avec la supervision du cluster ou du chef de file concerné et des ressources clés pour des besoins de base particuliers.

BESOINS DE BASE

COMMUNICATIONS

CE QUE NOUS AVONS

Les coûts des communications peuvent être essentiels dans de nombreuses situations d'urgence, car ils permettent aux populations de recevoir des informations vitales et de rester en contact avec leur famille lorsqu'ils sont déplacés. Les coûts de communication sont estimés en utilisant un moyen généralement accepté de déterminer les besoins mensuels moyens des ménages et de les chiffrer.

COMMUNICATIONS DANS LE NORD DE LA SYRIE SMEB, 2016

La communication peut être une caractéristique de certains MEB car de nombreuses personnes touchées par la crise la considèrent comme un besoin de survie. Dans le nord de la Syrie, la communication a été ajoutée comme un besoin essentiel pendant le processus d'examen du MEB en raison du nombre élevé de familles qui ont été déplacées de leurs maisons et/ou qui dépendent de parents dans d'autres endroits, à l'intérieur ou à l'extérieur de la Syrie. Les cartes de données pour smartphones sont largement disponibles et, étant donné l'interruption des réseaux téléphoniques normaux, l'application mobile WhatsApp et d'autres services de messagerie Internet sont les plus utilisés.
Une carte d'un gigaoctet est facile à acheter et suffit à couvrir les besoins minimaux en communication pendant un mois.

BESOINS DE BASE

CRÉDIT / REMBOURSEMENT DE DETTES ET TRANSFERTS DE FONDS

RESSOURCES CLÉS

La Note d'orientation sur l'évaluation des besoins essentiels du PAM aborde la façon de traiter les questions relatives aux dettes dans les enquêtes réalisées auprès des ménages.

CE QUE NOUS AVONS

L'un des enseignements du tsunami asiatique de 2004 est que le crédit et le remboursement des dettes, tend à être un mécanisme d'adaptation important pendant les crises humanitaires. Les ménages lourdement endettés peuvent utiliser les transferts monétaires pour rembourser leurs dettes plutôt que pour acheter les biens prévus par l'organisme, ce qui est parfaitement accepté.
Lors du développement d'un MEB à des fins humanitaires, il est conseillé de considérer les achats et les paiements à crédit comme des dépenses, en particulier si l'endettement est très important dans la population cible. Cette inclusion ne doit pas être sectorielle mais incorporée dans le MEB comme des dépenses sectorielles/transversales ordinaires.
Cependant, l'épargne et le remboursement de la dette, et généralement les transferts de fonds, ne devraient pas être incorporés dans le MEB. Ils devraient déjà avoir été considérés comme des dépenses sectorielles/transversales ordinaires, indépendamment de la modalité de paiement.

Lorsqu'un transfert de fonds est reçu par un ménage, il est incorporé à l'ensemble des revenus ou des actifs du ménage. Le transfert envoyé peut généralement être utilisé pour payer tout type de dépense, de la même manière que n'importe quel autre revenu.

L'inclusion des transferts de fonds dans les calculs du MEB est loin d'être simple, mais comptabiliser les transferts de fonds comme des dépenses peut parfois avoir du sens. Il s'agit des cas où les populations réfugiées/migrantes vulnérables sur le plan socio-économique envoient systématiquement de l'argent à d'autres ménages et donnent la priorité à cet envoi sur la satisfaction de leurs besoins de base. Si cette dernière partie n'était pas vraie, le personnel humanitaire ne pourrait pas justifier de fournir de l'argent supplémentaire.

BESOINS DE BASE

ÉDUCATION

RESSOURCES CLÉS

Cristescu, D.T. (2019) Transferts monétaires en faveur de l'éducation en situation d'urgence – Rapport de synthèse et orientations

CE QUE NOUS AVONS

Les orientations du Cluster mondial Éducation sur l'inclusion des coûts de l'éducation dans le MEB ne sont pas disponibles. Néanmoins, certaines questions clés sont discutées ci-dessous.

Compléter les besoins de l'offre par un soutien ciblé de la demande. L'éducation ressemble beaucoup à la santé - la fourniture de services éducatifs du côté de l'offre est essentielle et les besoins varient considérablement entre les ménages, ce qui rend difficile l'établissement d'une moyenne. Il faudra s'entendre, lors de la mise en place du MEB, sur la manière de s'adapter aux variations entre les ménages pour faire face à ces coûts liés à la demande. Il est probable que l'élément éducation du MEB doit être radicalement repensé pour être utile à l'ESU, et aussi que les besoins des programmes ESU sont souvent si distincts de ceux d'une réponse TMUM que nous devrions penser en termes de compléments ESU plutôt qu'en termes d'inclusion totale dans le MEB.

Les MEB et l'éducation en situation d'urgence (ESU) — Les enseignements du Cluster mondial Éducation

Il existe d'importantes lacunes et incohérences dans la manière dont le montant du transfert est calculé pour les programmes TM pour l'ESU. Dans certains cas, les MEB n'incluent pas du tout les coûts de l'éducation, et lorsqu'ils sont inclus, ils consistent souvent en un coût moyen par ménage. Cela limite l'utilisation du MEB pour les programmes d'ESU, qui ciblent généralement les enfants d'âge scolaire. Selon Cristescu (2019), « La récurrence des dépenses, les objectifs du programme plus larges que l'éducation et incluant la prise en compte des préoccupations de protection telles que le travail des enfants ou l'acceptabilité influencent davantage le calcul du montant des transferts et doivent être pris en compte ». Pour en savoir plus à ce sujet, cliquez ici.

Les coûts d'éducation qui peuvent être incorporés dans le MEB incluent les frais de scolarité, les uniformes, les manuels et cahiers, les fournitures scolaires, le transport, les frais de repas, etc. Certains de ces éléments, comme les cahiers et les fournitures scolaires, peuvent être facilement contrôlés. Cependant, il n'est généralement pas considéré comme une bonne pratique pour l'élément éducation du MEB de se concentrer uniquement sur ces éléments.

Il peut être difficile d'estimer le montant des autres coûts éducatifs, car les frais et les coûts peuvent varier considérablement d'une école à l'autre (même dans la même localité) et d'un enfant à l'autre (selon l'âge). Certains élèves ou écoles peuvent avoir accès à du matériel ou à des repas gratuits, alors que dans certains pays, les écoles ne demandent aucun frais. En outre, certains élèves peuvent vivre à distance de marche de leur école, tandis que d'autres peuvent avoir des frais de transport plus élevés.

BESOINS DE BASE

ÉNERGIE

RESSOURCES CLÉS

Pour plus d'informations, de recherches, de boîtes à outils et d'apprentissage sur l'énergie dans les programmes humanitaires, veuillez vous référer à l'initiative Moving Energy. Pour obtenir un soutien et accéder à des outils sur la réalisation d'évaluations énergétiques, veuillez consulter le manuel de Mercy Corps et Women's Refugee Commission Inclusive-Energy-Access-Handbook-2020.pdf (pcdn.co), p. 35.

CE QUE NOUS AVONS

Il est impératif d'inclure l'énergie dans le MEB. L'énergie est un besoin fondamental et essentiel à la vie quotidienne des populations. Elle est également une condition préalable à plusieurs résultats sectoriels tels que la préparation des repas, le chauffage, l'éclairage, la santé et l'éducation. Exclure l'énergie peut conduire les populations à vendre l'assistance ou à redéfinir les dépenses en espèces pour l'achat d'énergie, à utiliser des sources de collecte d'énergie non durables et non hygiéniques et qui peuvent entraîner des risques pour les femmes et les enfants puisqu'ils sont le plus souvent responsables de la collecte du combustible. L'inclusion de l'énergie dans les calculs du MEB libère un temps considérable pour les personnes chargées de la collecte du combustible.

Pour intégrer l'énergie dans le MEB :

- Réalisez une analyse des besoins et une enquête sur les dépenses pour vérifier les habitudes de consommation et les besoins et coûts énergétiques liés à l'éclairage, la cuisine, le chauffage, la recharge du téléphone, etc ;
- Vérifiez les normes de Sphère (approche basée sur les droits) ; et
- Vérifiez les données secondaires et estimer les coûts énergétiques.

BESOINS DE BASE

SERVICES FINANCIERS

CE QUE NOUS AVONS

Les dépenses liées aux services financiers, comme les frais de services et de cartes bancaires, doivent être incluses dans les dépenses de consommation des ménages, car il s'agit de frais de consommation de services. Ceci est particulièrement important si ces frais sont nécessaires pour accéder aux TM humanitaires et ne seront pas couverts par l'organisme.

BESOINS DE BASE

ALIMENTATION

RESSOURCES CLÉS

Programme Alimentaire Mondial (PAM), 2020, *Note d'orientation sur le panier de dépenses minimum*

Programme Alimentaire Mondial (PAM), 2020, *Note d'orientation sur l'évaluation des besoins essentiels*

Le Manuel Sphère : La Charte humanitaire et les standards minimum de l'intervention humanitaire[30]

FSC Cluster/Cash and Markets Working Group (2020) Exemples et bonnes pratiques sur l'utilisation des TMUM dans le secteur de la sécurité alimentaire[31]

CE QUE NOUS AVONS

L'alimentation est l'élément le plus important de la majorité des MEB et il existe des normes Sphère régissant la composition nutritionnelle des paniers alimentaires qui peuvent et doivent être appliquées à la composante alimentaire du MEB. Grâce aux efforts du PAM, la sécurité alimentaire est le secteur qui a développé les orientations les plus complètes en matière de MEB.

Les orientations du PAM suggèrent de définir le panier alimentaire en suivant les étapes suivantes :

1. Calculer les dépenses alimentaires moyennes (médianes) par groupe ou article alimentaire. Si un panier de référence explicite avec des quantités n'est pas nécessaire, arrêtez-vous ici et utilisez simplement les dépenses comme panier alimentaire.

2. Estimer les quantités consommées (en divisant les dépenses par les prix, ou directement à partir des données si elles contiennent des quantités consommées).

3. Vérifiez les quantités obtenues et envisagez une mise à l'échelle pour répondre aux normes Sphère.

4. Fixer le prix du panier en utilisant les prix du marché ou dérivés des données du ménage.

Pour des informations plus détaillées sur les différentes approches de la conception de l'élément alimentation du MEB et du calcul de son coût, voir le guide du PAM sur le MEB (p. 15-18).

30. https://handbook.spherestandards.org/en/sphere/#ch001
31. https://fscluster.org/cash-and-markets-working-group/document/examples-and-good-practices-use-multi

BESOINS DE BASE

SANTÉ

RESSOURCES CLÉS

Site Web du Cluster mondial sur la santé : http://www.who.int/health-cluster/about/work/task-teams/cash/en/

Groupe de travail sur l'assistance en espèces du Cluster mondial sur la santé et OMS. (2020) Inclusion des dépenses de santé dans le MEB | Cash Learning Partnership (calpnetwork.org)

Groupe de travail sur l'assistance en espèces du Cluster mondial sur la santé et OMS. (2022) Rôle des transferts monétaires pour la santé : Utiliser le cadre de santé pour déterminer les interventions appropriées

UNHCR. (2015) Interventions monétaires pour les programmes de santé dans les camps de réfugiés. Une Étude

ODI. (2011) Repenser les transferts monétaires pour promouvoir la santé maternelle

PNUD. (2014) Transferts monétaires et prévention du VIH

CE QUE NOUS AVONS

Les ménages assumeront toujours un niveau de dépenses de santé, même lorsque des politiques sont en place pour que les services de santé soient fournis gratuitement dans les établissements publics. Comme la possibilité d'utiliser un service de santé en cas de besoin est un besoin fondamental, et que les ménages déclarent fréquemment avoir de telles dépenses, les **dépenses de santé devraient toujours être reflétées dans un MEB**.

Le calcul des besoins de santé pour un MEB est compliqué, même si les ménages ont toujours des dépenses liées à la santé et que les enquêtes de suivi montrent que la santé constitue une dépense importante pour les ménages.

L'accès aux soins de santé s'accompagne à la fois de **dépenses directes** (frais de consultation, d'admission, de diagnostic, de médicaments, etc.) et de **dépenses indirectes** (coûts de transport ou de personnel soignant) qui pourraient être incluses dans un MEB en tant que moyenne au niveau de la population. Cependant, il est beaucoup plus difficile de conceptualiser ces dépenses **au niveau des ménages** car les besoins de santé sont : a) individuels, b) le plus souvent imprévisibles, c) inégalement répartis entre les personnes ou les ménages, et d) inconstants dans le temps. La **pauvreté**, ainsi que les **différents types de prestataires de services**, publics et privés, compliquent encore les calculs. Nous ne devrions pas essayer d'extrapoler les coûts de santé à inclure dans un MEB (c'est-à-dire les besoins de santé) à partir des schémas de dépenses des personnes vulnérables, car les personnes et les ménages pauvres n'ont souvent pas les moyens de se payer des soins de santé de qualité et se passent donc de traitement ou retardent le traitement jusqu'à ce que la pathologie soit avancée et donc plus difficile et plus coûteuse à traiter – **les dépenses réelles ne reflètent donc pas leurs besoins de santé ou les coûts appropriés**. Le coût des services varie considérablement d'un traitement à l'autre, ainsi qu'en fonction de l'endroit où les personnes recherchent le service, car les prestataires de santé publique sont souvent subventionnés ou soutenus pour fournir des services essentiels gratuitement, tandis que les prestataires privés facturent toujours l'intégralité des coûts auquels s'ajoute une marge bénéficiaire. Les dépenses courantes ne tiennent généralement pas compte des dépenses catastrophiques (celles qu'un ménage ne peut vraiment pas se permettre, généralement estimées entre 10 et 25 % des dépenses mensuelles, et qui conduisent à des mécanismes d'adaptation négatifs pour la santé et d'autres besoins) causées par exemple par des accidents ou des pathologies soudaines et graves. Des dépenses de santé sont également effectuées pour des traitements qui ne devraient pas être pris en charge par le MEB, comme l'achat de médicaments potentiellement de qualité inférieure sur le marché, ou l'obtention de services auprès de guérisseurs traditionnels ou de prestataires non réglementés.

Lorsqu'il s'agit de calculer les MEB, comment les humanitaires doivent-ils procéder pour inclure les coûts compte tenu de ces défis ?
L'objectif devrait être de **concevoir d'abord des mécanismes permettant de payer les prestataires de soins pour un ensemble de services de santé prioritaires**. Les TM sectoriels, destinées aux patient·e·s pour le reste des coûts des services fournis par des prestataires qualifiés, y compris les coûts indirects, peut être un complément utile au paiement des prestataires de santé. En d'autres termes, nous devrions viser à réduire et minimiser les dépenses de santé dans le MEB et nous concentrer sur les approches ci-dessus qui réduisent les dépenses directes.

Différentes manières de calculer les dépenses de santé selon le Cluster mondial sur la santé :

- Inclure les primes d'assurance maladie des ménages dans le MEB lorsqu'elles existent, couvrir les dépenses supplémentaires pour les coûts exclus de l'assurance, commele transport. C'est la meilleure approche et elle est équivalente à l'approche basée sur les droits pour élaborer un MEB, car elle est basée sur l'accès à un ensemble de services prioritaires auprès de prestataires qualifiés présélectionnés en cas de besoin, y compris en ce qui concerne l'hospitalisation.
- S'il n'y a pas d'assurance maladie, utiliser les enquêtes sur les dépenses des ménages pour évaluer les dépenses actuelles des ménages en matière de santé, pour comprendre à quoi ces dépenses ont servi et apprendre auprès de quel fournisseur les services ou les biens ont été achetés. Indiquer la proportion de ménages qui consacrent plus de 10 % ou plus de 25 % de leurs dépenses totales à la santé (seuils des dépenses catastrophiques).
- Si les données disponibles sont rares ou inexistantes et qu'une estimation approximative des dépenses de santé est nécessaire, estimez qu'entre 5 % et 10 % des dépenses totales des ménages sont consacrées à la santé, puis adaptez vers l'estimation inférieure ou supérieure en fonction des données de suivi post-distribution (SPD) et du retour d'information des partenaires de santé sur la mesure dans laquelle les services et les coûts indirects sont progressivement subventionnés.

Conseils pour mener des enquêtes sur les dépenses de santé :

- Vérifiez les données déjà disponibles auprès des acteurs de la santé, notamment les besoins, les comportements et les habitudes de dépenses en matière de santé.
- Soyez précis afin de découvrir les obstacles financiers à l'accès à des services essentiels de qualité ; ventilez les dépenses par coûts directs et indirects, et par type de prestataire.
- La durée et le rappel sont importants. En effet, les dépenses de santé ont tendance à avoir des schémas très irréguliers.
- Tenir compte de la taille et de la composition du ménage ; celles-ci influent sur le pourcentage des dépenses totales consacrées à la santé.
- Calculer la proportion de ménages qui consacrent plus de 10 % et 25 % de leurs revenus à la santé.
- Lorsque cela est possible, les dépenses de santé déclarées doivent également être ventilées comme indiqué ci-dessus pour aider à choisir l'option la plus appropriée pour réduire la dépendance aux frais d'utilisation (c'est-à-dire réduire les dépenses de santé à la charge des ménages et donc réduire les dépenses de santé des ménages), via des mécanismes de paiement des prestataires, complétés par un TM spécifique à la santé. L'écart restant déterminera le montant des TMUM (voir Inclusion des dépenses de santé dans le MEB).

Éviter les erreurs et défis courants dans la conception de l'élément santé du MEB

- Éviter d'interpréter les besoins fondamentaux en matière de santé selon une approche ascendante. Les concepteurs du MEB peuvent, par exemple, trouver le « prix du marché » moyen de 3-5 médicaments courants, du traitement des 5 principales maladies, et/ou des services prioritaires tels que les accouchements, puis l'utiliser pour calculer les besoins moyens des ménages, en déclarant que chaque famille a besoin de ces articles et services X fois par mois. Cela ne reflète pas le fait que tous les ménages n'encourent pas ces coûts chaque mois, ni le fait que dans la plupart des contextes, les populations peuvent accéder à des services soutenus et subventionnés par le ministère de la Santé et/ou les partenaires humanitaires. Note : Lorsque vous utilisez les données sur les dépenses de santé dans le MEB pour concevoir un montant pour un programme TMUM ou une réponse visant à réduire les paiements directs pour la santé, veuillez consulter le document Inclusion des dépenses de santé dans le MEB et Analyse des options de réponse en matière de santé. p.18

BESOINS DE BASE

MOYENS DE SUBSISTANCE

RESSOURCES CLÉS

Aucune orientation précise n'est disponible mais vous pouvez consulter :

Emily Sloane. (2019) Beyond Basic Needs: Using Cash and Voucher Assistance to Support the Transition from Basic Survival to Livelihoods Recovery in a Resource-Strapped World International Rescue Committee

CE QUE NOUS AVONS

Les moyens de subsistance et de résilience ne sont souvent pas inclus dans le MEB ou ne le sont que de manière saisonnière ou complémentaire, à moins que le MEB n'inclue les moyens de subsistance et la résilience comme objectif spécifique. Cela s'explique par le fait que, dans la plupart des cas, le MEB ne prend en compte que les besoins essentiels dans les contextes humanitaires, et ne vise normalement pas à déterminer les efforts pour renforcer la résilience. Ainsi, si les moyens de subsistance sont inclus dans le MEB, c'est généralement pour le rétablissement des moyens de subsistance essentiels plutôt que pour les « investissements dans les moyens de subsistance » liés au développement. Toutefois, le débat sur l'inclusion de tout aspect lié aux moyens de subsistance se poursuit.

Les MEB peuvent être construits pour couvrir une progression des besoins allant de la survie au rétablissement des moyens de subsistance et au renforcement de la résilience. Un MEB visant le rétablissement des moyens de subsistance ou le renforcement de la résilience doit aller au-delà de la capture de tout ce dont les populations ont besoin pour satisfaire aux besoins prioritaires mensuels, pour inclure les besoins essentiels au maintien de la capacité du ménage à poursuivre ses stratégies habituelles de subsistance et à rester résilient à long terme. Les besoins liés aux moyens de subsistance et à la résilience peuvent couvrir des investissements tels que l'achat d'actifs, mais aussi des éléments intangibles tels que les biens et services qui ne peuvent pas être obtenus sur les marchés (comme les soins de santé, les frais des vendeurs, les frais de documentation et/ou d'enregistrement des entreprises). Cette approche plus large d'un MEB peut permettre au personnel humanitaire de développer une meilleure compréhension des besoins et de leur progression et est particulièrement utile dans les contextes de crises prolongées.

Dans les zones où l'agriculture constitue une activité de subsistance importante pour le groupe cible, et a été affectée par un choc ou une urgence, les praticien·ne·s peuvent envisager d'inclure les coûts ponctuels liés aux semences dans leur conception du MEB. Il s'agit d'une considération particulièrement importante lorsque l'accès aux semences est une priorité immédiate pour les ménages affectés. Bien que les semences ne doivent pas être considérées dans le MEB comme un besoin mensuel récurrent, l'accès aux semences est essentiel pour un rétablissement rapide et doit donc être considéré, en fonction du contexte, comme un ajout saisonnier aux besoins récurrents. Dans de telles situations, les besoins en semences ne seraient pris en compte que dans le calcul d'un montant de TMUM ou pour un « complément » sectoriel à des moments précis de l'année. La décision d'inclure les coûts liés aux semences doit tenir compte de plusieurs facteurs, notamment la disponibilité de semences appropriées que les ménages affectés peuvent acheter localement[32], les pratiques agricoles habituelles du groupe cible (en termes de type de semences, de taille de terrain, etc.), et si l'accès aux semences est une priorité pour les ménages affectés. Le personnel humanitaire doit consulter des spécialistes de l'agriculture dans leurs organisations ou passer par le Cluster sécurité alimentaire et agriculture ou un groupe de travail équivalent pour effectuer un calcul approprié.

32. Les semences ou « semences potentielles » de variétés adaptées localement sont souvent disponibles via un système semencier informel, auprès d'autres agriculteurs ou de commerçants. Les semences certifiées de variétés améliorées peuvent également être disponibles via un système de semences formel, auprès de marchands d'engrais agricoles.

BESOINS DE BASE

CE QUE NOUS AVONS

NUTRITION

RESSOURCES CLÉS

Durr, A. (2020) *Evidence and Guidance Note on the Use of Cash and Voucher Assistance for Nutrition Outcomes in Emergencies, Global Nutrition Cluster*

Il n'existe actuellement aucune orientation du Cluster Nutrition pour la programmation du MEB mais des préoccupations assez importantes concernant la qualité de l'élément alimentaire du MEB du point de vue de la nutrition. *Cette section s'inspire des travaux de Durr, A. (2020)*.
Comme il existe des MEB, des paniers alimentaires minimums (PAM) et des montants de transfert harmonisés pour les transferts monétaires aux ménages dans la plupart des contextes humanitaires, les praticien·ne·s de la nutrition doivent utiliser les MEB/PAM et les montants de transfert existants et contextualisés. Ils doivent les ajuster en fonction des objectifs du programme et, si nécessaire, plaider pour des ajustements afin de refléter une optique nutritionnelle plus forte. Notant que le PAM peut être un panier de dépenses autonome ou être considéré comme la composante alimentaire d'un MEB, les praticien·ne·s de la nutrition peuvent être plus soucieux de s'assurer (Durr, 2020, p.43) que les deux sont conçus pour répondre aux besoins en macro- et micro-nutriments des ménages ou des personnes : « En plus des aliments de base, le PAM doit également contenir des fruits, des légumes et des produits de source animale appropriés au niveau local ».

Les considérations nutritionnelles sont souvent insuffisamment prises en compte. Une analyse des MEB pour la Somalie et le Nigeria réalisée dans le cadre des études de cas (pour la note d'orientation, Durr, 2020) a révélé que les éléments alimentaires proposés ne couvrent pas la plupart des micronutriments sur la base des besoins moyens de la population (Durr, 2020, p. 43). Par conséquent, le Cluster Nutrition en Somalie a mis en place un groupe de travail pour revoir l'élément alimentation du MEB afin de s'assurer qu'il reflète mieux les besoins en micro-nutriments.

« En réalité, le PAM est souvent basé sur les besoins caloriques des ménages moyens et ne permet pas d'accéder à une alimentation nutritive » (Durr, 2020, p. 43) est un problème clé identifié par les praticien·ne·s de la nutrition. Il s'inscrit dans la discussion sur la manière de répondre aux besoins individuels (plutôt qu'à ceux des ménages). Comment résoudre ce problème ? Le secteur de la nutrition recommande que « les outils CotD et NutVal puissent servir de base à la composition d'un PAM nutritif. Ils peuvent également prendre en compte la composition du ménage et les besoins nutritionnels spécifiques des membres vulnérables du ménage, tels que les femmes enceintes et allaitantes, les enfants ou les adolescentes.

BESOINS DE BASE

CE QUE NOUS AVONS

AUTRES DÉPENSES

Certains MEB ajoutent un pourcentage pour les « autres » dépenses, qui peuvent couvrir une gamme de besoins de base. Il n'y a pas de critères établis pour définir quels types de dépenses sont considérés comme « autres » ou quelle part du panier cet élément doit constituer, ce qui varie donc beaucoup selon le contexte. Dans certains cas, une carte SIM (qui peut être perçue comme un coût de communication ou un coût financier, si elle est utilisée pour accéder à des paiements) et les frais de transport sont incorporés comme « autres ».

BESOINS DE BASE

PROTECTION

RESSOURCES CLÉS

Consultez les ressources disponibles sur le site Web : Protection et transferts monétaires | Cash Learning Partnership[33] (calpnetwork.org)

ERC/UNHCR. (2015) Guide pour la protection dans le cadre des interventions monétaires[34] et au sein des documents :

Conseils pour la protection dans le cadre des interventions monétaires [35]

Outil d'analyse des risques et des avantages de la protection [36]

CE QUE NOUS AVONS

Les dépenses liées à la protection varieront considérablement selon le contexte et les cas et devront en fin de compte être analysées au niveau local. Elles peuvent être très difficiles à définir car la protection inclut la garantie d'un accès adéquat à **l'assistance de protection** (qui désigne un ensemble très large d'activités et de services) et à **l'assistance individuelle**. Lorsque l'on cherche à prendre en compte les considérations de protection dans la conception du MEB, il est important de regarder :

- **Les principaux risques de protection** (tels qu'identifiés par une évaluation de la protection/des risques spécifique au contexte) et les causes économiques profondes associées (comme le risque de travail des enfants causé par la pauvreté économique, parmi d'autres moteurs/causes) qui nécessitent une assistance régulière afin d'être traités.
- **Les principaux coûts/dépenses de protection** (tels que l'accès aux services) qui peuvent être ponctuels (tels que chirurgie ou certificat de naissance) ou récurrents (comme conseil).

S'attaquer aux causes profondes des risques de protection via les TM

- Les résultats de l'évaluation de la protection/des risques indiqueront quels risques de protection (tels que le travail/exploitation des enfants, la séparation familiale, l'exploitation sexuelle) sont partiellement/entièrement associés à une ou plusieurs causes économiques (causes profondes). Par exemple, dans le cas du travail/de l'exploitation des enfants, la cause économique profonde est que les familles manquent de moyens financiers pour répondre à leurs besoins fondamentaux et ont recours au travail des enfants comme stratégie d'adaptation négative pour générer des revenus.

- L'octroi de TM réguliers destinés à satisfaire aux besoins de base des ménages peut contribuer à réduire certains risques et cas de protection. Ainsi, dans le cas de l'exemple du travail/exploitation des enfants, les TM devraient signifier qu'une famille n'a plus besoin d'envoyer ses enfants travailler pour satisfaire ses besoins fondamentaux.

- Les TM peuvent être fournis de manière **préventive** (comme pour réduire la présence et la nocivité des risques de protection dans l'exemple du travail/de l'exploitation des enfants ci-dessus) ou de manière **réactive** (comme pour répondre à un risque/un cas de protection) lorsque, par exemple, lorsque les TM sont versés à une survivante de violences domestiques pour lui permettre de cesser d'être économiquement dépendante de l'auteur des violences.

- La protection fonctionne souvent mieux avec des **activités complémentaires** (« + ») à la fourniture de TM. Il s'agit notamment d'activités non liées à la protection (comme les services de subsistance) et d'activités de protection (comme le soutien psychosocial ou juridique, les services de santé mentale).

Il peut y avoir d'autres **dépenses d'urgence, ponctuelles ou récurrentes de non-consommation liées à la protection** qui doivent être incluses dans le MEB. Il s'agit notamment des dépenses suivantes :

33. https://www.calpnetwork.org/fr/themes/sector-specific-cva/protection-and-cash-and-voucher-assistance/
34. https://www.calpnetwork.org/fr/publication/guide-pour-la-protection-dans-le-cadre-des-interventions-monetaires/
35. https://www.calpnetwork.org/publication/tips-for-protection-in-cash-based-interventions/
36. https://www.calpnetwork.org/publication/protection-risks-and-benefits-analysis-tool/

- Frais de transport pour permettre l'accès aux services de protection
- Frais de communication (téléphone/internet) pour recevoir des informations et rester en contact avec les membres de la famille.
- Les coûts liés à l'obtention de documents légaux tels que les copies de documents égarés, les permis de travail, l'enregistrement des naissances, etc.
- Le loyer/logement est également important du point de vue de la protection. Dans certains cas, les coûts de loyer seront pris en compte dans les MEB de base; dans d'autres cas, ils devront être inclus comme un complément pour atténuer ou traiter les risques de protection. Par exemple, une survivante de violence basée sur le genre (VBG) qui doit fuir son domicile : dans ce cas, il est essentiel d'envisager des options d'hébergement à la fois temporaires et à plus long terme (car sans options à plus long terme, les survivantes n'accepteront pas toujours de quitter leur domicile, même si l'agresseur est toujours là).

La décision d'inclure ou non les coûts de protection dans un MEB doit tenir compte des éléments suivants :

- Discuter de la manière de signaler et de suivre les dépenses liées à la protection avec les spécialistes de la protection, et les communautés affectées, et recueillir les tendances à partir des évaluations de protection existantes. Déterminer si ces dépenses sont récurrentes ou ponctuelles.
- Faire participer les organisations locales travaillant dans le domaine de la protection (organisations dirigées par des femmes, organisations spécialisées dans la lutte contre la VBG, etc.
- Certaines dépenses liées à la protection peuvent chevaucher les préoccupations d'autres secteurs (santé ou WASH). Coordonnez avec ces groupes pour vous assurer qu'il n'y a pas de duplication.

BESOINS DE BASE

ABRIS

RESSOURCES CLÉS

ECHO. (2016) Thematic Policy Document Shelter and Settlements: https://www.humanitarianlibrary.org/resource/dg-echo-thematic-policy-document-shelter-and-settlements-0

Markets in Crises Community of Practice/ Global Shelter Cluster's Shelter, Cash and Markets Community of Practice. (2022) A Market-Based Programming (MBP) and Shelter

IFRC. (2020) Step-By-Step Guide for Rental Assistance to People Affected by Crises. Voir les pages 103-4

IFRC Abris, hébergement et relèvement : https://www.sheltercluster.org/shelter-and-cash-working-group/documents/international-federation-red-cross-shelter-and-settlements

Save the Children/Cluster Abris. Analyse du marché du travail (coûts de travail associés à la construction) : https://www.sheltercluster.org/shelter-and-cash-working-group/documents/draft-consultation-labour-market-analysis-support

Page Web du Groupe de travail sur les abris et les espèces pour consulter des exemples spécifiques par pays : https://www.sheltercluster.org/shelter-and-cash-working-group/library/guidance

Pour échanger des idées et en apprendre davantage : https://sheltercluster.org/community-practice/shelter-cash-and-markets-community-practice

Conseils sur la monétisation dans la réponse humanitaire Shelter/ Articles non-alimentaires (ANA) en Ukraine : https://www.sheltercluster.org/ukraine/documents/guidance-monetization-shelternfi-humanitarian-response-ukraine

https://handbook.spherestandards.org/fr/sphere/#ch001

Pour consulter d'autres ressources, voir la page Communauté de pratique Shelter, Cash and Markets : https://sheltercluster.org/community-practice/shelter-cash-and-markets-community-practice

CE QUE NOUS AVONS

Les abris constituent un élément complexe à intégrer dans les MEB. En effet, non seulement les ménages touchés par la crise dépendent généralement de plusieurs types d'abris, qui ne sont pas tous de qualité adéquate, mais ils obtiennent également leurs abris par différents moyens. Chacun d'entre eux peut potentiellement encourir différentes dépenses, de la réception de tentes de la part des humanitaires à la location d'espaces existants en passant par la réparation ou la reconstruction de leurs propres maisons. Sans une solide connaissance des besoins locaux en matière d'abris, il est difficile de définir quels éléments doivent être inclus dans un MEB ou s'ils peuvent être monétisés. Par ailleurs, les besoins liés aux abris peuvent être réguliers (comme le paiement des loyers, des services publics) ou irréguliers (tels que les réparations, la construction, les améliorations). Selon la dynamique locale, il peut ne pas être approprié d'incorporer ces coûts irréguliers comme un type de dépense récurrent dans un MEB.

L'inclusion des coûts de logement et de loyer dans certains contextes, en particulier dans les pays développés et à revenu intermédiaire, peut rendre l'élément logement du MEB très importante par rapport aux autres coûts. Dans certains contextes d'urgence ou de catastrophe, tels que les inondations, les tsunamis ou les dommages liés aux conflits qui détruisent certaines maisons et n'en affectent pas d'autres, le besoin d'abris peut être très spécifique à un lieu ou à un ménage. Dans de tels cas, des compléments peuvent être envisagés pour les ménages éligibles au lieu d'incorporer les coûts de réparation ou de construction dans le MEB. Quelle que soit la situation, il est crucial de s'assurer que les dépenses de logement sont reflétées de manière réaliste dans les MEB. Ce processus comprend la définition des besoins qui doivent être satisfaits par d'autres moyens, par exemple une assistance en nature ou un soutien technique spécifique pour la réparation, la reconstruction ou la construction, afin de garantir des solutions d'hébergement sûres et dignes. Il est essentiel de collaborer étroitement avec des experts techniques en matière d'abris pour déterminer si, et comment, les dépenses liées aux abris doivent être incluses dans un MEB dans un contexte particulier.

BESOINS DE BASE

TRANSPORT

CE QUE NOUS AVONS

Les coûts de **transport** sont estimés en déterminant les besoins mensuels moyens des ménages pour tous les usages. Il est difficile d'estimer les coûts moyens pour les différents membres du ménage, mais le transport constitue souvent un élément important des coûts d'accès à l'emploi, à la santé, à l'éducation, aux activités génératrices de revenus ou aux marchés de biens et de services, qui peuvent tous augmenter considérablement après une crise.
Les meilleures pratiques suggèrent d'inclure un élément transport distinct dans le MEB pour couvrir, approximativement, tous les besoins intersectoriels, car les nombreuses raisons pour lesquelles les populations utilisent les transports ne correspondent pas à des catégories sectorielles précises. L'expérience de différents contextes a montré qu'il est souvent plus facile de prendre en compte les coûts de transport dans les dépenses d'éducation et de santé parce que celles-ci sont plus régulières et/ou faciles à identifier.

Lorsque les populations peuvent avoir des préférences multiples pour des articles ou des services, les concepteurs du MEB choisissent généralement l'option la moins chère considérée comme couramment utilisée et sûre. Dans le cas du transport, les résidents locaux peuvent avoir des options telles que prendre un taxi ou un bus ; dans ce cas l'option la moins chère doit être sélectionnée, tant qu'elle ne pose pas de problème de protection. Les considérations de sécurité signifient que dans certaines situations critiques (comme en présence d'Ebola ou de la COVID-19), les transports publics partagés peuvent commencer à présenter un risque inacceptable et nécessiter une révision de l'évaluation des besoins de transport. Dans certains contextes, le personnel humanitaire peut décider si l'élément transport d'un MEB doit inclure le transport privé, c'est-à-dire le coût du carburant du véhicule, pour accéder aux lieux de travail, aux marchés, aux hôpitaux ou aux écoles.

BESOINS DE BASE

EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE (WASH)

RESSOURCES CLÉS

Groupe de travail technique du Cluster mondial WASH. (2021) Guidance on Market Based Programming for Humanitarian WASH Practitioners

Barbiche, J.C. et Collins, O.F. (2020). Evidence Building for Cash and Markets for WASH in Emergencies. esp pp 34 & 117

Cluster mondial WASH https://www.washcluster.net/node/30281

Cluster WASH. (2016) Cash and Markets in The WASH Sector: A Global Wash Cluster Position Paper

Indicateurs de résultats des transferts monétaires à usages multiples et orientations[2] (Section WASH) Groupe de travail du Grand Bargain sur les transferts monétaires)

Voir aussi les Normes Sphères https://handbook.spherestandards.org/en/sphere/#ch001

CE QUE NOUS AVONS

Les TMUM peut contribuer à l'obtention de résultats WASH pour les ménages bénéficiaires dans le cadre d'une intervention d'urgence pour les sous-secteurs de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène en augmentant le revenu global des ménages et en permettant ainsi l'achat de biens et services WASH. Cependant, le Cluster mondial WASH considère qu'il est essentiel que certaines conditions soient remplies pour que les TMUM soient efficaces pour répondre aux besoins de base WASH aux normes humanitaires[1]. Les TMUM sont susceptibles de contribuer aux résultats WASH lorsque :

1. Les experts techniques WASH participent aux phases d'évaluation des TMUM, d'analyse des réponses, de conception et de suivi.

2. Le panier de dépenses minimum (MEB) dispose de ressources suffisantes.

3. Les bénéficiaires ont l'habitude d'acheter des biens et services WASH en quantité et qualité suffisantes sur les marchés locaux (qui peuvent varier considérablement entre les sous-secteurs et les biens et services concernés) et aucun autre mécanisme d'adaptation négatif n'est prévu (utilisation de l'eau de la rivière pour économiser de l'argent, pratique de la défécation en plein air, lavage des mains sans savon).

4. Les marchés WASH sont accessibles, notamment aux femmes, filles et groupes vulnérables.

5. Les marchés WASH fonctionnent et peuvent répondre de manière adéquate à une demande accrue de biens et services WASH.

Il existe un certain nombre de risques et de limites à l'utilisation des TMUM pour répondre aux besoins WASH. Si l'environnement n'est pas propice, l'utilisation autonome des TMUM ne suffira probablement pas à obtenir des résultats WASH, ce qui pourrait entraîner des problèmes de santé publique. Alors que les TMUM peuvent couvrir l'achat régulier et prévisible d'eau et d'articles d'hygiène ou le paiement des factures de services publics, il est peu probable qu'il soit utilisé pour l'achat de traitement de l'eau à domicile (TED), à moins que les ménages bénéficiaires n'ont l'habitude de le faire. Notez que lorsque le marché du logement est inadéquat et que les droits des locataires ne sont pas protégés, les bénéficiaires sont naturellement réticents à investir dans les infrastructures WASH, telles que l'amélioration des infrastructures d'approvisionnement en eau ou des sanitaires, de peur de voir les prix des loyers augmenter ou même d'être expulsés de leur logement.

Dans de nombreux contextes, il y a également un manque de demande pour des installations et des services d'assainissement améliorés. Par conséquent, les TMUM ne constituent pas la modalité la plus pertinente pour améliorer l'accès à un assainissement de qualité. Enfin, tous les bénéficiaires d'une région ou même d'une ville n'auront pas le même niveau d'accès financier, physique ou social aux biens et services WASH. La flexibilité en termes de modalité d'assistance, et potentiellement la combinaison de différentes modalités, est donc nécessaire pour maximiser la couverture et la probabilité d'atteindre les résultats WASH.

8. UTILISER UN PROCESSUS MEB POUR IDENTIFIER LES LACUNES ET LE MONTANT DES TRANSFERTS MONÉTARES

CE CHAPITRE EXPLIQUE PLUS EN DÉTAILS :

- L'écart entre les besoins et les ressources d'un ménage.
- L'utilisation du MEB pour calculer la somme (c'est-à-dire le montant du transfert) que les parties prenantes verseront aux bénéficiaires.

8.1 EXPLIQUER L'ÉCART

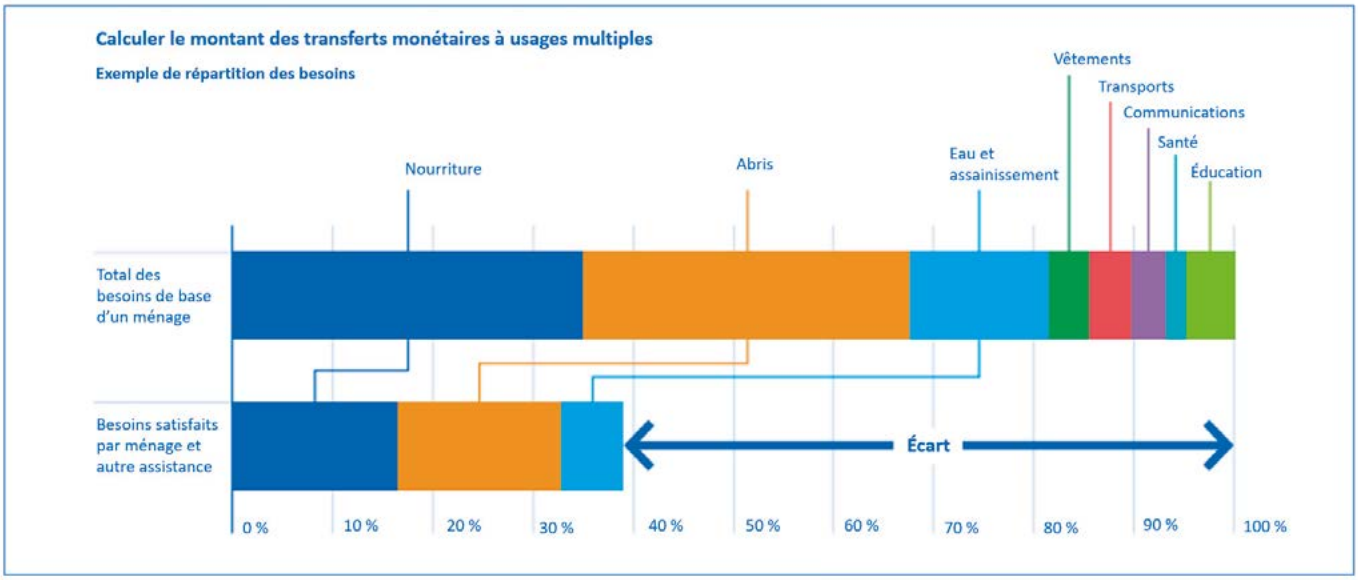
Le processus MEB estime les besoins de base globaux, y compris les dépenses multisectorielles et intersectorielles, d'un ménage moyen socio-économiquement vulnérable.
L'**écart** entre les ressources propres et les besoins de base équivaut aux besoins non satisfaits - les biens et services que le ménage ne peut pas se permettre d'acquérir avec les ressources dont il dispose. Ou, en d'autres termes, l'écart est le manque à gagner entre les ressources propres du ménage moyen socio-économiquement vulnérable provenant de la production, des revenus et d'autres aides et l'ensemble de ses besoins de base non satisfaits (tels que calculés à l'aide du MEB). Cet écart doit servir de base au calcul du montant de transfert, qui s'effectue généralement via des transferts monétaires.

L'analyse des écarts se concentre sur ce manque à gagner et se définit comme suit :

L'analyse des écarts désigne le calcul de l'écart (c'est-à-dire les besoins non satisfaits) des besoins des ménages et/ou des personnes par rapport aux besoins totaux (comme le montant d'un panier de dépenses minimum).
L'écart entre les besoins est généralement calculé comme suit : Besoins totaux – (Besoins satisfaits par la population affectée + Besoins satisfaits par d'autres acteurs) = Écart.
L'analyse de l'écart est utilisée pour déterminer la ou les montants de transfert, l'idéal étant que le montant de transfert soit égal à l'écart pour permettre la satisfaction de tous les besoins pertinents.

Glossaire du CALP, 2022

Figure 2 Un exemple de la réparition des besoins de base d'un ménage pour illustrer un écart des besoins non satisfaits



Cristescu, D.T. (2019)
Transferts monétaires en faveur de l'éducation en situation d'urgence – Rapport de synthèse et orientations[37] GEC

37. https://www.calpnetwork.org/fr/publication/transferts-monetaires-en-faveur-de-leducation-en-situation-durgence-rapport-de-synthese-et-orientations/

8.2 QUELLES RESSOURCES SONT À LA DISPOSITION DES MÉNAGES ?

Comme le souligne le Chapitre 5, le personnel humanitaire s'appuie sur diverses évaluations pour estimer les ressources dont dispose déjà un ménage pour répondre à ses besoins essentiels. Parfois, la partie la plus délicate de l'estimation de l'écart des besoins intervient au stade de la conception des évaluations[38] qui vise à déterminer le montant moyen des ressources propres d'un ménage. Lorsque l'on examine ce qui est déjà « disponible » pour un ménage moyen vulnérable sur le plan socio-économique et aux fins de l'analyse des écarts, ces ressources peuvent comprendre :

- **L'alimentation et les autres productions**, telles que les cultures, le bétail, la pêche, le bois d'œuvre et d'autres bois, le combustible, etc.
- **Les sources de revenus**, provenant d'un emploi, des bénéfices de petites entreprises, de transferts de fonds, etc.
- **Les autres aides humanitaires ou gouvernementales**, qu'elles soient en nature, les transferts monétaires, la fourniture de services, les paiements des programmes de protection sociale et les filets de sécurité sociale, etc.

8.3 DÉCIDER DU MONTANT DU TRANSFERT

Les étapes finales du processus MEB impliquent des décisions concernant la quantité de besoins non satisfaits à combler. Le processus MEB est mené dans le but de combler tout ou partie des lacunes par une assistance monétaire.[39]

Des décisions doivent être prises pour savoir si le montant de transfert doit être égale à celui du MEB ou non. Un facteur d'influence clé est l'existence ou non d'un **montant de TMUM de base** parmi les humanitaires, résultant souvent d'un processus MEB antérieur. Lorsqu'un montant des TM de base existe en raison d'un précédent MEB, les humanitaires doivent le reconnaître et s'y conformer lorsque cela est approprié. D'autres facteurs contextuels et objectifs programmatiques influencent également la fixation du montant de transfert :

- **Durée et fréquence du transfert.**
- **L'objectif d'un programme TMUM**. S'agit-il d'un programme TMUM conçu pour répondre aux besoins de base généraux, ou avez-vous des objectifs spécifiques à un secteur ?
- **Ajustement pour la taille du ménage** (exposé dans la section 4.1).
- **Acceptation locale du montant proposé par toutes les parties prenantes** (y compris la communauté affectée, les bénéficiaires cibles potentielles).
- **Acceptation politique du montant de transfert proposé** par les autorités locales et nationales (voir la sous-section sur l'alignement sur les programmes de protection sociale et les filets de sécurité sociale).
- **Le montant des fonds disponibles**. Si les fonds sont limités, les acteurs de l'assistance monétaire doivent choisir entre fournir un montant de transfert plus élevé à un nombre plus restreint de ménages pour combler la totalité de l'écart ou un montant de transfert plus faible à un plus grand nombre de ménages qui ne comble pas la totalité de l'écart entre les ressources propres des ménages et leurs besoins de base (voir les exemples de financement dans l'encadré ci-dessous).
- **Exigences des bailleurs de fonds**. Les bailleurs de fonds peuvent avoir des mandats spécifiques ou des exigences techniques qui ne permettent pas d'inclure certains besoins sectoriels dans le montant des TMUM.

Le MEB est le plus utile lorsqu'il est utilisé comme un montant ou un « seuil » auquel le personnel humanitaire peut se référer lors de la négociation du montant final du transfert, et lorsqu'il est utilisé pour soutenir le calcul d'un montant de transfert de base pour les programmes TMUM. En effet, les montants des TMUM sont généralement calculés comme une contribution ou un « pourcentage » d'un MEB (voir les exemples ci-dessous).

EXEMPLES DE MONTANTS DE TRANSFERTS

En Grèçe (2020), un montant de transfert égal au coût total du MEB a été versé car il a été estimé que les bénéficiaires n'avaient pas de moyens de subsistance ou de revenus, d'assistance ou de stratégies d'adaptation.

Au Kenya (2020), lors de la réponse à l'enquête sur la COVID-19, certaines organisations ont préféré ne répondre qu'aux besoins alimentaires et, par conséquent, les articles non-alimentaires ont été retirés du MEB du ménage et le montant du transfert a été fixée à un « panier alimentaire minimum » (PAM).

38. Plusieurs outils d'évaluation de haute qualité sont disponibles à l'adresse suivante : https://www.calpnetwork.org/fr/library-and-resources/la-boite-a-outils-pour-la-qualite-des-programmes/
39. Basé sur les prix du marché local pour les matières premières listées ans le MEB.

8.4 ALIGNEMENT DES MONTANTS DE TRANSFERT AVEC LES PROGRAMMES DE PROTECTION SOCIALE ET DE FILET DE SÉCURITÉ SOCIALE

Les acteurs humanitaires du secteur TM sont de plus en plus favorables à une collaboration avec les systèmes de protection sociale gouvernementaux, et parfois via leur intermédiaire. Les personnes touchées par les chocs et les tensions bénéficieront d'un filet de sécurité sociale national plus inclusif, agile et adaptable aux besoins accrus des populations vulnérables pendant les crises. Toutefois, il ne s'agit pas toujours de concilier ou d'aligner complètement les interventions humanitaires et de protection sociale. Parvenir à aligner les programmes d'assistance et de réduction de la pauvreté peut s'avérer délicat lorsqu'il s'agit de fixer des seuils et des montants de transfert.

Il est essentiel de s'engager dès le début du processus de construction du MEB avec les parties prenantes les plus impliquées dans les filets de sécurité sociale (comme les gouvernements, la Banque mondiale, le PAM, l'UNICEF, les bailleurs de fonds concernés, les populations affectées et leurs représentants). Cela permettra à toutes les parties prenantes de comprendre l'objectif, la construction et l'approche du MEB, et facilitera la coordination future entre les programmes, ainsi que l'acceptation de la programmation humanitaire spécifique.

DÉFIS À PRENDRE EN COMPTE DANS LES PROGRAMMES DE PROTECTION SOCIALE ET DES PAIEMENTS DES FILETS DE SÉCURITÉ SOCIAL LORS DU DÉVELOPPEMENT DES MONTANTS DE TMUM:

- Veillez à ce que les revenus provenant des programmes d'assistance/filets de sécurité sociale ne soient pas oubliés lors de l'estimation de l'écart pour le transfert.
- S'assurer que le montant du transfert est clairement lié à l'objectif du programme humanitaire ou, si ce n'est pas le cas, être transparent sur les raisons de ce manque.
- Travaillez avec vos homologues gouvernementaux pour expliquer l'objectif du programme humanitaire et la raison du montant du transfert proposé, particulièrement lorsque celui-ci diffère des montants de transfert des filets de sécurité sociale existants.
- Le cas échéant, plaidez collectivement en faveur d'approches différenciées du montant de transfert pour les différents groupes de population et les différents besoins (par exemple, les transferts liés à la crise par rapport à ceux destinés à lutter contre la pauvreté chronique), et étudiez minutieusement les défis potentiels liés à l'adoption de montants différentes pour les différents groupes.
- Se concentrer sur l'intérêt supérieur de la population cible pour déterminer si l'alignement sur les montants de transfert de l'assistance sociale est approprié.

8.5 DOCUMENTER LA PRISE DÉCISIONNELLE SUR L'ALIGNEMENT DU MONTANT DU MEB ET DU TRANSFERT

Il est toujours important de documenter soigneusement les raisons des décisions relatives à la fixation du montant de transfert. Lorsque ces décisions ont été litigieuses de quelque manière que ce soit, il est encore plus important d'être aussi transparent que possible sur les raisons pour lesquelles une décision a été prise, tout en présentant une justification claire de tous les facteurs qui ont contribué au calcul initial et à tout nouveau calcul.

Le document « Top Tips et Points essentiels du Enhanced Response Capacity (ERC) boîte à outils pour les TMUM (Décembre 2015)[38] qui documente entièrement le processus de cacul du MEB et du montant des transferts » présente une liste de contrôle des éléments à prendre en compte :

Points Essentiels

Lorsqu'il s'agit de décrire le mode de calcul du montant du transfert, précisez :

- Qui a été impliqué dans le calcul, y compris le rôle de l'État, des experts sectoriels, etc.
- Ce qui est inclus dans le panier de dépenses minimum, et ce qui ne l'est pas, et pourquoi. Le panier de dépenses minimum décrit dans les grandes lignes les besoins de base de la population cible, d'après une estimation de ses dépenses mensuelles. Joignez-en les calculs détaillés en annexe au plan d'intervention.
- La contribution propre de la population touchée et d'autres sources d'aide, notamment le type, leur équivalent monétaire, la durée et les similitudes ou différences de la méthodologie de ciblage (critères, nombres, etc.). Énoncez clairement les hypothèses avancées.
- Les besoins d'assistance monétaire supplémentaire éventuels, en sus du panier de dépenses minimum, et leur justification.
- Le pourcentage du panier de dépenses minimum pris en charge par les transferts monétaires à usages multiples, d'après l'analyse susvisée.
- Le montant du transfert monétaire par rapport au salaire minimum national et local. En cas de décalage, exposez le raisonnement employé et les stratégies mises en œuvre visant à réduire les malentendus et tout risque de désaccord.

Énoncez clairement les risques et les stratégies d'atténuation, au cas où les ressources de l'aide ne suffisent pas pour combler le déficit. Malheureusement, les contraintes budgétaires sont souvent le principal facteur déterminant dans l'établissement du montant du transfert. Tout le dilemme consiste à choisir entre donner plus d'argent à moins de gens, ou moins d'argent à plus de gens. Si une partie seulement du panier de dépenses minimum est pris en charge, énoncez les hypothèses avancées quant aux dépenses du ménage et aux conséquences potentielles d'un montant de transfert insuffisant, en particulier pour les plus vulnérables.

Figure 3 Boîte à outils de l'ERC sur les TMUM

38. https://www.calpnetwork.org/wp-content/uploads/2020/03/erc-mpg-toolkit-fr-web.pdf

8.5.1 MODIFIER LE MONTANT DES TRANSFERTS

Dans un monde idéal, l'objectif serait que le montant du transfert soit égal à l'écart. S'il est nécessaire de procéder à des révisions fréquentes et planifiées du montant des TM de base, le personnel humanitaire doit mettre en place un mécanisme de révision régulier afin que les changements du montant de transfert ne soient pas inopinés ou inattendus. La modification du montant de transfert nécessite une consultation et une communication importantes avec les bénéficiaires, ce qui n'est donc conseillé que s'il est certain qu'il y a eu des changements de prix importants et non des hausses ou des baisses temporaires. Certaines réponses, par exemple en Somalie et en Libye, ont eu une expérience positive avec des révisions fréquentes et planifiées du montant des TM de base, comme un recalcul tous les 3 mois, avec lequel tous les membres du GTTM s'accordent.

PRINCIPAUX CONSEILS POUR DÉVELOPPER DES MEB ET CALCULER LES MONTANTS DES TRANSFERTS

EN GÉNÉRAL :

- Tenez compte de l'assistance fournie en nature dans le cadre de l'analyse des lacunes.
- Documentez correctement la justification du montant du transfert.

FAIRE PARTICIPER LES POPULATIONS AFFECTÉES DANS LA CONCEPTION DU PROGRAMME :

- Comprendre les priorités et les habitudes de dépenses des populations et s'assurer qu'elles sont reflétées dans le MEB. Cela permettra de concevoir des montants de transfert et des programmes qui répondent aux besoins de la population.
- S'assurer qu'il y a une participation adéquate dans la façon dont le MEB est construit et qu'il y a une bonne communication sur la façon dont cela est fait et qui est ciblé. Cela implique de clarifier le mode de calcul des montants de transfert, d'expliquer les critères d'éligibilité et de s'assurer que les bénéficiaires comprennent que les montants de transfert peuvent évoluer en fonction des fluctuations des prix sur le marché local.
- Veiller à ce que les bénéficiaires soient informés du montant, de la fréquence et de la durée des transferts monétaires. Ces informations permettent aux bénéficiaires de planifier leurs dépenses en fonction de leurs propres besoins.
- Communiquer avec les communautés locales et les impliquer dans la conception du MEB et du calcul des montants de transfert. À défaut, cela risque d'entraîner une disparité de pouvoir et un manque de responsabilité, et pourrait donc limiter la capacité des personnes affectées à planifier en fonction de leurs besoins.

8.6 AJUSTER LE MONTANT DU MEB (OU DES « BESOINS) ET LE MONTANT DES TRANSFERTS QUI S'ENSUIT

Ce sujet est abordé en détail au Chapitre 9. En principe, le contenu du MEB est fixé pour la durée d'une crise humanitaire spécifique, à moins que les besoins n'aient significativement changés. Ces changements peuvent être le résultat de :

- **Une aggravation ou une évolution** de la crise qui a créé de nouveaux groupes cibles (avec des besoins potentiellement différents) ou modifié les besoins du groupe cible actuel pour lequel le MEB a été élaboré.
- **Des changements dans les prix**, de sorte que le coût du MEB doit être ajusté périodiquement pour refléter les changements dans les prix du marché.
- **Changements dans la couverture et/ou la valeur des autres aides humanitaires**, notamment les filets de sécurité, la protection sociale et les autres interventions gouvernementales.

RESSOURCES

- Pour davantage d'informations relatives aux étapes d'élaboration d'un MEB, veuillez consultez la Note d'orientation sur le panier de dépenses minimum du PAM (2020)[41]
- Pour plus d'informations sur la détermination des montants de transfert, veuillez consulter la Setting the Transfer Value for CBT Interventions (Transfer Value Interim Guidance) [42] du PAM (2020)
- Pour obtenir de l'aide sur la façon d'effectuer une analyse des écarts, consultez le cours rapide d'Oxfam/CALP sur MEB, gap analysis and calculating the transfer value course [43]
- Pour une compréhension plus approfondie des besoins essentiels des personnes et des outils d'analyse associés, consultez la Note d'orientation sur l'évaluation des besoins essentiels du PAM (2020)[44]
- Pour mieux comprendre les préoccupations des personnes touchées par les TM perçus, et comment leur avis peut contribuer à un déploiement plus efficace de l'assistance en espèces, consultez le Baromètre Cash[45] de Ground Truth Solutions.

41. https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000138831/download/
42. https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000117963/download/
43. https://kayaconnect.org/course/info.php?id=2615&lang=fr
44. https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000138832/download/
45. https://www.groundtruthsolutions.org/projects/cash-barometer.

9. ACTUALISER LES PRIX ET LA COMPOSITION DU MEB

CE CHAPITRE SE CONCENTRE SUR LES CHANGEMENTS CLÉS QUI PEUVENT ÊTRE APPORTÉS AU MEB, ET SUR LA COMPRÉHENSION DES PROBLÈMES POSÉS PAR LE MEB ET DES SOLUTIONS :

- Mettre à jour les prix et donc le coût d'un MEB.
- Révision de la composition du panier.
- Indices d'un dysfonctionnement du MEB et solutions possibles.

Il y a une différence entre **la mise à jour des prix qui constituent le coût** d'un MEB et la **révision de la composition** :

- **La mise à jour des prix et donc du coût**. La composition du panier reste inchangée ; seul le coût est mis à jour pour refléter les changements de prix.
- **Révision de la composition.** Un examen de la pertinence de la composition du panier par rapport à l'évolution des circonstances ou des niveaux de besoins, ce qui peut entraîner des changements dans les biens et services inclus dans le panier.

9.1 ACTUALISER LE PRIX ET LE COÛT D'UN MEB

En règle générale, tous les coûts du MEB doivent être actualiser au fil du temps pour **refléter les changements de prix** auxquels les groupes cibles sont confrontés. Ceci afin de s'assurer que le montant des TMUM de base du MEB ne perde pas de sa valeur parce qu'il est basé sur des prix anciens. Il peut y avoir des niveaux normaux de changement de prix dus à l'inflation ou à la déflation dans l'économie nationale pour lesquels un MEB doit être ajusté périodiquement. L'inflation est devenue un problème de plus en plus important ces derniers temps et est abordée dans une publication récente du CALP Network et de Space (2021) intitulée « Étude des bonnes pratiques en matière d'assistance monétaire dans des contextes d'inflation et de dépréciation monétaires élevées »[46]. Il peut également y avoir des augmentations considérables des prix peu de temps après une urgence, donc seuls les prix les plus récents doivent être utilisés et les tendances des prix doivent être prises en compte dans la mesure du possible. De même, les prix peuvent évoluer à des rythmes différents selon les endroits, à mesure que l'urgence se développe et que les taux de récupération diffèrent.

Lorsque les prix fluctuent de manière significative au fil des saisons (les prix des denrées alimentaires peuvent augmenter avant et diminuer après la récolte, les prix des denrées alimentaires, du carburant ou des transports peuvent augmenter en hiver lorsque les trajets sont plus longs, etc.), ces fluctuations régulières peuvent être prises en compte dès le départ dans le MEB. De plus, le MEB peut inclure un complément saisonnier, souvent pour l'hivernage, afin de couvrir ces hausses de prix. Cependant, il faut veiller à ne pas confondre ces changements temporaires de prix, qu'ils soient dus à la saisonnalité ou à des chocs de courte durée, avec l'inflation qui pourrait déclencher un nouveau calcul complet du coût du MEB.

Le coût d'un MEB doit toujours être contrôlé par une collecte régulière des prix des produits et services du MEB sur divers marchés locaux pertinents. Si le MEB est connecté à un système de surveillance du marché, il devrait être possible de saisir les changements de prix sans avoir à réviser complètement le MEB. Un suivi régulier, que ce soit de tous les articles du MEB ou d'un sous-ensemble, est nécessaire pour atteindre cet objectif. Les acteurs humanitaires et non humanitaires peuvent le faire, et cela peut se faire aussi souvent qu'une semaine (dans des situations très volatiles) ou aussi peu que trimestriellement (dans des situations de crise).

Le personnel humanitaire peuvent collecter ces prix soit directement auprès des marchés (données primaires), soit auprès de sources externes (données secondaires). Une source courante de données secondaires est l'IPC national ou les taux d'inflation officiels. Des problèmes se posent dans plusieurs cas : lorsqu'il s'agit de données nationales qui ne sont pas ventilées au niveau d'une région ou d'une zone de travail spécifique ; lorsque les niveaux d'inflation élevés signifient que les chiffres nationaux sont rapidement dépassés ; ou lorsque la volonté d'un gouvernement de dissumuler l'inflation ou les difficultés économiques influence les chiffres.

CONSEILS POUR L'ACTUALISATION BASÉE SUR DES CHANGEMENTS DE PRIX

- Les mises à jour des prix du MEB doivent être effectuées régulièrement et non de manière impromptue. Si le suivi n'est effectué que lorsque des changements de prix sont attendus, vous risquez de passer à côté de dynamiques de marché inattendues qui pourraient affecter les populations locales, dont certaines pourraient servir d'alerte précoce à des problèmes plus importants.
- L'opportunité d'avoir des montants de transfert différents pour différentes zones géographiques dès le début d'une crise dépend du contexte (pour plus d'informations sur cette décision, voir le Chapitre 4, « Concilier différentes zones géographiques »). Vous devrez peut-être revoir la décision initiale si les prix locaux continuent de diverger.
- N'oubliez pas que le suivi des prix et la mise à jour des prix du MEB ne conduisent pas automatiquement à un ajustement du montant de transfert. Essayez d'identifier un seuil de changement de prix qui déclencherait une révision du montant de transfert.
- Il peut être judicieux d'intégrer une petite « marge de secours » dans le montant de transfert pour se protéger contre les hausses rapides ou la volatilité des prix.
- Assurez-vous qu'il existe un moyen de suivre de près les prix et les marchés.

46. https://www.calpnetwork.org/fr/publication/good-practice-review-on-cash-assistance-in-contextsof-high-inflation-and-depreciation/

L'IPC devrait être utilisé quand :

- le personnel humanitaire a accès à la méthodologie de calcul de l'IPC et sont convaincus qu'il est construit de manière à refléter les besoins des populations vulnérables ; ou
- il existe un sous-indice au sein de l'IPC qui fait la même chose (par exemple, s'il existe des paniers distincts pour les cinq quintiles de revenus, dont un pour les 20 % les plus bas).

Un indice des prix des principaux articles de consommation peut être construit à partir de la collecte de données sur les prix des articles alimentaires et non-alimentaires de base ; il peut ensuite être utilisé pour actualiser le coût du MEB. Dans les contextes où le logement représente une part importante des dépenses des ménages, les changements dans les coûts du logement doivent également être saisis. Le rythme du suivi peut varier en fonction du contexte : le plus souvent, un suivi mensuel est approprié, mais il peut être remplacé par un suivi trimestriel dans les contextes économiquement stables, voire hebdomadaire dans les situations hautement volatiles.

Les GTTM ont souvent des points de déclenchement pour mettre à jour les coûts des MEB en fonction de l'inflation. Par exemple, s'il y a eu une augmentation de 10 % du coût du MEB depuis sa dernière mise à jour, cela peut déclencher une révision des montants de transfert de base du MEB.

RESSOURCES

Dans de nombreuses interventions humanitaires, REACH s'associe à des GTTM pour lancer des initiatives conjointes de surveillance des marchés qui visent à fournir des données sur les prix et les marchés afin d'orienter le développement du MEB et la programmation de TM.
Pour accèder à des résultats, consultez le Centre de ressources sur les espèces et marchés de REACH à l'adresse suivante : https://www.reachresourcecentre.info/search/?search=1&ptheme[]=cash

PAM Base de données sur l'Analyse et la Cartographie des Vulnérabilités (ACV)[48]

CALP Network et Space (2021) Étude des bonnes pratiques en matière d'assistance monétaire dans des contextes d'inflation et de dépréciation monétaires élevées[49]

DIFFÉRENTES FAÇONS D'ACTUALISER LE COÛT DU MEB AVEC DES CHANGEMENTS DE PRIX

(Extrait de la Note d'orientation sur le panier de dépenses minimum du PAM)

• Si un panier de référence est correctement défini (pour les articles alimentaires et non-alimentaires) et que les prix sont collectés pour les articles individuels dans le panier par le PAM ou ses partenaires, le MEB peut être à nouveau tarifé, en utilisant les prix mis à jour pour chaque article et en les multipliant par les quantités du panier de référence.

• Une solution simple consiste à ajuster le MEB en utilisant l'Indice des Prix aux Consommateurs (IPC) national/sous-national ou ses composantes. Il s'agit simplement d'actualiser le coût du MEB avec l'augmentation (ou la diminution) de l'IPC pour la période considérée. Cependant, dans certains contextes, les IPC ne sont pas mis à jour ou pertinents pour la population cible. Les zones urbaines sont souvent surreprésentées dans l'IPC national. D'autre part, les prix et les coûts auxquels sont confrontés, par exemple, les populations déplacées peuvent être très différents des niveaux de prix nationaux. Dans des contextes de pauvreté où l'alimentation constitue une part importante des dépenses des ménages, l'évolution des prix des denrées alimentaires et des carburants est centrale pour refléter l'évolution des prix[47].

Si vous planifiez d'utiliser l'IPC pour actualiser le MEB, assurez-vous qu'il :

a) reflète les prix réels dans les lieux où vivent les personnes concernées ;
b) reflète les habitudes de consommation de la population de référence utilisée pour déterminer le MEB (par exemple « les pauvres » par rapport à la classe moyenne) ; et
c) ne varie pas de manière significative de celui utilisé pour élaborer le MEB.

Notez que les IPC sont généralement construits autour de populations « moyennes » plutôt que vulnérables, de sorte que leurs paniers couvrent tout, des produits de base aux produits de luxe. Cela signifie que même si les points a), b) et c) ci-dessus sont tous vrais, l'IPC n'est utile que s'il existe des articles similaires à ceux inclus dans le MEB ainsi que des données pour les éléments individuels.

47. PAM. Note d'orientation. Panier de dépenses minimum, p.38
48. https://dataviz.vam.wfp.org/economic_explorer/prices
49. https://www.calpnetwork.org/fr/publication/good-practice-review-on-cash-assistance-in-contextsof-high-inflation-and-depreciation/

9.2 REVOIR LA COMPOSITION D'UN MEB

Il existe plusieurs situations qui nécessitent une révision de la composition du MEB (quels biens ou services sont inclus dans le panier). Si certaines variations saisonnières des prix des services et des produits de base sont normales et généralement prévisibles, une crise peut entraîner des taux d'inflation élevés ou des envolées des prix des biens et services. Des envolées de prix et/ou de taux d'inflation durables peuvent entraîner des changements à long terme dans la structure des dépenses, poussant les populations à revoir leurs priorités. De tels changements sont susceptibles de signifier qu'il est nécessaire de **réviser la composition du MEB** plutôt que de simplement mettre à jour les prix qui en constituent le coût.

Il est possible de devoir reconsidérer l'analyse de votre réponse face à une inflation élevée et durable – une mise à jour des prix peut s'avérer nécessaire, mais il se peut également que la conception globale du programme doive être révisée de manière plus générale afin d'adopter des objectifs actualisés et des moyens de les atteindre (voir le CALP Network et SPACE (2021) Étude des bonnes pratiques en matière d'assistance monétaire dans des contextes d'inflation et de dépréciation monétaires élevées pour plus d'informations).

De même, les besoins humanitaires peuvent évoluer rapidement, sans parler du fait qu'ils évoluent à un rythme différent selon les lieux et les groupes cibles au lendemain d'une urgence et lorsque les populations commencent à se rétablir. **Un MEB doit refléter les besoins d'une population spécifique à un moment donné et doit donc être révisé en fonction de l'évolution de la situation**. Par exemple, en Jordanie, les changements apportés à la politique nationale en matière de soins de santé ont eu pour conséquence que les syrien·ne·s ne bénéficiaient plus de soins gratuits et devaient payer le tarif jordanien subventionné, ce qui a augmenté les dépenses de santé de leurs ménages. De tels changements devraient encourager une **révision de la composition** du MEB.

En termes génriques, il peut être temps de réviser un MEB si :

- un choc a créé des besoins différents ou supplémentaires ;
- d'après les données, les interventions basées sur les MEB ont moins d'impact ;
- il y'a des changements significatifs dans l'offre et la demande de biens et services, générant un changement des habitudes de consommation des personnes ;
- un changement des profils de la population a eu lieu (par exemple un déplacement de population) ;
- il n'y a plus de consensus sur la représentativité du MEB au regard des besoins actuels du groupe ciblé ; ou
- Les données de suivi-évaluation montrent que les résultats attendues pour les populations affectées n'ont pas été atteints.

REVOIR LE CONTENU DU MEB AU MALI EN RAISON DE LA PANDÉMIE DE COVID-19

La pandémie de COVID-19 a eu un impact majeur au Mali. Les chaînes d'approvisionnement alimentaire ont été perturbées en raison des mesures prises par le gouvernement pour atténuer la propagation de la pandémie, notamment la fermeture de la frontière au nord avec l'Algérie. Le manque d'importations alimentaires a entraîné une augmentation de 5 à 10 % des prix des céréales et des légumineuses. Cette baisse du pouvoir d'achat a entraîné une augmentation significative (+20%) de la proportion de ménages incapables de satisfaire leurs besoins alimentaires de base (qui était de 37% avant la pandémie). L'écart dans la couverture des besoins de base est passé de 36% à 53%.

Pour suivre l'impact de la pandémie sur les marchés locaux, le GTTM a mis en place un système de suivi qui a utilisé les données de février 2020 de l'Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle au Mali (ENSAN) comme référence. Suite aux données collectées, le coût du MEB a été augmenté de 5 %, le nombre de cas a été étendu aux populations urbaines et à celles affectées par la COVID-19, et la durée de l'assistance en espèces a été portée de six à neuf mois pour les catégories vulnérables, y compris les PDI.

S'APPUYER SUR UN SMEB DÉJÀ EN PLACE POUR UN CHOC SÉVÈRE : ENSEIGNEMENT TIRÉ DE L'EXPLOSION DU PORT DE BEYROUTH

À la suite de l'explosion du port de Beyrouth en 2020, le CICR et la Croix-Rouge libanaise ont révisé un SMEB existant (développé pour les réfugiés syriens au Liban) afin de refléter les besoins des citoyen·ne·s libanais·e·s affectés. Plusieurs éléments ont été conservés, mais certains ont été modifiés et de nouveaux ont été ajoutés pour refléter des besoins spécifiques. Par exemple, de nombreux habitants de Beyrouth se sont retrouvés sans logement, et l'élément locatif du SMEB a donc été considérablement augmenté. Les allocations pour la santé et les médicaments ont été augmentées pour refléter les besoins immédiats des personnes touchées. Des articles ménagers tels que des couvertures et des ustensiles de cuisine ont été ajoutés. Il convient de noter qu'en raison de l'inflation très élevée qui prévalait au Liban au moment de l'explosion du port, les TM ont été proposé en dollars américains plutôt qu'en livres libanaises et distribués à la fois aux libanais·e·s et aux syrien·ne·s touchés par l'explosion.

D'après la publication intitulée « Operational Guidance and Toolkit for Multipurpose Cash Grants 50 » de l'ERC, la mise à jour ou la révision du MEB doit aller de pair avec une révision des montants de TM de base. Le montant du transfert du MEB doit être revu et éventuellement ajusté non seulement lorsque le coût du MEB change, mais aussi lorsqu'il y a des changements dans l'assistance complémentaire, comme les paniers alimentaires en nature, ou dans les sources de revenus habituelles des ménages (comme un changement de politique autorisant les réfugiés à travailler, des changements saisonniers dans les revenus ou les dépenses, etc.)

La consultation des personnes vulnérables est essentielle lors de la révision d'un MEB.
Vous trouverez un exemple de protocole de discussion de groupe utilisé pour la révision d'un MEB à la page 35 de ce rapport du Consortium Liban Cash. [51]

COMMENT REVOIR LA COMPOSITION : LE PROCESSUS DE RÉVISION DU SMEB DANS LE NORD DE LA SYRIE EN 2016

À partir de 2016, le groupe de travail technique transfrontalier sur les réponses en espèces (GTTT-RE) en Syrie du Nord a commencé une révision de son SMEB en utilisant un comité composé d'organisations membres du Groupe de travail. L'objectif de la révision était d'évaluer la pertinence et la disponibilité continues des articles du panier et de recommander tout changement jugé opportun, en équilibrant les normes humanitaires, les recommandations des clusters et les préférences des personnes en Syrie du Nord. Par ailleurs, la révision a permis de s'assurer que le panier mis à jour continuait à refléter les besoins « minimum de survie », et le comité a veillé à ne pas dépasser de manière significative les normes humanitaires minimales pour le contexte de la Syrie du Nord.

Le processus de révision comprenait un examen des données partagées par les ONG (évaluations et suivi post-distribution) sur les dépenses des ménages, un retour d'information et des entretiens avec le personnel des ONG travaillant dans le Nord de la Syrie. Il comprenait également une courte enquête menée auprès des ménages afin d'évaluer les préférences et les habitudes des habitant·e·s de la région, ainsi qu'un examen des orientations du cluster et des normes Sphère relatives à chaque article. Les changements recommandés ont été partagés avec l'ensemble du GTTT-RE et avec les clusters concernés, et leurs contributions ont été intégrées dans le document d'orientation officiel sur les SMEB.

9.3 INDICES D'UN DYSFONCTIONNEMENT DU MEB ET SOLUTIONS POSSIBLES

Parfois, nous nous trompons de situation. Vous trouverez ci-dessous un tableau qui énumère les signes indiquant que quelque chose ne fonctionne pas avec le type de processus MEB choisi. Si vous identifiez l'un de ces problèmes dans votre contexte, il peut être utile de revoir le type de processus MEB suivi (un organisme, plusieurs organismes, dirigé par le GTTM, ou tout autre type de processus) et de vérifier si un processus différent devrait être adopté.

50. ERC. (2015) Operational Guidance and Toolkit for Multipurpose Cash Grants https://www.calpnetwork.org/wp-content/uploads/2020/01/operational-guidance-and-toolkit-for-multipurpose-cash-grants-web.pdf
51. Lebanon Cash Consortium. (2016) MEB and SMEB Revision: Community Consultation https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/smeb-GdD-report-final-1.pdf

SIGNES FRÉQUENT D'UN DYSFONCTIONNEMENT
Le MEB n'est pas approuvé par le Groupe de Coordination Inter-Clusters (ICCG).
Il existe une duplication de l'assistance entre les TMUM et les autres transferts monétaires en raison de la manière dont le MEB a été construit.
Les TMUM et l'assistance en nature pour les mêmes résultats existent côte à côte dans des marchés qui fonctionnent. Dans les marchés qui fonctionnent sans problèmes de disponibilité, il n'y a aucune raison pour que toutes les dépenses ne soient pas prises en compte dans le MEB et les TMUM qui en découlent. Si des assistances en nature sont en cours pour des biens qui sont amplement fournis par les marchés locaux et qui ont été inclus dans le MEB, le personnel humanitaire doit rechercher la cause et les raisons.
Des besoins clés ont été omis dans le MEB. Cela peut être dû au fait que les évaluations n'étaient pas d'une qualité suffisante, que tous les types de personnes affectées n'ont pas été consultés ou que la participation d'un secteur spécifique a fait défaut.
Le MEB n'est pas utilisé. Cela peut être expliqué par : • Les parties prenantes ne sont pas d'accord avec ce qui a été inclus dans le MEB ou exclu de celui-ci. • Les parties prenantes ne sont pas d'accord sur la façon dont le processus MEB a été mené et/ou sur le degré de contribution demandé. • Les organismes ont du mal à comprendre comment utiliser le MEB en raison de la complexité ou de la difficulté d'opérationnalisation. • Les organismes ne sont pas d'accord sur la nécessité du MEB. • Le gouvernement ne permet pas au personnel humanitaire d'utiliser le MEB pour fixer les montants des TMUM , en raison d'un manque de parité entre les montants des TMUM proposées et le seuil de pauvreté national ou d'autres préoccupations similaires.

Les moyens spécifiques pour surmonter ces défis peuvent varier d'un contexte à l'autre, mais l'approche de base est souvent identifique : **prendre du recul, réévaluer le processus, et déterminer quelles consultations supplémentaires ou quelles modifications** du processus seraient nécessaires pour éliminer les obstacles rencontrés.

Indépendamment de la manière dont le personnel humanitaire choisit de résoudre ces défis, il devrait être clair que la construction d'un niveau minimum de consensus autour de l'objectif et du processus MEB inter-agences est essentielle. L'expérience issue de différents contextes a montré qu'il est essentiel de trouver le bon équilibre entre la rapidité, la simplicité et la consultation approfondie de toutes les parties prenantes, notamment les organismes humanitaires, les coordinateurs de groupes sectoriels, les personnes affectées, et les gouvernements.

RESSOURCES

Des orientations générales sur l'élaboration d'un processus MEB léger ou complet sont disponibles à la Partie 1.2 de l'ERC (2015) Orientations opérationnelles et boîte à outils pour les transferts monétaires à usages multiples[52]

Le guide Response Options Analysis Planning guide[53] de l'ERC (2019) dispose d'un excellent guide étape-par-étape et de ressources annexes sur la façon d'élaborer un panier intersectoriel des besoins de base. Voir les pages 92 à 113.

La boîte à outils Red Cross Cash in Emergencies toolkit[54] dispose d'un modèle Excel pour quantifier le MEB, notamment les dépenses exceptionnelles.

Pour des orientations générales sur la façon d'élaborer un MEB, la Note d'orientation sur le MEB[55] du PAM (2020) constitue une source exhaustive.

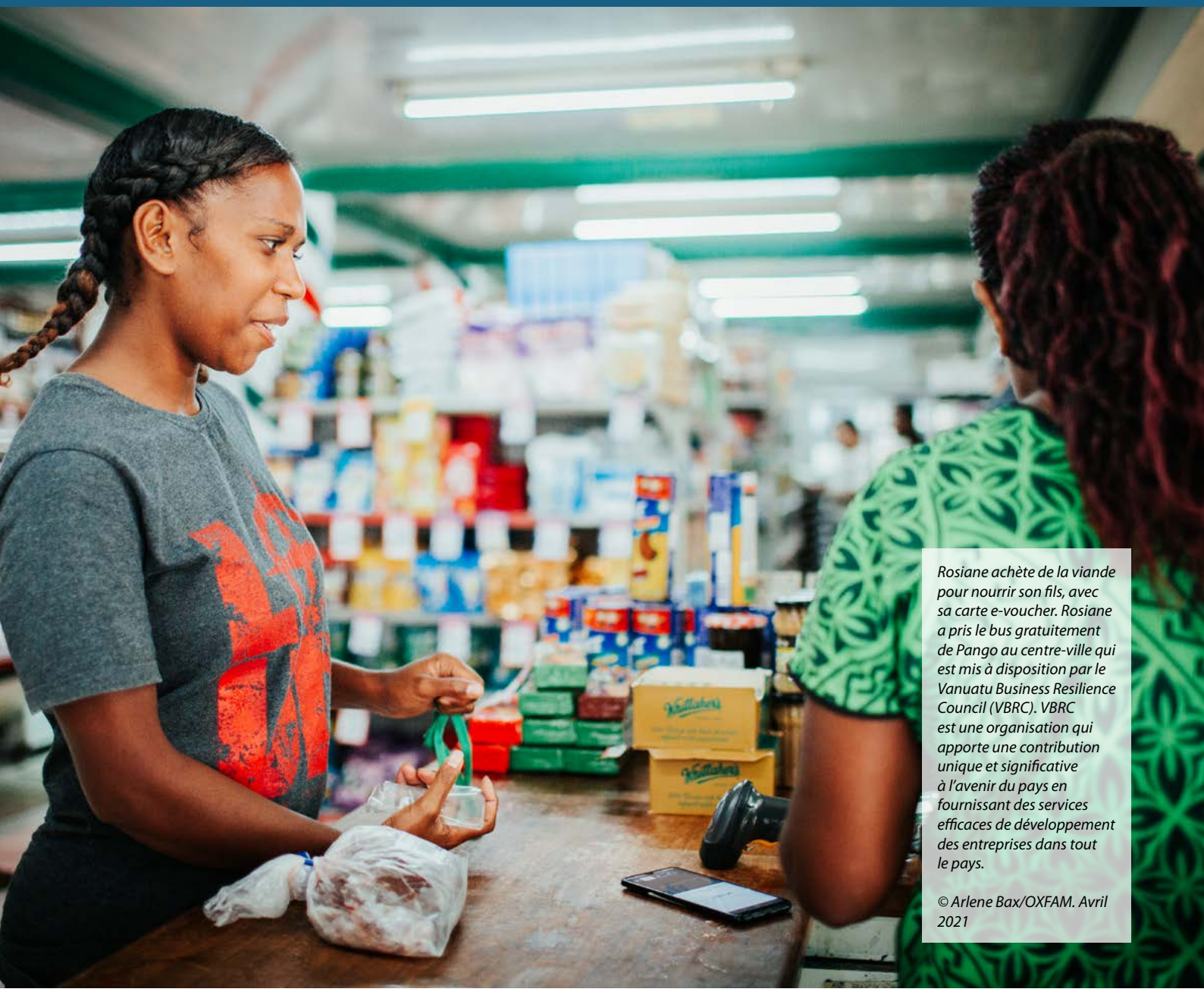
52. https://www.calpnetwork.org/fr/publication/orientations-operationnelles-et-boite-a-outils-pour-les-transferts-monetaires-a-usages-multiples/
53. Développé en 2019 par Save the Children, The Cash Learning Partnership, Danish Refugee Council, Mercy Corps et le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires. https://www.calpnetwork.org/publication/response-options-analysis-planning-guide/
54. La boîte à outils est accessible à l'adresse suivante : https://cash-hub.org/fr/instructions-et-outils/boite-a-outils-transferts-monetaires-en-situation-durgence/ et la feuille de calcul à l'adresse suivante: https://cash-hub.org/wp-content/uploads/sites/3/2020/11/1_2_1-Liste-de-controle-relative-a-la-faisabilite-des-transferts-monetaires.docx
55. https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000138831/download/

ANNEXE – RESSOURCES RELATIVES AU MEB

1. Banque mondiale, IASC. 2016. Strategic Note. Cash Transfers in Humanitarian Contexts.
2. Banque mondiale. 2005. Introduction to Poverty Analysis.
3. Banque mondiale. 2018. Piecing Together the Poverty Puzzle.
4. Bush, Jennifer. 2018. HEA Resilience Study.
5. CALP. 2018. Définition des Paniers de Dépenses Minimum (MEB) en Afrique de L'Ouest.
6. CALP/PAM. Novembre 2020. Improving our Work on Minimum Expenditure Basket Webinar Series & Q&As.
7. CARE. 2019. Recueil sur les transferts monétaires et la violence basée sur le genre : conseils pratiques à l'intention des professionnels de l'humanitaire.
8. CARE. 2018. The Gendered Dimension of Multi-Purpose Cash Supporting Disaster Resilience.
9. Commission européenne. 2011. The Measurement of Extreme Poverty. Politiques publiques sociales, Janvier.
10. ERC. 2019. Guidance and Toolbox for the Basic Needs Analysis (BNA).
11. ERC. 2019. Response Options Analysis & Planning (ROAP). Facilitator's Guide.
12. FAO. 2005. Equivalence Scales.
13. Ground Truth Solutions. Page Web. Baromètre Cash.
14. Harvey, Paul and Sara Pavanello. 2018. Multi-Purpose Cash and Sectoral Outcomes. A Review of Evidence and Learning.
15. HelpAge International. 2010. Cash Transfers in Emergencies: A Practical Field Guide, 1–24.
16. Jovanovich, Vladimir. 2017. The Impact of Cash Transfers on Resilience: A Multi-Country Study. CARE International, 1–23.
17. Kidd, Stephen, Lorraine Wapling, Rasmus Schjoedt, Bjorn Gelders, Diloá Bailey Athias et Anh Tran. 2017. Leaving No-One behind: Building Inclusive Social Protection Systems for Persons with Disabilities.
18. PAM ACV. Décembre 2020. Évaluation des besoins essentiels. Note d'orientation.
19. PAM ACV. Décembre 2020. Paniers de Dépenses Minimum. Note d'orientation.
20. PAM ACV. Juillet 2020. Setting the Transfer Value for CBT Interventions, Transfer Value Interim Guidance.
21. Protection and Cash and Voucher Assistance | Cash Learning Partnership (calpnetwork.org)
22. Twose, Aysha, Leah Campbell, Marina Angeloni et George Mvula. 2015. Adapting to an Urban World Study: Syria Crisis (Liban et Jordanie).
23. van Horssen, Irene, Diana Hiscock, Philip Hand, Ivan Kent, Marcus Skinner, Kate Aykroyd et Ricardo Pla Cordero. 2018. Normes d'inclusion humanitaire pour les personnes âgées et les personnes handicapées.
24. Union européenne et Humanitarian Aid n.d. Transferts monétaires en faveur de l'éducation en situation d'urgence – Rapport de synthèse et orientations.
25. Women's Refugee Committee. 2022. Aperçu de la boîte à outils d'optimisation des transferts monétaires pour la protection accrue contre la violence basée sur le genre : intégration d'actions protectrices contre la VBG au sein des transferts monétaires et assimilation des transferts monétaires aux services de réponse à la VBG.

CALCULER LE PANIER DE D2PENSES MINIMUM

UN GUIDE DES MEILLEURES PRATIQUES



Rosiane achète de la viande pour nourrir son fils, avec sa carte e-voucher. Rosiane a pris le bus gratuitement de Pango au centre-ville qui est mis à disposition par le Vanuatu Business Resilience Council (VBRC). VBRC est une organisation qui apporte une contribution unique et significative à l'avenir du pays en fournissant des services efficaces de développement des entreprises dans tout le pays.

© Arlene Bax/OXFAM. Avril 2021

CALP NETWORK

CHOIX ET DIGNITÉ FACE AUX CRISES